

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LA

QUESTION MONÉTAIRE

EN INDO-CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux le Vendredi
28 Juin 1907, à 2 h. 1/2 du soir*

PAR

Georges HARTENSTEIN

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

SECRET

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LA

QUESTION MONÉTAIRE

EN INDO-CHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux le Vendredi
28 Juin 1907, à 2 h. 1/2 du soir*

PAR

Georges HARTENSTEIN



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1907

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Faculté de Droit

DOYEN ET PROFESSEUR HONORAIRE: M. BAUDRY-LACANTINERIE,  I.

PROFESSEURS
HONORAIRES

M. SAIGNAT,  I.

M. BARCKHAUSEN, O.  I., membre correspondant de l'Institut.

MM. MONNIER,  I., Doyen, professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire du droit public français* (Doctorat).

DE LOYNES,  I., professeur de *Droit civil*.

VIGNEAUX,  I., professeur d'*Histoire du droit*.

LE COQ,  I., professeur de *Procédure civile*.

LEVILLAIN,  I., professeur de *Droit commercial*.

MARANDOUT,  I., professeur de *Droit criminel*.

DUGUIT,  I., assesseur du Doyen, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*, chargé d'un cours complémentaire de *Principes du droit public et du droit constitutionnel comparé* (Doctorat ès sciences politiques et économiques), et d'un cours d'*Histoire du Droit français* (Doctorat juridique).

DE BOECK,  I., professeur de *Droit international public*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit international privé* (Licence).

DIDIER,  I., professeur de *Droit maritime* et de *Législation industrielle*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit commercial approfondi et comparé* (Doctorat).

CHÉNEAUX,  I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil approfondi* (Doctorat).

SAUVAIRE-JOURDAN,  A., professeur d'*Economie politique et Science financière*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation et Economie coloniales*.

BENZACAR,  A., professeur d'*Economie politique*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation française des finances et Science financière* (Doctorat).

FERRON,  A., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil comparé* (Doctorat), et d'un cours d'*Eléments du Droit civil* (Capacité).

BARDE,  I., professeur de *Droit administratif*, chargé d'un cours complémentaire d'*Eléments du Droit public* et de *Droit administratif* (Capacité).

FERRADOÛ,  A., professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire des Doctrines économiques* (Doctorat).

MM. BENOIST,  I., Secrétaire.

PLATON,  I., ancien élève de l'Ecole des Hautes-Etudes, sous-bibliothécaire.

LALANNE,  I., commis au secrétariat.

COMMISSION DE LA THÈSE

Président : M. SAUVAIRE-JOURDAN, Professeur.

Suffragants : { M. de BOECK, Professeur.
 { M. DIDIER, Professeur.

Première Partie

LE MILIEU. — LES MONNAIES. —
LES PROBLÈMES

CHAPITRE PREMIER

L'influence du milieu.

La géographie de l'Indo-Chine.

Les caractères naturels. — Le facteur humain.

Les possibilités de relation.

Leurs influences.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici un exposé géographique détaillé de l'Indo-Chine française, mais un simple aperçu sur des questions qui sont étroitement liées à notre sujet. A notre sens, ce chapitre n'est pas seulement utile pour préciser le pays où se pose le problème que nous voulons étudier : il est indispensable à cette étude. La géographie d'un pays a une influence nécessaire sur toutes les questions, et en particulier sur toutes les questions économiques qui peuvent se poser à propos de ce pays. Ce n'est pas là ramener la solution de ces questions à

l'unique connaissance du milieu dans lequel elles ont pris naissance. L'influence du milieu, dont on a si fort exagéré l'importance pendant le xix^e siècle, ne peut expliquer seule les évolutions au sein de ce milieu ; mais il n'en reste pas moins certain que cette influence existe, et qu'elle apparaît, dans toute question économique en particulier, à un triple point de vue.

Les caractères purement naturels d'un pays, ceux que l'action humaine ne peut modifier, le relief du sol, la composition physique et chimique du fonds et du tréfonds, le régime des eaux, le climat, sont un facteur considérable dans les possibilités économiques de ce pays : ils déterminent la fertilité agricole, la richesse minière, ou la stérilité des diverses régions, et ainsi fixent les sources et la nature des produits.

La population, par ses caractères moraux et par sa densité, contribue aussi à déterminer la richesse relative d'un pays et de ses diverses parties. Elle est l'élément fondamental du travail et par cela même de la production. Il est du reste remarquable que cette seconde influence se rattache étroitement à celle des caractères naturels du pays. « Ce sont le sol et le climat qui façonnent les races. L'air et les aliments font le corps à la longue : le climat, son degré et ses contrastes produisent les sensations habituelles et à la fin la sensibilité définitive : c'est là tout l'homme,

esprit et corps, en sorte que tout l'homme prend et garde l'empreinte du sol et du ciel. » (1).

Enfin la géographie doit être étudiée au point de vue des relations possibles tant entre les diverses régions d'un pays, qu'entre ce pays et les pays environnants. Ce sont encore des caractères naturels qui influent ici : voies de communication fluviales, existence des agglomérations, situation du pays considéré sur le globe terrestre : mais la volonté de l'homme peut les modifier lentement en créant des routes et des canaux, en développant les relations maritimes, en bâtissant des villes qui attirent vers d'autres points les productions économiques. Ces caractères naturels plus ou moins modifiés par l'action humaine rendent possible tel ou tel commerce et obligent certains débouchés.

Nous chercherons donc ici, après avoir précisé le pays où se pose la question que nous voulons étudier, à montrer, dans un aperçu rapide, l'influence des caractères naturels, du facteur humain, et des possibilités de relation, sur les producteurs, les produits et les débouchés.

L'Indo-Chine Française fait partie, avec la Birmanie et le Siam, d'une vaste péninsule de plus de 2 millions de kilomètres carrés qui s'étend au sud de l'Empire chinois, à l'extrémité de l'Asie Orien-

1. Taine. *La Fontaine et ses fables*, 16^e édition, 1903, p. 8.

tale, entre le golfe du Bengale et la mer de Chine, et allonge jusqu'à un degré et demi de l'équateur l'étroite presqu'île de Malacca. Des arrangements internationaux ont défini ses limites continentales : au nord et au nord-ouest elle est voisine de la Chine ; à l'ouest une frontière encore mal déterminée et deux zones neutres la séparent du royaume de Siam (1) ; au sud-ouest, au sud et à l'est, ses côtes s'allongent sur plus de 2.000 kilomètres, tantôt formées des alluvions basses et marécageuses des deltas, tantôt découpées en hautes falaises bordées d'archipels : elles sont baignées par la mer de Chine et le golfe du Tonkin. La forme de notre grande colonie asiatique est assez irrégulière : très resserrée dans sa partie centrale qu'occupe l'Annam, elle s'élargit à ses deux extrémités pour former au nord le Tonkin et le Laos

1. Le traité franco-siamois du 7 octobre 1902 prévoyait la détermination plus précise de cette frontière. Les violentes critiques qui l'accueillirent en France et en Indo-Chine en amenèrent l'ajournement le 25 février 1903. Le traité du 13 février 1904 qui le remplaça, instituait une commission mixte de délimitation. Grâce à l'énergie du commandant Bernard, chef de la mission française, nous avons obtenu certains avantages dans le tracé de la frontière qui est aujourd'hui achevé dans deux régions différentes : du golfe du Siam au Grand Lac et à la chaîne montagneuse des Dang-Rek entre le Cambodge et les territoires neutres des provinces de Siem-Reap, d'Ankor et de Battambang ; et au sud-ouest du Laos entre le Siam et le royaume de Luang-Prabang. Ces avantages viennent de nous être officiellement reconnus par le traité signé le 23 mars 1907 à Bangkok.

qui s'étendent jusqu'au Yunuan chinois, au sud la Cochinchine et le Cambodge. On comprend encore sous le nom générique d'Indo-Chine Française : les territoires neutralisés des provinces de Siem- Reap, d'Ankor et de Bâttambang, une zone neutre large de 25 kilomètres située sur la rive droite du Mékong, et le territoire de Quang-Tchéou dans la presqu'île de Louei-Tchéou, au sud de la Chine, qui comprend plus de cinq cents villages avec un centre commercial, Tsé-Kam, et un centre militaire, Fort-Bayard. Mais nous ne nous occuperons ici que des Etats protégés du Laos, du Tonkin, de l'Annam et du Cambodge et de la Cochinchine. Ces cinq régions occupent une surface de 665.500 kilomètres carrés, soit plus grande d'un quart que celle de la France ; elle est ainsi répartie :

Tonkin	116.000 kmq.
Laos	230.000 —
Annam	140.000 —
Cochinchine	59.500 —
Cambodge	120.000 —

Cette vaste étendue est différenciée par le relief du sol en deux régions fort différentes : les montagnes et les plaines basses.

Les montagnes s'enracinent dans les hauts plateaux du Thibet que l'Himalaya entoure de son abrupte ceinture. « Sur la bordure orientale de

« ces plateaux hauts de plus de 5.000 mètres, des plissements serrés s'amassent, se pressent en faisceau, puis divergent en éventail vers tous les points de l'horizon du sud (1). » L'une de ces branches traverse l'Indo-Chine dans toute sa longueur de la frontière du Yunnan à la mer de Chine. Elle recouvre presque entièrement le Laos : au Tonkin, les montagnes très hautes dans toute la région qui avoisinent la frontière chinoise diminuent peu à peu à mesure qu'elles se rapprochent de la mer. Dans les provinces de Song-Tag et de Hung-Hoa elles ne sont plus que des mamelons et des collines qui se nivellent de plus en plus pour s'aplanir le long des côtes en de vastes plaines basses d'alluvions. Puis la chaîne traverse l'Annam : d'abord étalée sur toute sa largeur, elle se rapproche peu à peu de la mer, laissant s'élargir le long de la frontière du Siam la vallée du Mékong ; à Tourane elle a atteint les côtes qu'elle ne cesse alors de surplomber. Mais peu à peu les hauteurs diminuent : sur les limites de la Cochinchine ce ne sont plus que de hautes collines : à Saïgon ce n'est plus qu'une plaine qui va se perdre dans d'immenses rizières sillonnées d'arroyos.

Entre les divers plissements montagneux de cette vaste chaîne, les plaines de l'Indo-Chine s'allongent, suivant le cours des fleuves et des torrents qui les

1. Pelet, *Atlas des Colonies Françaises*, 1902.

ont formées de leurs alluvions. D'abord étranglées, elles s'élargissent peu à peu, à mesure que les fleuves descendent vers la mer, pour finir le long des côtes en vastes étendues marécageuses. Elles sont de formation récente et chaque jour de nouvelles alluvions augmentent leur étendue. Dans la basse Cochinchine, en particulier, le sol s'exhausse et s'élargit avec une telle rapidité, que tous les ans des terres nouvelles gagnées sur la mer sont mises en culture par les Annamites.

La formation de ces plaines les localise donc le long des grandes artères fluviales. La principale de ces artères est le Mékong. Ce fleuve magnifique, long de plus de 4.000 kilomètres, traverse l'Indo-Chine dans toute sa longueur. Né dans le Yunnan chinois, il serpente d'abord entre les montagnes du Laos et celles du Siam, servant de frontière à ces deux pays : c'est à lui et à ses affluents que le Laos doit ses rares plaines. Puis, après de nombreux contours, il entre sur le territoire de l'Annam qu'il limite du côté du Siam : il coule alors du nord-ouest au sud-est restant parallèle à la direction des côtes orientales de l'Indo-Chine. Peu à peu sa vallée s'élargit : la plaine d'alluvions s'étend, rejoignant celles qui bordent les affluents du fleuve ; mais elle se heurte encore aux contreforts de la chaîne de l'Annam. A mesure que l'on va vers le sud, les hauteurs diminuent et s'éloignent : le fleuve s'accroît de nombreux affluents :

son lit s'étale, les îles apparaissent. La plaine s'élargit : à l'ouest jusqu'au golfe de Siam elle forme le Cambodge. Au centre de cette région s'étend la vaste nappe du Grand Lac, ou Tonlé-Sap, qui en temps de crue atteint 130 kilomètres de long. Puis à mesure que l'on approche de la mer, les plissements montagneux reparaissent, mais peu élevés. « Des forêts immenses, des plaines inondées chaque année d'octobre à février, des marécages en cuvette, des plateaux souvent déserts, voilà le Cambodge (1) ». Grossi des eaux du Grand Lac, le Mékong se divise en deux branches, le fleuve antérieur à l'est, le fleuve postérieur à l'ouest, qui coulent presque parallèlement. La plaine devient marécageuse ; les petits affluents se multiplient ; un véritable réseau de canaux, de rivières et de ruisseaux, se forme : le canal de Ha-Tien, le Rach-Gia entre le fleuve postérieur et le golfe de Siam ; le Donnai, la rivière de Saïgon, le Vaïco oriental et le Vaïco occidental, entre le fleuve antérieur et la mer de Chine ; les deux branches du Mékong se divisent, le fleuve postérieur en deux embouchures, le fleuve antérieur en six, qui s'élargissent en vastes estuaires. Le sol, sillonné d'arroyos, n'est plus qu'une éponge de terre gonflée d'eau : c'est la Cochinchine.

Dans les montagnes du Yunnan prend encore nais-

1. De Lanessan. *L'Indo-Chine Française*. Paris, 1889.

sance la seconde artère fluviale de l'Indo-Chine, le Song-Coi ou Fleuve Rouge, qui traverse le Tonkin du nord-ouest au sud-est. Il suit d'abord, d'un cours presque rectiligne, les plissements montagneux du Haut et du Moyen Tonkin. Puis, grossi des eaux de la Rivière Noire et de la Rivière Claire, il s'élargit et le long de ses rives les plaines du Bas Tonkin commencent à s'étendre. Un peu au-dessus de Hanoi deux canaux le relie au Song-Cau ou Thai-Binh qui coule plus au nord : les vallées des deux fleuves se confondent en une seule plaine. Puis les fleuves grossissent, serpentent, se divisent : leurs embouchures se rejoignent : la plaine s'étale et s'abaisse, devient un vaste marécage, troué en tout sens par les bouches des fleuves et les canaux, qui s'étend le long du golfe du Tonkin, de Haiphong à la frontière de l'Annam.

Nées des alluvions des fleuves, les plaines indochinoises sont, par leur origine même, dans un état permanent d'humidité. Ce caractère est encore augmenté par le climat. Sans doute, l'Indo-Chine a par son étendue et par son relief varié divers climats. Au Tonkin les saisons sont fort irrégulières. Pendant l'été, d'avril à octobre, les pluies sont rares mais très fortes : la température, qui est en moyenne de 29 à 30 degrés centigrades, s'élève quelquefois à 36 et 40 degrés. En hiver, d'octobre à mars, les pluies fines et longues, la brume et le

brouillard dominant : la température, de 24 degrés en moyenne, peut s'abaisser à 5 ou 6 degrés. Enfin les tiphons causent au Tonkin de très fréquents ravages. En Cochinchine, les saisons sont beaucoup plus régulières, et coïncident avec les moussons. La température moyenne est pendant la saison sèche, du 15 octobre au 15 avril, de 25 à 26 degrés centigrades, et pendant la saison des pluies, du 15 avril au 15 octobre, de 27 à 29 degrés centigrades : elle descend rarement au-dessous de 15 degrés et s'élève jusqu'à 38 degrés centigrades. Enfin, l'Annam et le Cambodge se rapprochent, le premier du Tonkin, le second de la Cochinchine. Mais ces divers climats ont un caractère commun : la chaleur humide. A ce point de vue, on peut résumer le climat, pour les deux points extrêmes, Hanoi et Saïgon, dans le tableau suivant :

	Année	Température		Etat hygrométrique		Nombre des jours de pluie
		Maximum	Minimum	Degré moyen	Pendant l'époque la plus humide	
Hanoi . .	1899	38,5	7,8	85,5 0/0	avril	145 jours
	1900	37,2	5,9	91,9 0/0	novembre	123 »
Saïgon. .	1899	36,8	15	88,7 0/0	septembre	168 »
	1900	37,4	19,8	88 0/0	septembre	159 »

Par le relief de son sol, par son hydrographie, et par son climat, l'Indo-Chine se trouve donc divi-

sée en deux régions bien distinctes qui produisent nécessairement des richesses économiques différentes.

Sur les montagnes de schistes et de granits, dans les forêts qui les couvrent, sur les pâturages naturels de leurs plateaux, doivent se localiser l'extraction minière, la production du bois, l'élevage du bétail. Les mines paraissent abondantes et diverses : le cuivre, le plomb, le fer, le zinc, le soufre, l'antimoine, l'arsenic, le marbre, le kaolin, la houille existent dans le sous-sol des chaînes montagneuses, l'or dans les alluvions des torrents. Les forêts de teck, qui sont immenses, peuvent fournir des quantités considérables de bois de chauffage et de construction, et même des produits plus rares comme le caoutchouc. Enfin, sur les plateaux, les pâturages sont assez vastes pour permettre d'élever le bétail, en particulier les bœufs et les buffles. Ce sont là les richesses possibles de l'Annam, du Laos, du Haut et du Moyen-Tonkin.

Par contre, les plaines d'alluvions, formées d'argiles et de sables calcaires, que les cours d'eau, les inondations, les pluies violentes, les brumes persistantes tiennent dans un état permanent d'humidité, qui sont constamment surchauffées, doivent être la source des produits agricoles, et surtout de ceux qui ont besoin pour croître d'une température élevée et d'une grande humidité.

Pour cela, la culture du riz s'impose comme la culture principale, on pourrait presque dire exclusive des plaines indo-chinoises. Sur les parties moins inondées on a pu produire du thé, du café, du cacao, du poivre, de la vanille, du tabac, du coton, du chanvre ; on a pu cultiver le ricin, la canne à sucre, certains arbres fruitiers : les aréquiers, les manguiers, les bananiers. Mais ces diverses productions sont infimes par rapport à celle du riz, qui est la principale richesse possible du Cambodge, du Bas-Tonkin et de la Cochinchine. Dans cette dernière région, en particulier, les deux tiers de la superficie cultivable sont plantés en riz.

Telle est l'œuvre de la nature. Quel parti l'homme a-t-il su en tirer ? A ce point de vue, les diverses régions de l'Indo-Chine sont fort différentes. Ici l'homme par son intelligence et son travail a déjà exploité les richesses latentes de la terre : là son manque d'initiative l'en a temporairement empêché ; ailleurs enfin sa paresse semble un obstacle permanent à la mise en valeur de ces richesses. La raison en est qu'il n'existe pas en Indo-Chine un peuple d'origine unique, partout semblable à lui-même, constant dans ses défauts et dans ses qualités. Bien au contraire, sur ce sol vaste, se sont développées les races les plus diverses. Les plus anciennes ont aujourd'hui presque complètement disparu, chassées par

des peuplades nouvelles qui ont évolué à leur tour, et dont les descendants purs ou métis forment la population actuelle de notre colonie.

La race qui semble avoir occupé à l'origine toute la péninsule, celle des Négritos, a aujourd'hui complètement disparu de l'Indo-Chine française. Elle était formée de nègres de petite taille appartenant au type indonésien. On en retrouve des vestiges dans la presqu'île de Malacca. Puis, dans la partie nord-ouest de la péninsule se développa une race qui s'étendit peu à peu dans tout le pays. Chassée à son tour elle émigra jusque dans les îles de l'archipel malais : ses représentants, encore assez nombreux, forment des peuplades menant dans les forêts qui couvrent les montagnes intérieures, une vie misérable. Ils se retrouvent surtout sur les plateaux de l'Attopeu et de Boloven dans l'Annam. Leurs désignations, très variables, correspondent toujours au terme sauvage : les Annamites les nomment Mois, les Laotiens et les Siamois Khas, les Cambodgiens Pénongs. On peut leur assimiler encore les peuplades des Nongs, des Thos et des Mans du Tonkin. Enfin, on retrouve au Cambodge des éléments indous provenant de races qui y ont joué jadis un rôle important.

Les races qui se sont maintenues dans la péninsule indo-chinoise forment quatre groupes particuliers à la contrée : le groupe birman qui comprend les Bir-

mans et les Pégouans, le groupe thai qui comprend les Siamois et les Laotiens, le groupe khmer formé par les Cambodgiens, le groupe annamite formé par les Annamites et les Tonkinois. Ces trois derniers groupes occupent l'Indo-Chine française ; mais il faut leur joindre deux autres éléments : les Chinois venus du nord, puis un élément métis provenant de la fusion des diverses races, en particulier les Min-nongs issus de croisements entre les Chinois et les Annamites.

Ces races si diverses d'origine, présentent des caractères fort différents. Les individus du groupe annamite sont de race jaune, petits, maigres, ils ont la face aplatie, les lèvres épaisses, les pommettes saillantes, les cheveux noirs, les yeux bridés, le regard intelligent. Ils sont doux, très attachés à leur famille ; leur sobriété est très grande : ils ne vivent que de riz et de poissons. Enfin leur initiative et leur ardeur au travail en font un élément considérable de la prospérité des régions qu'ils occupent. Les Cambodgiens qui forment le groupe khmer sont des métis d'Aryens, de Malais et de Mongols : ils ont la peau brunâtre, le front étroit, les lèvres épaisses ; les hommes sont assez grands, les femmes très grasses. Très paresseux, joueurs, buveurs, fumeurs d'opium, ils sont impropres à tout travail : leur seule qualité est la bravoure. Les Laotiens qui appartiennent avec les Siamois au groupe thai, se

rapprochent des Annamites par la douceur, la timidité et l'exiguïté des besoins ; mais ils n'ont ni leurs qualités de travail, ni surtout leur initiative. Les Chinois sont laborieux, et présentent pour le commerce de grandes aptitudes. Quant aux représentants des populations primitives, ils vivent dans un état presque sauvage.

Ces éléments ethniques sont d'une façon générale ainsi répartis : au nord les Laotiens, à l'est les Annamites, au sud les Cambodgiens, un peu partout des Chinois. Mais il est difficile de connaître exactement cette répartition : les renseignements statistiques donnés par les recensements sont inexacts : au point de vue de la quantité des habitants, parce que la défiance des populations et leur état de dispersion rendent impossible une évaluation précise : au point de vue de la différenciation des races que ces statistiques confondent souvent, par exemple, dans la région si mal connue du Laos, où elles placent les Laotiens soit parmi les Annamites, soit parmi les Cambodgiens. Ces réserves faites, on peut pourtant se servir de ces statistiques pour déduire la prédominance de telle ou telle race. On aboutit à la répartition suivante :

	Laos	Tonkin	Annam	Cochinchine	Cambodge
Population totale ...	596.333	6.445.872	5.142.028	2.490.312	1.102.240
Européens. 102		5.085	303	4.113	493
Annamites. 1.100		6.104.248	5.108.180	1.967.747	70.295
Cambodgiens....	590.800			178.488	903.079
Chinois....		28.493	3.545	88.357	117.755
Indigènes et divers.	4.331	308.046	30.000	13.329	10.618

L'élément annamite forme donc la presque totalité de la population de l'Annam et du Tonkin, et près des quatre cinquièmes de celle de la Cochinchine. Grâce à ses qualités de travail et d'initiative, il a su tirer parti des diverses richesses naturelles de ces régions, et arrivera sans doute à leur complète utilisation. Les plaines de la Cochinchine et du Bas-Tonkin sont devenues les deux grands centres de la production agricole : l'exploitation minière des régions montagneuses, déjà prospère dans le Haut et le Moyen-Tonkin, pourra se développer et s'étendre dans l'Annam ; enfin, l'élevage du bétail et l'utilisation des forêts pourront devenir une source de richesses pour l'Annam et le Tonkin. Au contraire, l'élément khmer qui forme la majeure partie de la population du Cambodge a été et restera un obstacle au développement économique de ce pays : et si, aujourd'hui, une évolution se dessine, elle n'est due

qu'à l'élément chinois dont les colonies se multiplient sur ces régions fertiles que le travail n'a pas encore rendues productrices. Enfin, au Laos, l'élément thai par son manque d'initiative, n'a su encore tirer parti des richesses naturelles qui, chaque jour, apparaissent plus importantes, mais il ne semble pas être par ses défauts un obstacle durable à leur utilisation (1). De sorte que pour la production agricole, on peut dire avec les Annamites, que l'Indo-Chine est une balance dont le fléau formé par l'Annam supporte à chaque extrémité un plateau chargé de riz, le Bas-Tonkin et la Cochinchine. Cette conclusion est d'autant plus exacte, que la production agricole est

1. Le tableau statistique précédent est emprunté à l'*Atlas des Colonies Françaises* de Pelet édité en 1902. Depuis, un recensement a été fait le 27 décembre 1901. Les résultats n'en ont pas été publiés. Les renseignements officiels recueillis à l'Office Colonial donnent les chiffres suivants :

Cochinchine.....	2.876.417 hab.
Cambodge.....	1.196.687 »
Annam.....	5.513.681 »
Tonkin..	5.899.510 »
Laos.....	660.000 »

Les *Colonies Françaises au début du XX^e siècle*, publiées à l'occasion de l'exposition coloniale de Marseille, et divers articles locaux, en particulier une enquête statistique et ethnique ordonnée par M. Beau en 1904, donnent des chiffres analogues, indiquant une augmentation de population sauf pour le Tonkin. Mais il ne paraît pas que la répartition des races, qui nous importe surtout ici, se soit beaucoup modifiée.

encore la source de beaucoup la plus importante des richesses de notre colonie. Les productions des régions montagneuses sont encore, même au Tonkin, infiniment moins développées.

La population influe encore sur les possibilités économiques d'un pays par sa densité. A ce point de vue, les diverses parties de l'Indo-Chine présentent les caractères suivants (1) :

	Indo-Chine	Laos	Tonkin	Annam	Cochinchine	Cambodge
Superficie du sol...	666.500 kmq	230.000	116.000	140.000	59.500	120.000
Population totale...	16.000.000	596.333	6.445.872	5.142.028	2.490.312	1.102.240
Densité par kmq.....	24	26	56	37	42	9

Ces chiffres sont approximatifs, parce que l'on ne connaît pas exactement la quantité de population de chaque région, et parce que dans chaque région la densité est très différente dans les vallées et sur les montagnes. Cette remarque s'applique surtout au Tonkin : le Bas-Tonkin est beaucoup plus peuplé que le Haut et le Moyen-Tonkin : la densité de la population dans le delta du fleuve Rouge est évaluée à 400 habitants par kilomètre carré. C'est un chiffre très élevé : la Belgique n'a que 230 habitants par kilomètre carré et la France 72 seulement.

1. Docteur A. Billet. *Annales de Géographie*, n° 30.

Cette grande différence entre la densité de la population dans le Bas-Tonkin et dans la Cochinchine est la cause d'une importante différence économique entre ces deux régions si analogues au point de vue des caractères naturels du sol, et des qualités du facteur humain. La Cochinchine, qui joint à l'avantage d'une plus grande fertilité une population moins dense, produit au delà de ses besoins. En fait, elle est le centre d'exportation agricole principal de l'Indo-Chine : 500.000 tonnes de riz en partent chaque année vers les divers marchés du globe. Au contraire, le Bas-Tonkin suffit à peine à nourrir ses nombreux habitants et souvent même les importations y sont nécessaires.

Ainsi se trouvent définies les sources et la nature des principales productions de l'Indo-Chine : il convient de rechercher maintenant quels sont leurs débouchés probables, c'est-à-dire quelles sont les relations possibles entre les diverses régions de notre colonie ou entre celle-ci et les pays-voisins.

Les voies de communication naturelles, c'est-à-dire les fleuves, devraient, semble-t-il, présenter en Indo-Chine une importance considérable, puisqu'elles aboutissent aux deux sources principales des produits de notre colonie. On pourrait croire que ces artères marquent le débouché naturel du riz des deltas du Mékong et du fleuve Rouge vers les régions montagneuses de l'Indo-Chine et le Yunnan. Malheu-

reusement, le régime des eaux ne permet guère l'utilisation de ces deux grandes routes. Ces fleuves soumis à l'alternance du climat inter-tropical passent de la période des hautes eaux à celle des eaux basses ; à un courant impétueux succède avec la décrue l'apaisement ; aux rives noyées, un lit de torrent desséché. Cette irrégularité de hauteur des eaux, et de rapidité du cours jointe à l'existence de nombreux rapides, rend ces fleuves impropres à la navigation sur une grande partie de leur parcours et diminue ainsi énormément leur importance commerciale.

Les voies de communication créées par l'action humaine sont encore fort peu développées. Les routes et les canaux sont localisés dans les régions agricoles, en particulier en Cochinchine où l'on compte 3.000 kilomètres de routes, et ainsi ne permettent les relations entre les diverses régions. Pour les chemins de fer, le réseau projeté par la loi du 25 décembre 1898 se compose de cinq lignes distinctes : la ligne de Haïphong et Hanoï à Lao-Kaï qui traverse le Tonkin en suivant la vallée du fleuve Rouge, avec un embranchement de Hanoï vers Lang-Son et la frontière de Chine : les quatre lignes de Hanoï à Vinh, de Quang-Tri à Hué et Tourane, de Khanh-Hoa à Phanthiet, Bien-Hoa et Saïgon, et de Saïgon à Vinh-Long et Cantho, qui paraissent devoir être les amorces d'une ligne qui suivrait les côtes de l'Indo-Chine, depuis le delta du Mékong, pour se rac-

corder avec la ligne tonkinoise montant vers le Yunnan chinois. Ce réseau aura sans doute une grande importance commerciale, puisqu'il assurera le transport des riz cochinchinois vers la Chine, et avec quelques embranchements vers les diverses régions de notre colonie. Mais actuellement, les seuls tronçons construits sont ceux de Hanoï à Lang-Son et de Saïgon à Mitho : leur rôle ne peut ainsi être considérable. Cet état restreint des voies de communication tient beaucoup à la dispersion de la population qui a persisté depuis la conquête. Les villages sont innombrables mais fort peu peuplés ; les villes, très rares, sont les capitales administratives : Hanoï, Hué, Saïgon, Pnom-Penh, et quelques centres commerciaux parmi lesquels Haïphong, Fai-Foo, Cho-Lon, Tourane.

La conséquence de cette pénurie des voies de communication est l'impossibilité actuelle du commerce vers l'intérieur du pays. On peut seulement indiquer un trafic médiocre du Tonkin vers le Yunnan par le fleuve Rouge et de la Cochinchine vers Battambang ou inversement par le Mékong, Pnom-Penh et le Grand Lac. L'échange des produits se fait d'une façon presque exclusive par cabotage le long des côtes entre les diverses régions de notre colonie, et par commerce maritime entre ce pays et les pays environnants.

Ainsi il devient possible de prévoir les débouchés

des produits de l'Indo-Chine. La mer qui baigne ses côtes est fermée par Sumatra, Bornéo, les Philippines et la Chine : une seule trouée, au nord-ouest, conduit directement au Japon. Pour gagner l'Europe, il est nécessaire de franchir cette ceinture naturelle. Il faut huit jours pour aller de l'Indo-Chine à Yokohama, il en faut trente pour aller à Marseille.

Nous arrivons à une conclusion unique. Parmi les richesses possibles de l'Indo-Chine française, les principales sont, à l'heure actuelle, les richesses agricoles, dont le riz forme presque la totalité. Les consommateurs de cette denrée sont surtout les peuples de l'Asie orientale, qui en font leur nourriture habituelle. La nature des produits, la durée et le coût des transports concordent donc pour déterminer les acheteurs. Les marchés de l'Extrême-Orient apparaissent pour cette triple raison, comme les débouchés naturels des produits de notre colonie.

BIBLIOGRAPHIE

- Atlas des Colonies Françaises* dressé par ordre du ministère des Colonies par Paul Pelet. Armand Colin, 1902.
- De Lanessan.* — L'Indo-Chine Française. Paris, Alcan, 1889.
- Mission Pavie.* — Indo-Chine, 1879-1895.
- Silvestre.* — L'Empire d'Annam et le peuple Annamite.
- Postel.* — Procureur de la République à Saïgon. A travers la Cochinchine.
- Bulletin du Comité de l'Asie Française, passim.
- Doumer.* — Rapport sur la situation de l'Indo-Chine, 1897-1901. Hanoï, 1902.
- Schrader.* — Atlas.
- Bellet (Dr A.).* — Annales de Géographie, n° 30.
- Paradam.* — Les possibilités économiques de l'Indo-Chine Française.
- Annuaire Général de l'Indo-Chine pour 1901,* Schneider, Hanoï.
- Les Colonies françaises au début du xx^e siècle.*

CHAPITRE II

Monnaies Indo-Chinoises

Etude numismatique

Avant d'étudier les monnaies indo-chinoises au point de vue de leur rôle, de leurs avantages, de leurs inconvénients, et des problèmes auxquels elles donnent lieu, il nous paraît nécessaire de chercher à les connaître matériellement, et de décrire leurs caractères extérieurs. Ces monnaies peuvent se diviser en deux catégories : les monnaies indigènes qui ont été mises en circulation par les souverains indigènes anciens ou modernes, et les monnaies étrangères qui ont été mises en circulation par les étrangers et notamment par les Français.

Les Monnaies indigènes

Le système monétaire indigène est d'une très grande complexité : les pièces d'or, d'argent, de cuivre et de

zinc qui s'y rattachent sont innombrables, tant les rois, les usurpateurs, les fabricants de fausse-monnaie en ont souvent modifié la frappe. On connaît plus de deux mille cinq cents types de monnaies d'or et d'argent. Cependant, malgré la diversité des modèles, ce système conserve dans ses grandes lignes une remarquable unité. Il comprend des monnaies divisionnaires de cuivre ou de zinc, des monnaies d'argent et des monnaies d'or.

Les monnaies de cuivre ou de zinc sont les sapèques ou « *dong* ». Jusqu'en 1812 elles furent presque exclusivement en cuivre ; au moment de la conquête les sapèques de cuivre circulaient surtout dans l'Annam, celles de zinc dans la Cochinchine et le Tonkin : ces pièces étaient fort répandues et servaient à presque toutes les transactions locales ; aujourd'hui les sapèques de cuivre tendent de plus en plus à disparaître.

Ces « *dongs* » sont des pièces rondes, percées d'un trou carré central. L'origine de leur nom « *sapèque* » est inconnue, mais elle est récente : ce mot a paru pour la première fois en 1812. Leur forme s'explique par cette croyance des Annamites que la terre est un carré intérieur et le firmament un opercule rond placé au-dessus. Au contraire, M. Silvestre pense que cette forme est le vestige d'une monnaie très ancienne qui avait déjà cours en Chine en l'an 214 avant Jésus-Christ. Cette monnaie de bronze

avait la forme d'un couteau dont le manche était terminé par un anneau pour permettre de l'enfiler sur une tige de bambou : peu à peu le manche disparut, puis la lame, et il ne resta que l'anneau devenu une rondelle épaisse percée d'un trou central.

Les sapèques ne sont pas frappées : elles sont simplement coulées dans des moules. Le plus souvent elles ne portent qu'un nom d'ère et la constatation de la circulation légale « *thong-bao* » quelquefois au revers l'indication du poids légal. Les plus parfaites que l'on connaisse sont les sapèques de zinc de Gia-Long qui a régné sur l'Annam de 1801 à 1821.

Les sapèques sont empilées soit sur des tiges de bambou, soit sur des baguettes rondes en fer. Dix sapèques de cuivre ou soixante de zinc forment un tien; dix tien un quan ou ligature, dix quan un chuc ou gueuse. La ligature comprend donc 600 sapèques : cependant au Cambodge elle n'en comprend que 450 à 500 : Avant le x^ve siècle ce nombre a varié de 500 à 700. A côté de ces assemblages de sapèques on trouve des pièces de cuivre de plus grand module au chiffre de Tu-Duc qui valent 10, 20, 50, ou 60 sapèques.

Le poids normal des sapèques est de 2, 8 grammes : leur diamètre normal de 24 millimètres. Une ligature de 600 sapèques pèse donc 1 kilog. 51 et un chuc de 10 ligatures 15 kilog. 1. Le pesage des ligatures a lieu tous les deux ou trois mois. La sapè-

que se rattache à l'unité de poids et à l'unité de mesure : 40 ligatures pèsent $40 \times 1,51 = 60$ kilog. 4 = 1 picul : 27 sapèques, côte à côte font une longueur de $27 \times 0,024 = 0\text{m}.648 = 1$ thuoc.

Les monnaies indigènes d'argent et d'or forment deux suites parallèles qui correspondent au système pondéral annamite. L'unité de poids est le picul, qui d'après la Chambre de commerce de Saïgon pèse 60 kilog. 4 : le picul se divise en 160 nen et le nen en 10 onces ou luong ou damlong. Ainsi, le nen pèse 377 gr.5, et l'once 37 gr. 75.

Ces deux suites sont formées par les pièces suivantes : (1)

<i>Pièces d'or</i>	<i>Pièces d'argent</i>
100 onces	100 onces
50 onces	50 onces
40 onces	40 onces
30 onces	30 onces
	20 onces
10 onces ou pain d'or « nen vang »	10 onces ou pain d'argent « nen bac »
5 onces ou 1/2 pain d'or « nwa nen vang » ou navette d'or « thoi-vang »	5 onces ou 1/2 pain d'argent « nwa nen bac »
1 once « luong-vang » ou clou d'or « dinh-vang »	1 once « luong bac » ou clou d'argent « dinh-bac »
1/2 once « nwa luong vang » ou 1/2 clou d'or « nwa dinh vang »	1/2 once « nwa luong bac » ou 1/2 clou d'argent « nwa dinh bac »
4/10 d'once	
3/10 d'once	
1/4 d'once	1/4 d'once
2/10 d'once	
1/10 d'once	

1. Arnauné. *La Monnaie, le Crédit, le Change.*

On connaît en outre trois pièces d'argent qui ne cadrent pas avec ce double système : la pièce de 3 ligatures de Tu-Duc pesant $\frac{3}{5}$ d'once, la pièce de deux ligatures de Minh-Mang pesant $\frac{2}{9}$ d'once, la pièce de 1 ligature de Tu-Duc, pesant un peu moins de $\frac{1}{5}$ d'once : mais elles n'ont guère joué que le rôle de médailles de récompense.

Le titre des monnaies d'or et d'argent est assez variable, car il n'y a pas de titre légal. Le plus souvent celles d'argent sont au titre de 0,995 d'argent fin, et contiennent en outre 0,001 à 0,002 d'argent pur. On a trouvé des monnaies d'or qui contenaient seulement 0,805 à 0,808 d'or, avec 0,134 à 0,177 d'argent, soit 0,970 à 0,993 de fin. Du reste, les falsifications sont très fréquentes.

De même, le poids de ces monnaies est assez variable, elles pèsent en général 38 gr. 25 à 38 gr. 50 par luong. Au Cambodge, la barre d'argent de 10 onces, qui s'appelle « *vienh* », pèse 10 damlong, 2 chi ; le damlong pesant comme le luong 37 gr. 75 et le chi $\frac{1}{10}$ de damlong, le vienh pèse en définitive 385 gr. 05, mais il ne contient pas plus de 10 onces de fin.

Ces monnaies ont, le plus souvent, la forme de lingots quadrangulaires ; cependant, les plus petites ont la forme ordinaire de disques plats. Leur nombre, et la variété de leur frappe rendent impossible ici la description numismatique de chaque

espèce. Mais les grandes analogies qui existent entre elles, permettent de les ramener à quelques types principaux dont la description devient aisée (1).

Les monnaies indigènes de l'Annam et de la Cochinchine peuvent se classer en deux catégories : Les unes portent des inscriptions : aimer ses parents ; respecter ceux qui sont au-dessus de soi ; honorer les vieillards ; chérir les enfants. Les autres portent des figures symboliques : le soleil entre deux dragons affrontés ; un dragon de face volant dans le ciel ; dans le ciel parmi les nuages, à l'orient le soleil, à l'occident la lune, puis les cinq planètes posées 2 et 3 ; deux poissons nageant, symbole de la prospérité du peuple et du temps où de sages princes font les peuples heureux. Quelques exemples pris dans ces deux catégories montreront le caractère extrêmement curieux de ces pièces.

Une pièce d'argent, dénommée les « 5 symboles précieux » porte en haut et de gauche à droite : la pièce musicale, l'éventail, la gourde, le cornet, les tablettes littéraires.

Une autre pièce d'argent, « les 8 symboles précieux », porte en haut, et de gauche à droite, la pièce musicale, le soleil flamboyant, le cornet, les deux anneaux circulaires couplés, la branche de corail

1. De Chaudoir. *Recueil des Monnaies de la Chine, du Japon, de la Corée, de l'Annam et de Java.*

rouge, les deux banderolles, la gourde, les deux anneaux carrés.

Une pièce d'or porte : sur l'avvers, au centre le soleil radié, à la périphérie un grènetis et un ornement composé d'une succession de doubles lignes courbes superposées : au revers, au centre le soleil radié, au pourtour le dragon, à la périphérie grènetis et ornements. Son poids est de 59 gr. 6 ; sa tranche est rayée obliquement.

Les pièces indigènes du Cambodge sont devenues des raretés numismatiques. Celles qui sont antérieures à 1860 portent sur une face un temple antique surmonté de tours, et sur l'autre l'oie sacrée « *Hamsa* » monture de Brahma. Une pièce d'argent du poids de 15 grammes, appartenant à ce premier type porte : sur l'avvers, un temple antique à une porte et quatre baies, surmonté de trois tours, avec sur la porte l'inscription « Royaume de Cambodge » ; au revers, l'oie sacrée tournée à droite et diverses inscriptions ; sa tranche est lisse.

Un second type comprend les pièces qui furent frappées sous le règne de Norodom I^{er} : elles portent le millésime 1860, année de son élévation au trône. Sur l'avvers, l'effigie du roi à droite, et en exergue Norodom I^{er}, roi de Cambodge, 1860. Le revers présente d'azur à des vases d'or, supportant un glaive antique, la poignée à droite, entouré d'une couronne de feuilles ; sur l'écu, posée sur deux piques

passées en sautoir, la croix de l'ordre royal du Cambodge, surmontée de la tiare royale, sommée d'une étoile projetant des rayons. Ces monnaies s'appellent « monnaies à tiare et sacrée épée ». L'inscription y est variable selon la valeur de la pièce.

Les monnaies indigènes du Laos sont peu nombreuses. Deux sont fort rudimentaires : le « *cauris* » qui est formé de deux coquillages, et le « *lat* » composé de trois lingots de cuivre en forme de barque minuscule de poids et de valeur très variables, ne portant ni dessins ni inscriptions. On connaît un autre *lat* plus travaillé ; la face est chargée de deux poinçons, dont l'un représente un éléphant blanc la tête à dextre : c'est le « *Bodhisattva* », qui devint le Bouddha ; l'autre, une roue à rochet, dont les dents courbes tournent de gauche à droite et qui symbolise la loi.

Les Monnaies étrangères

Leur nombre est beaucoup plus restreint que celui des monnaies indigènes. Au moment de la conquête, circulaient déjà en Indo-Chine des piastres espagnoles et mexicaines, des dollars américains, des ducats hollandais.

La piastre mexicaine porte sur la face un aigle, enserrant et becquetant un serpent, posé sur un cactus sortant d'un tertre reposant sur une guir-

lande de chêne et de laurier ; en exergue « *Republica Mexicana* » ; au revers, le bonnet de la liberté posé sur un soleil rayonnant, et sur lequel est inscrit le mot « *Libertad* » ; au-dessous 8 R, une lettre monétaire, le millésime, les deux lettres initiales du nom des essayeurs, et le titre 10 Ds 20 Gs. La tranche est cordonnée. 18 R indique la valeur primitive, huit réaux, ancienne monnaie espagnole et 10 D 20 G, pour dix dineros vingt grains, le titre, l'argent fin étant à 12 dineros. Quant à la lettre monétaire, elle variait selon la station monétaire où la pièce avait été frappée ; on en comptait 12 (1) :

A^s pour Alamis (Etat de Sonora).

C^a — Chihuahora.

Cⁿ — Culiacan (État de Sinaloa).

D^o — Durango.

G^a — Guadalajara.

G^o — Guañajuato.

G^o — Guadalupe y Calvo (disparu depuis).

H^o — Hermosillo.

M^o — Mexico.

O^a — Oaxaca.

Pⁱ — Sans Luis Potosi.

Z^s — Zacatecas.

Cette piastre était très anciennement connue en Indo-Chine. Mais avant elle divers types de piastres

1. V. P. J. Bonneville. *Traité des monnaies d'or et d'argent*, planches 7 et suiv.

espagnoles y circulaient déjà : la piastre de Philippe V (1700-1746) au type des deux globes, au titre de 0,906 pesant 26 gr. 982 ; la piastre de Ferdinand VI (1746-1759), dite carrée aux deux globes, du même poids que la précédente, mais au titre de 0,903 ; les deux piastres de Charles III (1759-1788), dont l'une est identique à celle de Philippe V, et l'autre au type des deux torchères, pèse 26 gr. 982, et est au titre de 0,896 ; enfin la piastre de Charles IV (1788-1808), dite aux deux colonnes, de même poids et de même titre que la précédente.

Les dollars américains, ou « *units* » avaient été frappés par les Etats-Unis en 1792 : il y en avait trois types. Une loi du 28 décembre 1834 en créa un quatrième, et une loi du 18 janvier 1837, un cinquième.

Les ducats hollandais, ou « *rixdales* » qui pénétrèrent surtout dans l'Annam, pesaient 28 gr. 098 ; leur titre était de 0,861. L'empreinte était la même pour chacune des sept provinces unies ; mais l'écusson et le nom différaient : Hollande, Zélande, Gueldre, Utrecht, Frise, Oyer-Yssel et Groningue.

Il faut remarquer que parmi ces pièces beaucoup étaient chargées de poinçons, car les négociants chinois avaient l'habitude de les marquer d'une marque spéciale lorsqu'elles passaient dans leurs mains, pour pouvoir reconnaître par la suite sans nouvel essai les pièces de bon aloi qui leur revenaient.

Cette pratique ne disparut qu'après la conquête et difficilement. On nommait « *chopped-dollars* » les pièces ainsi marquées. Enfin, lors de la conquête on trouvait, en Indo-Chine, des fragments des pièces précédentes : un demi, un quart, un huitième de piastre. Ce système destiné à suppléer au manque de monnaies divisionnaires fut rapidement abandonné, car il rendait la fraude trop facile.

Après la conquête les pièces étrangères affluèrent. Nous décrirons d'abord les monnaies métalliques en suivant l'ordre chronologique de leur apparition, puis les monnaies de papier.

Un arrêté du 5 mars 1863 mit à la disposition de la colonie des pièces de 2 francs, de 1 franc, de 0 fr. 50 de 0 fr. 10 et de 0 fr. 05. On en émit si peu que le besoin de monnaie divisionnaire attira des *zwanzigers* allemands, pièces de 20 kreutzers, et des pièces suisses de 20 et de 10 rappes.

Un arrêté du 10 septembre 1863, autorisa le cours facultatif de toutes les monnaies françaises, et cela, surtout pour étendre à la pièce de 5 francs la mesure prise par l'arrêté du 5 mars 1863, pour les pièces divisionnaires. Mais la pièce ne s'acclimata pas.

En 1867, apparurent en Indo-Chine des dollars de Hong-Kong. Ils portent sur l'avvers la figure de la reine couronnée, à droite ; en exergue « *Victoria Queen* » entre deux grecques continues ; à la péri-

phérie un grènetis. Au revers le caractère Tho : en exergue « *One dollar Hong-Kong 1867* » ; à l'extérieur un grènetis. La tranche est cannelée.

Dès 1871, les yens japonais s'introduisirent dans notre colonie. Ils s'y sont maintenus longtemps, et on en retrouve encore. Leur modèle principal est le suivant : sur l'avvers un dragon volant à trois griffes, entouré d'un grènetis ; en exergue, huit caractères chinois voulant dire : Grand Japon Mei-ji dix-neuvième année (1886), et en anglais 416 *one yen* 900 ; à la périphérie une fine dentelure. Au revers deux caractères chinois « *un yen* », entouré d'une couronne de feuilles et de fleurs de *kiri* et de *kiku* (chrysanthème) ; en haut, fleurs de chrysanthème à seize pétales ; à la périphérie une fine dentelure. La tranche est cannelée.

Le 15 mars 1872, une nouvelle piastre mexicaine fut admise au cours forcé, c'est la piastre à balance. Elle avait été frappée de 1870 à 1872 dans tous les ateliers monétaires du Mexique. L'avvers est identique à celui de l'ancienne piastre mexicaine, sauf qu'il porte sous l'aigle le millésime. Sur le revers un parchemin déroulé portant l'inscription : « *Ley* », traversé par une épée, supportant une balance et une main de justice ; le tout est surmonté du bonnet de la liberté sur lequel est inscrit : « *Libertad* » ; autour, les mots : 1 peso, une lettre monétaire, et 902, 7, la tranche est cannelée.

Le 30 juin 1874, à la demande de l'Oriental Bank et de la Chambre de commerce de Saïgon un nouveau dollar américain fut admis au cours forcé. Sa frappe avait été autorisée aux Etats-Unis par la loi du 12 février 1873, en vue de créer une monnaie qui pût concurrencer les piastres mexicaines dans le commerce avec la Chine et le Japon ; c'est le « *Trade Dollar* ». Il porte sur l'avvers l'aigle américaine, posée le côté gauche sur une couronne de lauriers, le droit sur des flèches ; en exergue : « *United States of America* » ; au-dessus la devise : « *E pluribus unum* » ; au-dessous de l'aigle : 420 grains, 900 fine, S (pour San-Francisco), et Trade Dollar. Sur le revers l'emblème de la république américaine représentée par une femme entourée d'un champ d'étoiles, assise sur des ballots, les pieds sur une plage, au bord de la mer, et offrant aux peuples une branche d'olivier de la main droite ; à la base la devise : « *In God we trust* » appuyée sur une gerbe de blé ; à la main gauche une banderole avec « *Liberty* » et le millésime en dessous. Le 22 février 1878 la frappe de ce dollar fut suspendue ; il en était entré, alors, 35.959.360 en Indo-Chine. Il fit prime de 1878 à 1879. Aujourd'hui il a disparu.

En 1878 on essaya d'introduire les pièces françaises de 1 centime après les avoir fait percer d'un trou rond dans les ateliers de Saïgon, en les réunissant en ligatures de 100. La tentative échoua.

Par une décision en date du 24 décembre 1878, la colonie obtint la création de quatre types de pièces d'argent, dont l'une, la piastre, ne devait être fabriquée que pour le compte et sur la demande du commerce. Les décisions du 7 avril et 22 août 1879 ajoutèrent deux types de pièces de bronze. Ces pièces étaient fabriquées dans les conditions suivantes :

Métal	Dénomination	Diam. en mm.	Titre		Poids	
			Droit	Tolérance	Droit	Tolérance
						en millièmes
Argent	Piastre.....	39	0,900	+ ou — 0,003	27,215	3
	50/100 de piastre	29			13,607	
	20/100 »	26			5,443	
	10/100 »	19			2,721	
	1/100 »	31			10	
Bronze	1/500 (sapèque)	20	95 cuivre	10	2	15
			4 étain	5		
			1 zinc	5		

Les monnaies divisionnaires d'argent et les monnaies de billon furent mises en circulation par l'arrêté du 23 décembre 1879. Les trois types de monnaie d'argent présentent sur l'avvers une jeune femme assise à droite, le chef radié, la main droite s'appuyant sur un faisceau de licteur, la gauche tenant la barre d'un gouvernail ; à droite des épis ; à gauche une ancre ; un grènetis borde la marge ; en légende : « République Française » ; au bas le millésime de 1879 et le nom du graveur Barre. Au revers

inscription indiquant la valeur, entouré d'une couronne de chêne et de laurier ; à l'intérieur la lettre monétaire A (monnaie de Paris) entre une abeille qui est le différent du baron Renouard de Bussière, directeur de la fabrication, et une ancre avec une petite barre traversant l'anneau à l'extrême de la tige, qui est le différent de Barre fils, graveur général des monnaies. En légende, Cochinchine Française, titre 0,900, et le poids. Tranche cannelée.

Les monnaies de bronze sont de deux types : la pièce de 1 centième et la sapèque. La pièce de 1 centième présente sur l'avvers la même figure que ci-dessus entourée d'un grènetis de 0,020 millimètres de diamètre ; plus bas la lettre monétaire A et la signature A B , en exergue : République Française, et le millésime de 1879, entre les deux différents précédents ; second grènetis autour de la tranche. Au revers un cartouche oblong vertical renfermant les caractères : *b'ach phan chi nhât* (1 centième) ; à gauche le chiffre 1, à droite la lettre C ; en exergue : Cochinchine Française, le poids, 10 grammes entre deux grènetis. La tranche est lisse.

La sapèque dite sapèque française est percée d'un trou central carré, de 5 millimètres de côté, bordé d'un listel. Sur la face, et en exergue : Cochinchine Française, 1879. Au revers les caractères : *dai phap quoc chi Annam dang nhi* ; elle pèse 2 grammes ; sa tranche est lisse.

Ce n'est qu'en 1885 que la Monnaie de Paris commença la frappe des piastres de commerce prévues par la décision du 24 décembre 1878. Elles portent la même effigie que les monnaies divisionnaires précédentes. Au revers l'inscription : Piastre de commerce entourée d'une couronne de chêne et de laurier. En exergue : Indo-Chine Française. Son poids est de 27 gr. 215, son titre de 0,900, et sa tranche cannelée. Le type de ces pièces fut par la suite modifié à deux reprises. Le décret du 8 juillet 1895 abaissa leur poids de 27 gr. 215 à 27 grammes pour la piastre : de 13 gr. 607 à 13 gr. 5 pour la pièce de 50/100 ; de 5 gr. 443 à 5 gr. 4 pour celle de 20/100 ; de 2 gr. 721 à 2 gr. 7 pour celle de 10/100 ; de 10 grammes à 7 gr. 5 pour celle de 1/100. Le décret du 14 avril 1898 abaissa le titre des pièces de 20/100 et de 10/100 de 0,900 à 0,835 et modifia pour les pièces de 50/100 la tolérance qui devint 0,003 au-dessus, et 0,002 au-dessous.

En 1887 un essai d'une monnaie de nickel du type de la sapèque française et du poids de 2 grammes fut fait.

En 1895, une notification du 25 mai autorisa les monnaies de l'Inde à frapper avec l'argent remis par les particuliers un nouveau dollar, dit british dollar, destiné aux établissements des Détroits et à Hong-Kong. Ils portent sur l'avvers une Britannia avec en exergue : one dollar, et la date ; sur le revers au cen-

tre le caractère chinois tho. Cette pièce pèse 26 gr. 956 et est au titre de 0,900. Il en a pénétré une certaine quantité dans notre colonie.

En 1894, un nouveau centième fut frappé. Il porte sur la face une république assise à droite sur un socle perforé d'un trou rond, tenant à la main droite un drapeau, et du bras gauche étendu, protégeant d'un voile une femme annamite assise à gauche sur un degré inférieur ; en exergue : République Française, le socle porte l'inscription 1 centième, au dessous la lettre A entre deux différents, et le nom du graveur, Daniel Dupuis, le tout entouré d'un grènetis. Au revers l'inscription *b'ach phan* (1/100) ; en exergue : Indo-Chine et le millésime entre deux grènetis. La tranche est lisse.

En 1898 une nouvelle pièce mexicaine fut frappée ; elle est de l'ancien type. Sur l'avvers l'aigle mexicaine ; au revers le bonnet de la liberté posé sur un soleil rayonnant ; une inscription : un peso, 1898 ; la tranche est cannelée ; les lettres monétaires sont :

Cⁿ pour Cuhacan.
G^o — Guañajuato.
M^o — Mexico.
Z^s — Zacatecas.

Enfin un décret du 31 décembre 1904 autorisa la frappe d'une nouvelle sapèque dite sapèque tonkinoise. Elle porte sur une de ses faces : Protectorat du Tonkin, et sur l'autre les caractères ordinaires des

monnaies annamites signifiant : « Fortune, Circulation ». Elle est en zinc pur, au titre de 0,980 et pèse 2 gr. 5.

On peut récapituler les principales monnaies étrangères qui ont été émises en Indo-Chine dans le tableau suivant :

Pièces étrangères	Poids	Titre	Date
Piastre espagnole aux deux globes.....	26,982	0,906	
— carrée aux deux globes.....	26,982	0,903	
— aux deux torchères....	26,982	0,896	
— aux deux colonnes....	26,982	0,896	
Rixdale ou ducat hollandais.....	28,098	0,861	
Dollars ou units américains.....		0,8923	
— —.....	27,215	0,900	
Piastre mexicaine au bonnet type ancien.....	27,073	0,9027	
Hong-Kong dollars.....	26,956	0,900	1867
Yen japonais.....	26,956	0,900	1871
Piastre mexicaine à balance.....	27,073	0,9027	1872
Trade dollar américain.....	27,216	0,900	1874
Piastre de commerce ancien type.....	27,215	0,900	1885
British dollar.....	26,956	0,900	1895
Piastre de commerce type nouveau.....	27	0,900	1895
Piastre mexicaine au bonnet type nouveau.....	27,073	0,9027	1898

Les monnaies de papier de notre colonie sont des billets au porteur et à vue, qui ont cours légal. Ils ont été émis par la Banque de l'Indo-Chine.

En 1875 une émission fut faite de coupures de 20 et de 5 piastres, en 1877 de coupures de 100 piastres et en 1892 de coupures de 1 piastre.

La coupure de 100 piastres est imprimée en bleu sur une feuille de papier blanc, à fond teinté paille clair laissant une bordure blanche, mesurant 0 m. 215

de longueur sur 0 m. 145 de largeur. Au recto figure un portique d'une architecture orientale ; devant le pilastre de droite s'élève la statue de Vasco de Gama, devant celui de gauche un batelier chinois appuyé de la main gauche sur une rame auprès d'une proue à tête de dragon. Sur les piédestaux, le nombre 100, et au bas un paysage maritime : un steamer passant et deux jonques chinoises. Et tête du billet le numéro d'ordre et la série, et au-dessous la date des décrets, Banque de l'Indo-Chine, le lieu et la date de l'émission. A gauche, en français : « 100 piastres payables en espèces au porteur ». A droite, en anglais : « hundred dollars to be paid on demand to bearer ». Plus bas diverses signatures. Au revers dans des cartouches, ressortant sur de fins dessins, les mots Banque de l'Indo-Chine 160 fois répétés, 100 piastres 10 fois répétés et 2 fois les pénalités de l'article 139 du Code pénal. Sur le tout courent des caractères chinois. Au centre a été ménagé un médaillon en blanc, dans lequel on aperçoit en transparent une tête de Mercure.

La coupure de 20 piastres est imprimée en bleu sur papier blanc de 0 m. 208 de longueur, sur 0 m. 118 de largeur. Au recto deux colonnes octogonales reliées en haut par un treillis garni d'un léger feuillage et portant au centre sur des banderolles la date des décrets. Dans chacun des angles intérieurs de ce portique, un dragon et un pal-

mier. En avant de chaque pilier, un éléphant de face avec un cornac accroupi. Dans des écussons, aux chapiteaux et sur le piédestal, le nombre 20. Au bas, deux femmes accoudées : à droite l'Europe, une faucille, à la main et auprès d'elle un bœuf couché, à ses pieds des gerbes et des ceps ; à gauche l'Asie, appuyée sur un tigre couché, et des végétaux exotiques. Des inscriptions analogues à celles du billet de 100 piastres. Au verso, des cartouches avec la tête de Mercure et sur le tout, les mêmes inscriptions que pour la coupure de 100 piastres, sauf le chiffre.

La coupure de 5 piastres est imprimée en bleu sur papier blanc, mesurant 0 m. 180 de longueur sur 0 m. 690 de largeur. Au recto, dans un cadre, à droite, un médaillon en blanc avec la tête de Mercure en transparent, le chiffre 5 dans les angles supérieurs du cadre. Au-dessous un Neptune sur deux dauphins. Dans le champ, les inscriptions déjà décrites avec le chiffre 5. Au verso, deux médaillons en blanc entourés par un dragon avec les mêmes cartouches que pour la coupure de 20 piastres.

La coupure de 1 piastre est imprimée en bleu sur un papier blanc de 0 m. 140 de longueur sur 0 m. 107 de largeur. Au recto un encadrement orné de style chinois ayant à sa partie inférieure un dragon qui tient le Bonheur dans sa gueule. Dans le champ, à droite, une femme assise, la tête laurée, protège une femme annamite assise sur un degré inférieur,

la main droite tenant une canne à sucre. Au bas du siège une gerbe. A gauche, les mêmes inscriptions que pour les coupures précédentes mais avec le chiffre 1. Au verso un encadrement de style chinois portant à ses quatre angles le chiffre 1 et les inscriptions ordinaires.

En 1897, deux nouveaux types de billets de 5 piastres furent émis. Le premier type porte sur le verso les caractères « Cambodge Six Provinces ». Il a cours légal seulement en Cochinchine et au Cambodge. Le deuxième type porte l'inscription « Annam » et n'a cours légal qu'en Annam et au Tonkin.

En 1899 la banque de l'Indo-Chine émit deux coupures nouvelles, l'une de 100 piastres, l'autre de 20 piastres et qui porte la date de 1898. Elles sont identiques aux coupures décrites précédemment, mais elles sont imprimées en carmin.

Les billets les plus usités sont les coupures de 5 piastres et de 1 piastre qui sont pour cela d'une saleté répugnante.

BIBLIOGRAPHIE

Bonneville. — *Traité des Monnaies d'or et d'argent.*

Bulletin de l'Ecole Française d'Etrême-Orient.

Chaudoir (de). — *Recueil des Monnaies de la Chine, du Japon, de la Corée, de l'Annam et de Java.* Saint-Pétersbourg, 1842.

Lacroix (Désiré). — *Numismatique annamite.* Saïgon, 1900.

Rapports du Conseil d'administration de la Banque d'Indo-Chine.

Silvestre. — *Notes pour servir à la recherche et au classement des Monnaies et des Médailles de la Cochinchine Française.* Saïgon, 1883.

— *Notice sur les Monnaies et les Médailles de l'Annam, dans le rapport au ministre des Finances de l'Administration des Monnaies et Médailles en 1900.*

Schræder (A.). — *Etudes numismatiques.* Paris, 1905.

Zay (E.). — *Histoire monétaire des Colonies Françaises.*

CHAPITRE - III

Les Monnaies Indo-Chinoises

Monnaies réelles. — Monnaies de compte

Monnaies légales

Monnaies étalons. — Problèmes monétaires

Les monnaies que nous avons décrites dans le chapitre précédent ne jouent pas toutes le même rôle, n'ont pas toutes des fonctions de même nature et de même importance. Elles se différencient par les usages auxquels elles servent. Nous les étudierons, maintenant, à ce point de vue, en distinguant, selon la méthode habituelle, les monnaies réelles, les monnaies de compte, les monnaies légales et les monnaies étalons.

Monnaies réelles

La monnaie réelle est celle dont on se sert réellement comme instrument des échanges. C'est ce que le débiteur remet matériellement à son créancier pour

se libérer de son obligation. C'est la marchandise tierce silex taillé, bétail, denrées, lingot de métal, billet de papier qui sert de médium des échanges.

Les monnaies indo-chinoises que nous avons décrites, ne sont pas toutes des monnaies réelles : beaucoup l'ont été quelque temps qui ne jouent plus aujourd'hui aucun rôle dans la circulation.

Parmi les monnaies indigènes, les barres d'or et les lingots d'argent autres que les nens n'ont jamais servi qu'à la thésaurisation soit des particuliers, soit des princes ; les pièces de cuivre, de Tu-Duc de 10, 20, 50 et 60 sapèques sont fort rares. Les seules monnaies réelles de ce système sont les nens d'argent de 10 onces et les sapèques. Les nens qui circulent sont des nens de fabrication privée ; ceux de fabrication impériale servent surtout à augmenter les réserves du Trésor. Quant aux sapèques elles sont pour la plupart en zinc, les pièces indigènes de cuivre devenant de plus en plus rares. On les utilise réunies en ligature de 600.

Les pièces étrangères ont toutes joué à un moment donné un rôle dans la circulation ; mais beaucoup n'ont plus aujourd'hui qu'une importance insignifiante ou nulle. Les piastres espagnoles, les units américains, les ducats hollandais, les anciens dollars de Hong-Kong, les pièces divisionnaires allemandes et suisses les trade dollars sont devenus des raretés numismatiques. Les pièces métropolitaines françai-

ses ont complètement disparu. Les yens japonais sont peu répandus. Restent les piastres françaises et leurs subdivisions ; les piastres mexicaines de types divers, et les british dollars.

Les monnaies réelles de l'Indo-Chine sont en définitive : les nens d'argent de fabrication privée, les sapèques de zinc et de cuivre, les piastres de frappes mexicaine, anglaise et française, et les billets émis par la banque de l'Indo-Chine. Nous les étudierons au point de vue de leur importance dans la circulation, de leurs avantages et de leurs inconvénients pratiques, de leur fabrication, et de leur falsification.

Il est très difficile d'apprécier les quantités relatives des diverses monnaies réelles qui circulent en Indo-Chine. Cette évaluation est impossible pour les monnaies indigènes : les quelques renseignements que l'on peut recueillir sur leur proportion dans les trésors des princes, en particulier de l'Annam, sont trop rares et portent sur des époques trop différentes pour permettre une déduction. Il est seulement possible de faire quelques remarques générales.

La quantité des nens d'argent diminue de plus en plus. Et cela s'explique par l'avantage qu'ont les particuliers à se servir des autres monnaies d'argent en circulation, qu'ils n'ont pas besoin de fabriquer, et qui présentent au point de vue de la valeur des garanties bien supérieures.

La circulation des sapèques de zinc reste très intense, car cette pièce convient par sa valeur infime à une population dont les besoins sont modiques. Au contraire, les sapèques de cuivre, dont la valeur est plus grande, deviennent fort rares. Il n'en a pas toujours été ainsi. Les sapèques de cuivre semblent avoir formé, à l'origine, la monnaie de l'Annam ; il est même remarquable que les ateliers impériaux pouvaient seuls les fabriquer, et que leur fabrication privée était un délit plus grave que la falsification des lingots d'or ou d'argent. Elles furent connues et utilisées au Tonkin. Dans son *Histoire du Royaume du Tonquin*, publiée à Lyon en 1651, A. de Rhodes écrit : « On ne forge pas de monnoye, en ce royaume, comme en celui de la Chine, si ce n'est de cuivre... Et toutes ces monnoyes de cuivre sont polies, rondes... toutes percées au milieu, pour pouvoir être enfilées avec une cordelette... en sorte que dans chaque corde, il en entre 600, ou 10 × 60, avec une marque de distinction mise après chaque soixantaine... ce qui est d'une grande commodité pour les porter au bras. » De même, Richard, dans son *Histoire du Tonquin* en 2 volumes, éditée à Paris en 1778 écrit : « On n'y connaît d'autre monnaie que des deniers de cuivre. » Enfin la sapèque de cuivre était à cette époque, comme aujourd'hui, la principale monnaie de la Chine. Elle semble donc avoir eu une grande extension, et elle resta très répandue jus-

qu'en 1812. Depuis, son importance a constamment diminué : au Tonkin, elle a complètement disparu, et dans l'Annam elle a été remplacée en majeure partie par les sapèques de zinc. Mais ici encore, comme pour les nens d'argent, il n'est pas possible d'indiquer par des chiffres l'importance relative dans la circulation des sapèques indigènes, tant de cuivre que de zinc.

L'évaluation des quantités des monnaies étrangères en circulation est également impossible pour toutes celles qui n'ont pas été émises par la France. Il est certain que la piastre mexicaine, qui a eu longtemps une très grande prépondérance, garde encore une importance réelle dans la circulation. Mais il n'y a sur ce point que des renseignements trop fragmentaires et trop imprécis pour tenter une évaluation. Il faut seulement remarquer que les piastres mexicaines et les british dollars tendent de plus en plus à disparaître par suite de la politique actuelle de la France qui cherche à unifier la circulation, à l'épuiser, avant de remédier aux inconvénients que présente pour la variation de la valeur une monnaie d'argent. La suppression du droit de 3 o/o *ad valorem* sur l'exportation des piastres autres que les piastres françaises, l'interdiction de leur importation, la perte de leur caractère de monnaies légales, entraînera peu à peu leur disparition comme monnaies réelles. Ce sont là, du reste, des questions sur

lesquelles nous aurons souvent l'occasion de revenir dans la suite.

L'évaluation des monnaies émises par la France et qui sont en circulation en Indo-Chine peut être faite avec une plus grande approximation. Le rapport annuel de l'Administration des Monnaies et Médailles au Ministre des Finances, donne au point de vue de leur émission les renseignements statistiques les plus précis. Ces pièces prévues par les décisions du 24 décembre 1879 furent mises en circulation, nous l'avons déjà vu : les pièces divisionnaires par l'arrêté du 23 décembre 1879, les piastres par l'arrêté du 22 décembre 1885. Il faut remarquer que le décret du 8 juillet 1895 diminua le poids de ces monnaies. Aussi en 1895 on trouve les deux types de monnaies d'argent, ancien et nouveau ; à partir de cette date elles sont du type nouveau, ainsi que les pièces de bronze de 1/100. En outre, à partir de 1898 les pièces de 20/100 et de 10/100 furent fabriquées à un titre plus faible établi par le décret du 14 avril de la même année. Nous empruntons au « Rapport de l'Administration des Monnaies » le tableau suivant des quantités fabriquées depuis 1879.

Valeurs nominales en piastres

Monnaies d'argent						Monnaies de bronze			
Années	I de piastre	50/100 de	Piastre		Total	1/100 de piastre	Sapèque	Total	
			20/100	10/100					
1879	—	—	—	—	—	—	—	—	
1880-83	—	90.000	70.000	40.000	200.000	5.000,00	40.000,00	45.000,00	
1884	—	5.000	64.000	51.000	120.000	4.442,69	—	4.442,69	
1885	—	20.000	256.000	204.000	1.279.511	36.731,90	—	36.731,90	
1886	799.511	—	—	—	3.215.771	18.825,41	—	18.825,41	
1887	3.215.771	—	50.000	—	3.126.410	23.623,88	10.000,00	33.623,88	
1888	3.076.410	—	—	100.000	1.047.615	25.641,48	10.000,00	35.641,48	
1889	947.615	50	20	10	1.239.964	15.734,64	—	15.734,64	
1889	1.239.884	—	—	—	6.108	—	—	—	
1890	6.108	—	—	—	—	—	—	—	
1891	—	—	—	—	—	—	—	—	
1892	—	—	40.000	20.000	60.000	26.476,80	3.271,54	29.748,34	
1893	794.723	—	40.000	60.000	894.723	18.523,20	1.728,46	20.251,66	
1894	1.308.437	50.000	50.000	50.000	1.458.437	4.650,00	5.000,00	9.650,00	
1895 a	1.782.012	50.000	60.000	60.000	1.952.012	2.897,47	—	2.897,47	
1895 n	3.798.452	—	50.000	30.000	3.872.452	36.902,62	—	36.902,62	
1896	11.858.018	55.000	60.000	65.000	12.038.018	110.549,91	5.657,07	116.206,98	
1897	2.511.128	—	60.000	90.000	2.661.128	50.000,00	4.342,93	54.342,93	
1898	4.303.953	—	50.000	50.000	4.403.953	80.000,00	10.000,00	90.000,00	
1899	4.681.244	—	410.000	410.000	5.501.244	30.001,00	5.313,23	35.314,23	
1900	13.318.856	50	350.000	360.000	14.028.936	97.500,00	9.686,97	107.186,97	
1901	3.150.000	—	275.000	295.000	3.720.000	60.500,00	5.000,00	65.000,00	
1902	3.326.554	—	705.000	705.000	4.736.554	80.000,00	—	80.000,00	
1903	10.076.893	—	135.000	130.000	10.341.893	—	—	—	
1904	5.750.712	—	—	—	5.750.712	—	—	—	
Totaux	75.946.281	270.100	2.725.040	2.720.020	81.661.441	728.001,00	110.000,20	838.001,20	

Bien que la quantité de pièces introduites en Indo-Chine ne soit pas forcément égale à celle des pièces émises par la Monnaie de Paris, elle ne peut en différer beaucoup et le tableau précédent donne sur ce point une approximation suffisante. L'introduction de ces pièces est faite surtout par le Trésor et la Banque de l'Indo-Chine. Ainsi le Rapport de l'Assemblée ordinaire de cette Banque en 1901 indique que sur 49 millions de piastres françaises introduites depuis 1885 au Tonkin, 27 millions environ l'ont été par le trésor, et 22 millions par la Banque.

Seulement toutes les pièces introduites ne restent pas en Indo-Chine et l'on ne peut tabler sur les chiffres précédents pour évaluer les quantités actuellement en circulation. M. Charles Dépincé, dans une conférence faite en 1905 à l'Ecole Coloniale, évaluait à 55 millions environ, le nombre des piastres se trouvant à cette époque en Indo-Chine. Dans ce nombre sont comprises les piastres mexicaines et les british dollars. Comme nous l'avons déjà dit, les renseignements manquent pour déterminer les proportions de ces trois espèces de monnaie, mais les piastres françaises dominent certainement, et leur prépondérance va en s'accroissant. Le tableau précédent confirme encore cette opinion, puisque la quantité de piastres françaises fabriquées et pour la plupart importées en Indo-Chine atteignait au début de 1905, 75 millions, 947.281, c'est-à-dire dépassait de près

de 21 millions la quantité totale indiquée par M. Dépincé. On pourrait encore donner comme preuve de cette affirmation quelques renseignements, malheureusement fragmentaires. Ainsi le Rapport de l'Assemblée ordinaire de la Banque d'Indo-Chine en 1901 indique qu'il a été introduit pendant l'année 1900 en Cochinchine par l'intermédiaire de la succursale de Saïgon 7.500.000 piastres françaises contre 310.000 de piastres mexicaines, c'est-à-dire 24,2 fois plus des premières. Du reste nous reviendrons sur cette question en étudiant les effets de la politique actuelle du gouvernement français.

Enfin le tableau précédent nous montre encore que pendant la période 1879-1904, il a été fabriqué 540.000 pièces de 50/100 de piastre, 13.625.200 pièces de 20/100, 27.200 200 pièces de 10/100, 72.800 100 pièces de 1/100 et une quantité de sapèques correspondant à une valeur de 110.000, 20 piastres. Cela est peu : car nous verrons que l'augmentation des pièces divisionnaires serait fort utile à la colonie, et en particulier aux indigènes. Seulement les pièces divisionnaires précédentes ne sont pas celles qui seraient le plus utile à la colonie, car leur valeur est encore trop forte.

Pour terminer avec les pièces françaises, remarquons qu'une nouvelle sapèque de zinc a été créée par le décret du 29 décembre 1904, pour le protectorat du Tonkin. Elle est de date trop récente pour

avoir pu prendre encore rang dans la circulation. Pendant les six premiers mois de 1905, la Monnaie de Paris avait frappé 42.774.218 sapèques formant une valeur nominale de 71.290.362 piastres. La méfiance qui aurait accueilli ces pièces ne peut être que passagère, et elles doivent, selon nous, arriver à jouer en Indo-Chine un rôle très considérable, grâce à leur valeur infime qui est de 1/600 de piastre.

On peut de même arriver à des indications assez précises sur l'intensité de la circulation fiduciaire dans laquelle nous ne faisons entrer que la monnaie de papier qui a le caractère de monnaie réelle, c'est-à-dire les billets de la Banque de l'Indo-Chine. Cette banque « est investie du droit d'émettre à l'exclusion de tous les autres établissements, des billets « remboursables à vue et au porteur » aux termes de l'article 1^{er} du décret du 16 mai 1900, qui reproduisait l'alinéa 1 paragraphe 15, section III titre I des statuts annexés au décret d'institution, du 21 janvier 1875. Les billets prévus étaient de 1.000, 500 et 100, 20, 5 francs, ou de valeurs correspondantes, celles de 5 francs ne pouvant être émises qu'avec l'autorisation du ministre de la Marine et des Colonies, après avis du ministre des Finances, pour éviter de concurrencer la monnaie métallique la plus répandue dans les pays où la banque établissait des agences. En Indo-Chine les billets émis furent de 100, 25, 5 et 1 piastre : l'autorisation nécessaire à l'émis-

sion de la coupure de 1 piastre fut refusée en 1885 : l'utilité de cette coupure pour remédier à la pénurie de la monnaie métallique et pour vaincre la répugnance des indigènes causée par la difficulté de l'échange des grosses coupures à l'intérieur du pays, amena l'arrêté du 3 avril 1891. La banque était autorisée à émettre 500.000 billets d'une piastre ; cette autorisation était révocable. Le succès de la nouvelle coupure fut tel que l'arrêté du 14 mars 1896 permit de porter leur nombre à un million. Cette augmentation n'était que temporaire, et la banque devait revenir dans un délai de six mois aux limites fixées par l'arrêté de 1891. Une nouvelle décision ministérielle du 18 avril 1898 autorisa la banque à porter définitivement à un million le nombre des billets d'une piastre, cette autorisation étant du reste toujours révocable.

La quantité des billets émis par la Banque est limitée par les deux règles suivantes :

« Le montant des billets en circulation de chaque succursale ne peut, en aucun cas, excéder le triple de son encaisse métallique, dans laquelle est comprise celle des agences rattachées (art. 7 décret 16 mai 1900). »

« Le montant cumulé des billets en circulation (de toutes les succursales), des comptes courants et des autres dettes de la Banque ne peut excéder le

triple du capital social et des réserves (art. 8, décret du 16 mai 1900) ».

Cette double limitation s'explique ici comme dans toutes les Banques d'émission où l'on retrouve des règles analogues, par ce fait que les billets ont cours légal, mais n'ont pas cours forcé et qu'ils doivent ainsi être remboursés à la première réquisition.

Les quantités de billets émises chaque année, conformément aux règles et aux remarques précédentes, par les diverses succursales de la Banque, depuis 1875, sont les suivantes (1).

	Lieu d'Emission	
	Saïgon et Pnom-Penh	Haiphong, Hanoï et Tourane
1875	»	»
1876	2.500.000	»
1877	3.430.000	»
1878	7.024.000	»
1879	3.708.000	»
1880	4.027.000	»
1881	4.562.000	»
1882	6.324.800	»
1883	7.533.000	»
1884	7.711.000	»
1885	8.308.000	1.874.000
1886	8.648.000	2.779.000
1887	8.084.000	3.816.000
1888	8.296.000	3.443.000
1899	7.312.000	3.409.006
1890	10.263.000	3.831.000

1. Schrøder. *Etudes numismatiques*, p. 618-619.

1891	8.865.000	5.386.000
1892	12.322.000	4.398.000
1893	12.249.000	6.714.000
1894	14.734.000	5.292.000
1895	11.207.000	4.021.000
1896	11.036.000	5.746.000
1897	16.811.000	6.101.000
1898	15.073.000	6.184.000
1899	17.826.000	9.044.000
1900	15.624.000	7.975.000
1901	20.838.000	8.094.000
1902	21.587.000	10.303.000
1903	24.977.000	11.091.000

Il est évident que le chiffre des billets en circulation en Indo-Chine à une certaine date n'est pas égal au total des billets émis jusqu'à cette date ; l'usure seule oblige la Banque à en retirer un assez grand nombre. Aussi le tableau précédent ne donne à ce point de vue que des renseignements approximatifs. Mais il reste très précieux pour déterminer le sens des variations de la circulation fiduciaire. Son intensité va chaque année en augmentant, puisque les quantités émises sont chaque année plus considérables, et qu'elles s'ajoutent à un stock toujours grossissant. Aussi l'on peut en déduire que la monnaie de papier prend comme monnaie réelle une importance toujours croissante.

En résumé il est difficile d'apprécier le rôle quantitatif des diverses monnaies de l'Indo-Chine dans la circulation. Cependant les éléments principaux

paraissent être actuellement : les sapèques indigènes de zinc, et les piastres françaises et leurs subdivisions. A côté la piastre mexicaine, les british dollars et même, sans doute, les sapèques de cuivre françaises tendent à disparaître.; les sapèques de cuivre et les monnaies d'argent indigènes ont presque disparu. Au contraire, la circulation fiduciaire se développe, et la sapèque de zinc française semble appelée à jouer un rôle considérable.

Nous avons déjà remarqué avec M. Arnauné que « le système monétaire indigène est d'une grande perfection théorique ». C'est ici le lieu d'indiquer quels sont ses inconvénients et ses avantages pratiques. Les autres monnaies réelles ne présentent à ce sujet aucune particularité intéressante. Nous nous bornerons d'ailleurs à quelques observations, parce que nous aurons souvent occasion de revenir sur ce sujet. Ainsi que nous venons de le voir, les sapèques les plus répandues sont de zinc fondu ; elles ont l'épaisseur d'une pièce de 0 fr. 50 et sont percées au milieu d'un trou carré de 4 millimètres de côté. Leur premier défaut, c'est d'être très cassantes, « on peut les casser sous la pression du pouce sans être doué d'une force exceptionnelle ». De plus, les liens qui les unissent, sont également très fragiles ; quand ils se rompent, l'on a devant soi un amas informe de sapèques qu'il est impossible de compter, qu'il faut remesurer et enfiler à nouveau : d'où un travail

disproportionné et fastidieux. Enfin, cette monnaie est extrêmement encombrante. Une gueuse, soit 6000 sapèques, valait approximativement 10 francs au moment de la conquête et pesait 15 kilogrammes ! En dépit de ces inconvénients, la sapèque est la monnaie préférée des indigènes. C'est que « cette pièce de valeur infime, convient à une population dont les besoins sont restreints et les ressources limitées (1) ». Mais ce sont là des considérations que nous développerons dans le chapitre consacré au problème monétaire de la sapèque.

Parmi les monnaies réelles de notre colonie, les seules dont la fabrication présente quelque particularité sont les sapèques indigènes.

Elles ne sont pas frappées comme nos monnaies d'Europe mais coulées dans des moules. Sur deux plaques d'argile cuites et polies, on grave en creux et à l'envers, sur l'une les dessins et caractères qui doivent figurer sur la face de la monnaie et, sur l'autre, ceux qui doivent figurer sur le revers. Ces deux plaques réunies, on y verse de l'étain; obtenant ainsi des monnaies mères. On continue par la fabrication des pièces devant servir de modèles ; ces monnaies sont moulées comme les sapèques ordinaires, et coulées en cuivre ; mais chaque moule ne contient que 12 sapèques qui sont ensuite un peu approfon-

1. Arnauné, *loc. cit.*, p. 298.

dies afin que, dans la fabrication courante, les caractères ressortent bien. Ces moules sont séchés dans un four spécial. Les modèles sont changés tous les deux mois, l'usure leur faisant perdre de leur netteté et de leurs dimensions.

Quant au moulage des monnaies, il se fait de la façon suivante : l'ouvrier, assis à terre, a près de lui un tas de sable de mouleur et un sachet contenant des cendres de balle de paddy. Après avoir posé le châssis sur son socle, il saupoudre le tout de cendres afin d'empêcher l'adhérence, puis y jette une poignée de sable qu'il étale et tasse ; saisissant alors le couvercle de la main droite il le glisse sur le châssis, le place sur le socle et de la main gauche armée d'un maillet il frappe pour comprimer cette mince couche de sable ; enlevant ensuite le couvercle, il saupoudre le sable de cendres et place alors les modèles de sapèques sur trois rangs se touchant entre eux : les deux rangs extérieurs comportant huit pièces le rang central six seulement, soit vingt-deux pièces : nouveau saupoudrage suivi d'une application de sucre et de sa compression au moyen du couvercle : retrait du couvercle, saupoudrage de cendres, mise en place des modèles de monnaies, etc., et ainsi de suite jusqu'à ce que ces opérations répétées onze fois donnent dix couches de sapèques, soit deux cent vingt pièces. On renverse alors le tout, le socle est enlevé ; le châssis déclaveté, abandonnant la ran-

gée des moules... les moules repris un à un, les modèles sont expulsés par une légère secousse ou enlevés au moyen d'une spatule, s'il y a adhérence. On fait sécher les moules puis on les remplit de métal en fusion. La coulée achevée on les précipite dans l'eau, on les démolit à coup de masse et on fait le triage des sapèques. Un mouleur peut fabriquer de 13.600 à 20.400 sapèques par jour, mais il y a 30 o/o de déchet.

Pour faire de la monnaie de cuivre, de bonne qualité, il fallait employer : 71 livres de cuivre, 25 livres de zinc, 5 livres 8 onces de plomb et 8 onces d'étain. Ensemble 100 livres ; la fabrication des sapèques de cuivre est aujourd'hui délaissée, elle serait trop onéreuse.

Il y a eu, au cours des temps, d'innombrables variétés de sapèques. Parmi les plus célèbres, figurent celles de Gia-Long ; les unes, de zinc, sont d'exécution très soignée, les autres de cuivre, sont moins bien faites ; leur diamètre varie de 22 à 25 millimètres. « Minh-Mang et ses successeurs ont de moins en moins soigné le bas monnayage, le zinc est moins pur, la forme plus négligée, les dimensions plus diverses : on remarque aussi que les revers ne portent pas l'indication du poids légal (1). »

Par suite de la diversité des monnaies réelles indigènes et en particulier des sapèques, leur altération

1. *Loc. cit.*, Arnauné, p. 295.

se trouve singulièrement facilitée. Elle est très en faveur et non pas d'hier seulement ! Dans *l'Histoire du Tonquin* de Richard, parue à Paris en 1778, l'auteur remarque que « quelque vile que soit cette monnaie (la sapèque de cuivre) il y a peu de pays au monde, où il y ait autant de faux monnayeurs... Il y a grande apparence, ajoute-t-il, que les Chinois, plus rusés et plus avides de gain qu'aucun autre peuple de l'Orient, font cette espèce de contrebande. » Il en est encore ainsi, paraît-il. Une curieuse observation de M. Arnauné trouve ici sa place. La notion actuelle de fausse monnaie ne peut s'appliquer qu'à une seule monnaie indigène, la sapèque de cuivre. C'est la seule, en effet, dont la fabrication est réservée aux ateliers impériaux et dont la fabrication privée constitue un délit. Les particuliers partagent avec le prince le droit de couler des barres d'or et d'argent et des sapèques en zinc et de les mettre en circulation. Aussi pour ces monnaies il ne peut y avoir qu'altération frauduleuse : cela est d'ailleurs très fréquent. La forme et les dimensions des barres facilitent l'opération du fourrage, et ils n'est pas rare de trouver des nens dans lesquels il n'y a d'autre métal précieux qu'une simple pellicule enveloppant un métal plus vil. Mais quelles que soient les fraudes pratiquées, elles ne sauraient constituer un délit de faux monnayage aussi grave que la fabrication privée des sapèques de cuivre. L'article 325 du

Code annamite punit de la strangulation « ceux qui auront fondu ou coulé privément de la monnaie de cuivre », tandis que la contrefaçon en métaux de moindre valeur, ou le fourrage des lingots d'or et d'argent n'était puni que de cent coups de truong et de trois ans de travail pénible. Enfin le simple abaissement du poids ou du titre des lingots d'or ou d'argent ne constitue aucun délit. Les barres d'or ou d'argent ne sont, en effet, reçues en paiement qu'après vérification du poids et du titre et pour la valeur qu'elles ont à raison de ce poids ou de ce titre. Pour s'épargner une semblable vérification qui se renouvelait sans cesse, les compradors chinois avaient imaginé de poinçonner les lingots qu'ils avaient une fois éprouvés. Par ce procédé dont le but était d'assainir la circulation, les compradors arrivèrent, en fait, à altérer les monnaies, puisque chaque marque leur faisait perdre une partie de leur poids. Il fallait signaler au passage cette question des chopped dollars : nous la retrouverons.

Monnaies de Compte

D'après M. Arnauné (1), « la monnaie de compte ou de banque est celle que le débiteur s'engage à livrer, soit par une clause formelle du contrat, soit

1. Arnauné, *loc. cit.*, p. 143.

— et c'est même le cas le plus ordinaire — implicitement, en vertu des usages ». Il est des pays où la monnaie de compte et la monnaie réelle sont, en somme, les mêmes. C'est le cas de la France : légalement, la monnaie de compte est un poids fixe d'argent fin — 5 grammes au titre de 0,900 ; pratiquement, c'est le franc d'or qui est le $1/3444,44$ du kilogramme d'or fin ; de telle sorte qu'il peut sembler, à première vue, que la monnaie réelle et la monnaie de compte sont distinctes. Il n'en est rien cependant car le franc d'or est contenu, par définition même, un nombre de fois exact dans les espèces d'or (1).

En Indo-Chine, par contre, les monnaies de compte et les monnaies réelles sont différentes. Nous avons vu ci-dessus que les monnaies réelles de l'Indo-Chine sont les piastres, les sapèques de zinc et, dans une faible proportion, les nens d'argent et les sapèques de cuivre. Or, « la monnaie de compte admise par l'administration indigène est la ligature de sapèques et, de son côté, l'administration française compte en francs pour un certain nombre de services » quant au commerce local, il compte généralement en piastres, dans les échanges de la colonie avec l'étranger, l'unité de mesure est souvent « le franc d'or ». Dès lors que les monnaies réelles et les

1. Arnauné, *loc. cit.*, p. 143.

monnaies de compte ne correspondent pas, il devient évidemment nécessaire de fixer un rapport d'échange entre elles : il est, par exemple, indispensable de déterminer la valeur en francs de la piastre. Nous n'avons pas à insister sur cette conséquence qui saute aux yeux et sur laquelle nous devrons revenir au cours de cette étude.

Monnaies légales.

Sur ce point, nous ferons de larges emprunts à M. Arnauné. On distingue, selon lui : 1^o les monnaies légales, ou à cours légal illimité ; 2^o les monnaies d'appoint ou à cours légal limité ; 3^o les monnaies admises dans les caisses publiques. Par monnaies légales ou à cours légal illimité, on entend les monnaies que le débiteur peut imposer à son créancier, quel que soit le montant de sa dette ; quant aux monnaies d'appoint, ou à cours légal limité, elles n'ont de pouvoir libératoire que jusqu'à concurrence d'une somme déterminée. En France, par exemple, les pièces de billon ne peuvent être imposées dans un paiement que jusqu'à 4 fr. 95 et les pièces divisionnaires d'argent que jusqu'à 50 francs. Pour ce qui est des monnaies admises dans les caisses publiques et qui n'ont pas cours légal, nous n'avons pas à en parler ici. Il serait d'ailleurs oiseux d'insister sur ces généralités qui sont connues et que l'on trouve dans

tous les traités d'Economie politique. Ce qui est intéressant pour nous, c'est d'indiquer les diverses monnaies qui ont été admises au cours légal en Indo-Chine depuis la conquête jusqu'à ce jour. Lors de notre installation les principales espèces monétaires en usage étaient : 1° les lingots et feuilles d'argent ; 2° les sapèques de zinc ou de cuivre réunies en ligatures ; 3° la piastre mexicaine qui s'était substituée à la piastre à colonne des Espagnols. A cette époque la notion de monnaie légale n'existait pas ou plutôt la monnaie légale se confondait avec la monnaie de compte : le débiteur pouvait imposer la monnaie qui avait été stipulée. Il ne semble pas que par la suite, les lingots et feuilles d'or ou d'argent aient jamais eu cours légal proprement dit : ils furent cependant, à un moment donné, reçus par les caisses publiques, ainsi qu'il résulte de l'arrêté du 3 septembre 1863 : « Le Contre amiral Gouverneur, Commandant en chef, considérant que, dans certains cas, les impôts annamites sont acquittés en matières d'or et d'argent... arrête : Les matières d'or ou d'argent qui ont été ou qui seront versées au Trésor à titre de contributions et revenus locaux seront reçues par la caisse de la Marine, selon leur poids, au titre conventionnel de 910 millièmes donnant :

Au kilogramme d'or une valeur de. . . 3.127 fr. 67

Au kilogramme d'argent une valeur de. . . 200 fr. 70

Cet arrêté resta en vigueur jusqu'en 1868, époque

à laquelle il fut rapporté : « Le Contre-Amiral, Gouverneur par intérim, Commandant en chef... Considérant que ces matières, en forme de feuilles ou de lingots, ne présentent aucune garantie quant à leur valeur, intrinsèque, considérant que la faculté accordée jusqu'à ce jour aux indigènes d'acquitter leurs impôts en ces matières n'a été employée que très rarement, que, par conséquent, cette faculté ne répond pas à un besoin réel...

« Arrête :

« Les matières d'or et d'argent ne seront plus reçues dans les caisses publiques de la Cochinchine à partir du 1^{er} avril 1868... » En ce qui concerne les sapèques, la politique française fut à peu près la même. Elles aussi furent reçues dans les caisses publiques à un taux conventionnel, en vertu d'une décision du 13 juin 1863 : « Le Contre-amiral Gouverneur, Commandant en chef, considérant que jusqu'à ce jour les ligatures ont été prises en change par les comptables des deniers publics en Cochinchine au taux conventionnel de cinq ligatures par piastre, qui donne à la ligature une valeur de 1.074... que la population annamite de Saïgon et des environs s'est d'elle-même habituée à considérer le franc comme une valeur correspondant à la ligature... décide que, à partir du 1^{er} juillet 1863 et jusqu'à nouvel ordre, les ligatures entreront dans les caisses

publiques de la Cochinchine et en sortiront au taux conventionnel d'un franc par ligature. »

Il en fut ainsi jusqu'au 1^{er} janvier 1869, date à partir de laquelle, les ligatures ne furent plus reçues qu'au taux conventionnel de 90 centimes et à titre tout à fait exceptionnel, l'impôt devant, en principe, être acquitté en piastres. Nous avons assez longuement insisté sur la situation légale qui fut faite par la France soit aux lingots et feuilles d'argent, soit aux sapèques par ce qu'il s'agissait là d'espèces monétaires presque exclusivement locales. Quant aux diverses autres pièces qui ont eu cours légal en Indo-Chine, nous ne ferons guère que les mentionner. Nous aurons, en effet, occasion d'en reparler longuement dans le chapitre que nous consacrerons à la politique monétaire française dans notre colonie. Par décision du gouverneur, en date du 10 avril 1862, la piastre mexicaine de bon aloi obtint cours forcé, qu'elle fût marquée ou non marquée, mais, à partir du 15 juillet 1863, l'importation de la piastre marquée (choped dollar) fut prohibée.

Par arrêté du 10 septembre 1863 « toutes les monnaies dont le cours est légalement autorisé en France devront être reçues au Trésor quand elles appartiendront à des successions civiles ou militaires; jusqu'à nouvel ordre, et seulement à titre d'essai, ces mêmes monnaies pourront être versées au Trésor et à la Poste en acquittement de droits formulés en France,

en paiement de timbres-postes, ainsi qu'à titre de transmission de fonds » c'était un premier pas dans la voie de l'établissement du système monétaire métropolitain vers lequel l'on tendait.

Un arrêté du 24 janvier 1864 alla plus loin. Il décida que « à compter de ce jour et jusqu'à nouvel ordre dans toutes les localités quelconques de la Colonie, la pièce de 5 francs sera donnée et reçue pour 90 centièmes de piastre, le franc pour 1 ligature, la pièce de 10 centimes pour un taillant de 60 sapèques » ; ces tentatives ayant échoué pour des raisons que nous exposerons ailleurs, l'administration fut forcée d'en rester au système de la piastre.

Le 15 mars 1872, le cours forcé fut étendu à la piastre mexicaine nouveau modèle (1) : la piastre à balance ; puis, le 30 juin 1874, au Trade dollar américain.

Par décision du ministre de la Marine et des Colonies du 24 décembre 1878 fut créée une piastre française, qui ne devait être fabriquée que pour les besoins du commerce. En 1879 furent émis des cents et des sapèques de bronze, avec cours légal. Enfin les billets de la Banque de l'Indo-Chine ont cours légal, c'est-à-dire que l'Etat et les particuliers peuvent se libérer de leurs engagements en payant en

1. Nous l'avons décrite dans le précédent chapitre.

billets. Les billets sont remboursables à vue par la succursale ou agence qui les a émis et, en outre, par toutes les succursales ou agences qui seraient désignées d'un commun accord par le ministre des Colonies et la Banque. Il y a là une restriction qui ne se conçoit plus depuis que s'est opérée l'unité indochinoise et qui est une source de gêne pour les particuliers. Les billets de la Banque d'Indo-Chine devraient être remboursables à vue dans toutes ses succursales et agences, quelle que soit d'ailleurs celle qui les a émis. Ils ont été fort bien accueillis dans la colonie, parce qu'ils avaient sur les autres monnaies l'avantage de n'être point encombrants.

Rappelons en passant que la Banque de l'Indo-Chine, dont le siège social est à Paris, fut fondée en vertu d'un décret du 21 janvier 1875 avec un privilège de vingt années. Son privilège fut prorogé une première fois par un décret du 20 février 1888 pour dix ans à compter du 21 janvier 1895 soit jusqu'au 21 janvier 1905. Il l'a été une deuxième fois par un décret en date du 16 mai 1900 pour une période de quinze années, soit jusqu'au 21 janvier 1920.

D'autres pièces encore ont eu cours légal, notamment le yen japonais, le british dollar. Nous avons d'ailleurs complètement décrit ces monnaies dans le chapitre précédent et nous avons indiqué au début de celui-ci qu'elle était leur importance dans

la circulation. Nous n'avons voulu ici qu'en donner une vue d'ensemble. Pour terminer, ajoutons que, en vertu d'un arrêté du Gouverneur Général en date du 3 septembre 1904, la piastre mexicaine, qui seule des monnaies étrangères jouait encore un rôle considérable, a cessé d'avoir cours légal depuis le 1^{er} janvier 1905. Désormais la piastre française et ses subdivisions ont seules cours légal.

Monnaies étalons

« L'étalon monétaire, selon M. Arnauné (1), est constitué par la monnaie qui sert, dans un pays et pour un temps donné, de mesure générale des valeurs, en d'autres termes la monnaie sur laquelle se règlent les prix. Cette monnaie est, nécessairement, celle que le débiteur est effectivement en mesure de livrer, c'est-à-dire, en général, celle qui est la plus abondante dans la circulation. » Il arrive fréquemment que la monnaie étalon et la monnaie légale soient distinctes. En France, par exemple, nous avons deux monnaies légales : les pièces d'or et la pièce de 5 francs d'argent, mais nous n'avons qu'une monnaie étalon, l'or. Il arrive aussi que la monnaie de compte et la monnaie d'étalon ne soient pas les mêmes : ainsi en Indo-Chine. Il est

1. Arnauné, *loc. cit.* p. 146.

des cas où recettes et dépenses sont calculées en francs et effectuées en piastres. Dans notre colonie, c'est la piastre d'argent qui sert de monnaie étalon. Sans doute, les sapèques y circulent abondamment ; mais elles ne peuvent être utilisées dans les rapports commerciaux de l'Indo-Chine avec les pays de civilisation européenne, parce que la valeur réelle de ces monnaies est inférieure à leur valeur nominale. Quant aux nens d'argent, ils ont une importance trop médiocre, pour jouer le rôle d'étalon. De telle sorte que, dans la réalité, c'est la piastre qui est l'étalon monétaire de notre colonie.

Problèmes monétaires

Les pages qui précèdent nous ont montré la complexité du système monétaire de notre colonie et ses évolutions. Les monnaies réelles les plus usitées étaient lors de la conquête : les lingots et feuilles d'argent, les sapèques de zinc ou de cuivre, les piastres d'argent. Malgré cette diversité, le système monétaire ne donnait lieu à aucune difficulté théorique. Le commerce se faisait par troc contre un lingot métallique. L'absence du caractère de monnaie légale, la rareté des échanges internationaux simplifiaient la situation.

Depuis la conquête, les trois types précédents se sont maintenus pour les monnaies réelles, mais la

situation monétaire s'est montrée très rapidement mauvaise et a empiré chaque jour. Les raisons générales en sont nombreuses. Tout d'abord la complexité du système monétaire est allé toujours en augmentant, car si l'on retrouve les trois anciens types de monnaies réelles, deux au moins, les piastres et les sapèques, vont en diversifiant de plus en plus ; en outre, dès 1876, on trouve un nouveau type de monnaie réelle : la monnaie de papier. En second lieu l'introduction du caractère de monnaie légale dans le système de notre colonie a créé de nombreuses difficultés en rendant nécessaire la détermination d'un rapport d'échange chaque fois que la monnaie de compte différait de la monnaie légale. Enfin une troisième raison a rendu la crise plus aiguë : c'est l'introduction d'une nouvelle monnaie de compte, le franc, non pas le franc réel d'argent, mais l'unité de valeur fictive, le franc d'or. Cette introduction eut deux causes : la volonté de l'Administration qui décida de compter en francs, et le développement des relations commerciales avec les pays à étalon d'or qui comptaient en francs-or, ou monnaies de compte-or. Il devint nécessaire de déterminer les rapports d'échange des diverses monnaies de notre colonie, en particulier de la piastre d'argent, avec une monnaie de compte-or. La crise de la dépréciation de l'argent en fit une impossibilité en amenant des variations brusques et considérables

dans le rapport des valeurs de ces deux métaux.

L'introduction du franc comme monnaie de compte par l'Administration créa immédiatement trois problèmes principaux : ceux de la détermination des rapports d'échange du franc avec les nens, les sapèques et les piastres. D'assez longues pages seront consacrées au second de ces problèmes. Quant au troisième il fera, à proprement parler, l'objet de notre travail. C'est donc seulement du premier que nous voudrions ici dire quelques mots.

Voici ce que décida un arrêté du 3 septembre 1863 relativement aux matières d'or et d'argent, versées au Trésor à titre de contribution :

Le Contre-Amiral Gouverneur,

Considérant que dans certains cas les impôts annamites sont acquittés en matières d'or et d'argent dont la négociation ne peut pas toujours être effectuée immédiatement sans préjudice pour le Trésor local : qu'il importe néanmoins que ces matières soient régulièrement encaissées et passées en écritures au jour même de leur réception : qu'il convient en conséquence de déterminer un titre conventionnel devant servir de base au calcul à faire pour déterminer la valeur desdites matières,

Arrête :

Les matières d'or et d'argent qui ont été ou qui seront versées au Trésor à titre de contributions et revenus locaux seront reçues par la Caisse de la

marine, selon leur poids, au titre conventionnel 0,910 donnant :

Au kilogramme d'or une valeur de 3.122 fr. 62

Au kilogramme d'argent une valeur de 200 fr. 70.

Lors de la négociation de ces matières, il sera fait recette ou dépense suivant le cas au compte « Frais de négociation et de change de la plus-value ou de la moins-value résultant de cette opération. » Cet arrêté fut abrogé à dater du 1^{er} août 1868 par le suivant :

« Le Contre-Amiral, gouverneur par intérim,
« Considérant que ces matières, en forme de feuilles ou de lingots, ne présentent aucune garantie quant à leur valeur intrinsèque, qu'il est par conséquent dangereux d'autoriser l'admission de ces feuilles ou lingots dans les caisses publiques... Considérant que la faculté accordée jusqu'à ce jour aux indigènes d'acquitter leurs impôts en ces matières n'a été employée que très rarement, que par conséquent cette faculté ne répond pas à un besoin réel...

« Arrête :

« Les matières d'or et d'argent ne seront plus reçues dans les caisses publiques de la Cochinchine à partir du 2 août 1868 ».

Depuis longtemps donc, le problème du change nen/franc n'existe plus ; il n'eut jamais qu'un intérêt restreint puisque, en définitive, les nens ne s'échangèrent contre des francs qu'à titre exception-

nel, si bien que nous les négligerons désormais pour ne nous occuper que de la sapèque et de la piastre. Nous en retiendrons seulement que l'Administration établit un rapport d'échange invariable entre le franc et les nens et conserva ce rapport pendant cinq années. Ce procédé lui fut, nous le verrons, familier.

BIBLIOGRAPHIE

Administration des Monnaies et Médailles : Rapport au Ministre des Finances, 1902.

Arnauné. — La Monnaie. Le Crédit. Le Change.

Schrøder. — Etudes numismatiques. Paris, 1905.

Grenard. — Organisation budgétaire de l'Indo-Chine. Paris, 1904.

Rapports du Conseil d'Administration de la Banque d'Indo-Chine.

Deuxième Partie

LE PROBLÈME DE LA SAPEQUE

CHAPITRE PREMIER

Le Problème de la Sapèque

Ses Aspects : la Crise de la Sapèque

Pendant longtemps la question monétaire en Indo-Chine n'a été étudiée qu'au point de vue de la crise de la piastre que la dépréciation du métal argent rendait chaque jour plus aiguë. C'est encore une opinion fréquente que ce côté de la question mérite seul d'attirer l'attention, tant un phénomène prend une importante exclusive pour ceux dont il lèse les intérêts personnels. Cependant, peu à peu, les observateurs impartiaux ont aperçu d'autres difficultés monétaires dont souffraient les indigènes et les périodiques locaux ont dès lors distingué deux problèmes fort différents : le problème de la piastre et le problème de la sapèque. A dire vrai, les difficultés auxquelles donnait lieu cette monnaie indigène avaient été déjà aperçues par l'Administration française qui même avait essayé d'y remédier ; mais la crise de la sapèque restait liée à celle de la piastre et on se bornait à étendre à la première les mesures prises pour remédier à la seconde.

Aujourd'hui le problème de la sapèque est nettement isolé. Pour en comprendre l'importance, il faut se persuader que cette monnaie est la principale monnaie indigène et qu'elle ne pourrait actuellement être remplacée par aucune autre. Le caractère principal de la sapèque est sa valeur infime. La valeur d'une ligature est descendue jusqu'à 14 centimes. Cette valeur infime entraîne de gros inconvénients. Le poids d'une ligature de 600 sapèques, 1 kilog. 500, est hors de proportion avec sa valeur. « Il fallait un fourgon du train d'artillerie pour aller échanger 1.000 francs en ligatures de sapèques, puisqu'on n'en avait pas moins du poids d'un tonneau et demi, et, au marché, le poulet pesait quelque fois moins que son prix en monnaie (1). »

En outre ces pièces, qui sont nécessairement faites en zinc, parce que ce métal est très bon marché, sont très cassantes, ce qui occasionne un grand déchet dans les « *quan* » et les « *chuc* ». La fragilité des liens qui réunissent les ligatures augmente encore l'incommodité de ces pièces. Ces inconvénients, que nous nous bornons à rappeler, font de la sapèque une monnaie détestable pour les Européens. Mais elle est la seule monnaie convenant aux transactions indigènes à cause de sa valeur infime. Pour 2 à 3 sapèques l'indigène boit une tasse de thé, ou a une chique

1. Silvestre. *Notes*, p. 109.

de bétel, pour 10 sapèques il traverse une rivière en bac, pour 10 à 15 sapèques il a des bananes, pour quelques « tiens » il peut manger. Aussi la sapèque de zinc est la monnaie préférée des indigènes : ils ne veulent être payés qu'en ligatures et, si on les paie en piastres, ils se hâtent d'aller vendre ce lingot d'argent contre un prix en sapèques. « La sapèque est aussi nécessaire à la vie économique des indigènes que les deniers et les liards l'étaient aux paysans et aux petits artisans de France avant la Révolution (1). » Le fait qui démontre le plus clairement cette nécessité de la sapèque de zinc, est la disparition progressive de la sapèque de cuivre. Cette dernière n'en différait que par une valeur supérieure égale environ à six fois celle de la précédente. La forme, la façon de les réunir étaient les mêmes. Nous avons déjà vu que les dongs de cuivre formaient à l'origine la monnaie principale de l'Annam et du Tonkin ainsi que de la Chine. La sapèque de cuivre a donc eu une très grande importance dans la circulation monétaire de notre colonie. Depuis 1812 son importance a constamment diminué. Lors de la conquête elle existait encore au Tonkin et dans quelques régions de l'Annam. Aujourd'hui elle a été remplacée complètement au Tonkin, et en grande partie dans l'Annam par la sapèque de zinc qui, malgré ses défauts, con-

1. *Bulletin du Comité de l'Asie Franç.*, mai 1903.

vient mieux aux besoins des indigènes à cause de sa valeur infime.

La sapèque de zinc apparaît donc comme la monnaie principale, on pourrait dire exclusive des transactions indigènes. Les questions qui se posent à son sujet présentent à cause de cela une extrême importance : par la quantité des intérêts qui dépendent de leur solution, puisqu'il s'agit des relations quotidiennes de tout un peuple ; et par la qualité des intéressés, car le premier devoir d'une puissance colonisatrice est d'augmenter le bien-être des populations indigènes qu'elle prétend protéger.

Le problème monétaire de la sapèque c'est le problème de la détermination du rapport d'échange de la sapèque avec les autres monnaies réelles ou de compte de la colonie. Ainsi défini, le problème présente trois aspects puisqu'à côté de la sapèque il faut considérer en Indo-Chine trois autres monnaies : le franc qui n'est guère qu'une monnaie de compte ; le nen d'argent et la piastre sous ses diverses formes qui sont à la fois monnaies de compte et monnaies réelles. C'est là poser le problème d'une façon plus large qu'on ne le fait d'ordinaire. Les périodiques indo-chinois n'envisagent quand ils discutent de la crise de la sapèque que la variation du rapport d'échange de la ligature et de la piastre, la baisse de la ligature par rapport à la piastre. Il est certain que c'est là la face actuelle et la plus importante du pro-

blème. Mais en bonne logique il faut en rapprocher les deux autres : détermination du rapport d'échange de la sapèque et du nen d'argent; détermination du rapport d'échange de la sapèque et du franc.

*Du rapport d'échange
entre la sapèque et le nen d'argent*

Il faut d'abord remarquer que toutes les monnaies indigènes d'or et d'argent prêteraient aux mêmes raisonnements que le nen d'argent. Mais il faut se souvenir que pratiquement ces monnaies n'ont joué, et ne jouent aucun rôle ni comme monnaies de compte ni comme monnaies réelles. Le problème n'a donc pu se poser qu'à propos du nen d'argent. D'ailleurs sa solution était extrêmement simple.

Dans le système indigène, aucune monnaie n'ayant le caractère de monnaie légale, le débiteur ne pouvait obliger son créancier à recevoir une autre monnaie que celle spécifiée, en remarquant cependant que pour la monnaie d'argent on comptait surtout en luong de 1 once, quoique la monnaie réelle correspondante fût le nen de 10 onces. Il y avait identité entre la monnaie de compte et la monnaie légale. La libération d'une dette calculée en luongs ne pouvait se faire en sapèques, ni inversement. Pour qu'il n'en fût pas ainsi, il fallait un commun accord

entre les parties qui fixaient alors elles-mêmes le rapport d'échange.

Il semble qu'aujourd'hui il devrait n'en plus être ainsi : certaines sapèques ayant cours légal, le débiteur pourrait les imposer en paiement dans la limite de leur pouvoir libératoire. Mais le problème ne se pose plus, par suite de la disparition presque complète des nens d'argent.

*Du rapport d'échange
entre la sapèque et le franc.*

Les arrêtés du 5 mars 1863 et du 24 janvier 1864 donnèrent cours légal en Indo-Chine aux diverses monnaies métropolitaines d'argent et de bronze. Mais ces monnaies n'eurent, nous le verrons, aucun succès, et le rôle du franc comme monnaie réelle est de ce fait négligeable. Mais le franc a joué très longtemps en Indo-Chine le rôle de monnaie de compte et c'est à ce point de vue qu'il est intéressant d'étudier les variations de son rapport d'échange avec la sapèque. Ainsi que nous le verrons en exposant la politique monétaire de la France au lendemain de la conquête, le Trésor dut accepter en paiement et par conséquent se libérer avec les espèces en cours dans la colonie. Cette nécessité fut sanctionnée notamment par une décision de l'amiral Bonard du 10 avril 1862 sur le cours forcé des pias-

tres mexicaines et par une décision de l'amiral de la Grandière du 13 juin 1863 sur l'admission des ligatures dans les caisses publiques — seule, la décision de l'amiral de la Grandière nous intéresse actuellement. Dès lors que le Trésor comptait en francs et qu'il recevait des sapèques, il devenait nécessaire de fixer un rapport entre le franc et la sapèque ; c'est ce que fit l'amiral gouverneur :

« Considérant que jusqu'à ce jour les ligatures ont été prises en charge par les comptables de deniers publics en Cochinchine au taux conventionnel de cinq ligatures par piastre, qui donne à la ligature une valeur de 1 fr. 074... que non seulement ce dernier chiffre rend la tenue des livres difficile, mais qu'il s'éloigne beaucoup plus de la vérité que le taux de 1 franc par ligature dont la simplicité est frappante, que la population annamite de Saïgon et des environs s'est d'elle-même habituée à considérer le franc comme une valeur correspondant à la ligature et qu'elle divise la ligature en fractions décimales correspondant parfaitement aussi à nos monnaies fractionnaires de 50, 10 et 5 centimes...

« Décide :

« A partir du 1^{er} juillet 1865 et jusqu'à nouvel ordre, les ligatures entreront dans les caisses publiques de la Cochinchine et en sortiront au taux conventionnel de 1 franc par ligature... »

Ainsi l'Administration solutionnait le problème en

établissant un rapport d'échange, immuable jusqu'à nouvel ordre, entre la ligature et le franc. La solution était mauvaise car pour diverses raisons dont les principales sont la rareté des sapèques et la baisse de l'argent, les sapèques subissaient de très grandes variations de change, occasionnant souvent des pertes au Trésor qui les recevait à un taux conventionnel. Aussi l'Administration cherchait-elle tous les moyens de les écouler. Elle les faisait servir, par exemple, à payer les indigènes, partiellement tout au moins. Ceci résulte de la décision suivante du Contre-Amiral Gouverneur, en date du 14 août 1868 :

« Considérant qu'il existe dans les caisses du Trésor un stock considérable de ligatures de sapèques dont l'écoulement est difficile...

« Décide :

« Les divers services qui emploient à Saïgon des ouvriers annamites sont tenus de prendre des ligatures au Trésor, dans la proportion d'un quart des sommes qui leur sont payées pour les salaires de ces ouvriers. »

De plus l'Administration se fit autoriser à négocier les sapèques :

« Attendu l'encombrement produit à certaines époques dans les magasins à sapèques, et les pertes considérables auxquelles donne lieu le transport de cette monnaie ;

« Attendu que les *grandes variations* de change

que subissent les sapèques suivant les besoins du commerce ;

« Attendu la provenance des sapèques, qui sont introduites au Trésor par les recettes du service local et donnent lieu à des pertes supportées par le budget local, de sorte qu'il est juste de laisser également à ce budget les bénéfices qui peuvent résulter de leur négociation,

« Décide :

« Le Trésor est autorisé à opérer le change des sapèques qui encombraient ses magasins en profitant des moments où le cours est au moins égal au taux légal adopté dans la colonie. »

Il faut insister un peu sur les considérants de ces diverses décisions. S'ils invoquent « les grandes variations du change que subissent les sapèques », ils s'étendent davantage encore sur d'autres inconvénients : à savoir la place considérable qu'exigeaient ces monnaies, — les difficultés de leur transport — leur fragilité. Chaque comptable était obligé d'avoir des magasins spéciaux. Il ne pouvait les empiler à une hauteur supérieure à la gueuse (la gueuse est constituée par 10 ligatures) : « Quand on la dépasse les gueuses inférieures sont écrasées sous le poids des autres, et non seulement il en résulte des pertes considérables, mais encore le comptable se trouve dans l'impossibilité de faire sa caisse, n'ayant devant lui qu'un amas informe de sapèques dont les liens

sont brisés et qu'on ne peut pas plus compter que des grains de blé en grenier. Les pertes dont il s'agit sont inévitables dans tous les cas, mais elles sont proportionnées à la hauteur à laquelle on élève les gueuses empilées les unes sur les autres. Elles résultent des ligatures brisées qu'il faut recompter ou plutôt remesurer, enfiler et emballer avec de nouveaux liens, mais aussi des sapèques qui, dans cet effondrement, ont dû être cassées en deux parties à peu près égales et ne peuvent plus être enfilées... A certaines époques, le Trésor a eu en caisse plus de 700 tonnes. Les déchets causés par l'entrée, la manipulation et la sortie de ces monnaies étaient presque aussi élevés que les traitements des comptables qui en avaient la charge (1). »

Plus le budget se développait et plus aussi les difficultés augmentaient. C'est pourquoi un arrêté du 31 décembre 1868 posa en principe que les impôts seraient payés en piastres. Enfin un décret du 15 mai 1874 stipula que les ligatures ne seraient admises dans les caisses publiques qu'en cas d'absolue nécessité et dans les conditions arrêtées par les deux ministres des Colonies et des Finances. Entre temps, le 28 décembre 1868, le taux conventionnel qui était de 1 franc avait été ramené plus près du

1. Exposé des motifs de l'arrêté inter-ministériel du 15 nov. 1874.

cours commercial, à 0 fr. 90. Mais ce n'était là qu'un palliatif. Le problème du change sapèque-franc n'était pas susceptible d'une solution : il ne pouvait qu'être supprimé. Et c'est ce qui arriva du jour où le Trésor n'admit plus les ligatures.

Depuis le problème ne s'est plus posé. Le franc n'est pas, en effet, employé comme monnaie de compte dans les transactions intérieures, les seules pour lesquelles la sapèque joue le rôle de monnaie. Le problème précédent a donc intéressé surtout le Trésor et ce n'est qu'au point de vue historique qu'il méritait d'être étudié.

*Du rapport d'échange entre la
sapèque et la piastre*

Les difficultés auxquelles donne lieu l'existence simultanée de la piastre et de la sapèque comme monnaie de notre colonie sont plus intéressantes : par ce qu'elles sont contemporaines et forment ce que l'on appelle aujourd'hui la crise de la sapèque, et par ce qu'elles atteignent la population indigène dans ses transactions quotidiennes. Pour en comprendre la gravité il faut savoir ce que sont ces deux monnaies pour les indigènes. Nous avons déjà indiqué que la sapèque est la seule qui, par sa valeur infime, convient à une population dont les ressources sont très limitées. Au contraire, pour les indigè-

nes, la piastre en argent n'est pas une monnaie. C'est un lingot qu'ils vendent à un changeur contre un nombre variable de ligatures. Mais ce lingot arrive nécessairement entre leurs mains puisque la piastre étant monnaie légale, ils sont forcés d'en recevoir s'il plaît à leur débiteur de leur en donner. Par conséquent toutes les fluctuations dans les valeurs respectives des deux monnaies sont préjudiciables aux indigènes par l'aléa qu'elles introduisent dans leurs transactions quotidiennes.

Les causes générales de ces fluctuations sont les variations soit des quantités des deux monnaies, soit des valeurs de l'argent et du zinc. Celles qui ont joué le plus fortement pendant la période contemporaine sont la raréfaction des sapèques et la baisse de l'argent. La raréfaction des sapèques a produit, par une hausse considérable de la sapèque par rapport à la piastre, un énorme renchérissement des prix pour ceux qui payaient en sapèques. Quelques chiffres en donneront une idée. En 1883, à Hanoï, pour une piastre on obtenait 8 ligatures ; en 1898 l'on en n'obtenait plus que 6. Il est vrai que cette différence considérable tient en partie à la baisse de l'argent, mais pour partie aussi elle tient à la rareté des sapèques. Baisse de la piastre, raréfaction de la sapèque sont deux facteurs qui concourent au même but à savoir l'augmentation du coût de la vie des indigènes.

Pendant un temps, l'Administration s'était en quelque sorte réjouie de la raréfaction des sapèques, son but étant d'arriver à la suppression de cette monnaie par voie d'extinction et à son remplacement par le système divisionnaire de la métropole. C'est ainsi que dès le 3 mars 1863, le vice-amiral Bonard mettait à la disposition du commerce des pièces de 2 francs, de 1 franc, de 0 fr. 50, de 0 fr. 10... Le 24 janvier 1864, l'amiral de la Grandière décidait « que à compter de ce jour et jusqu'à nouvel ordre dans toutes les localités quelconques de la colonie, la pièce de 5 francs sera donnée pour 90 centièmes de piastres, *le franc pour une ligature*, la pièce de 0 fr. 10 pour un taillant de 60 sapèques, la pièce de 0 fr. 05 pour 30 sapèques... ». Ces tentatives n'aboutirent pas, comme le montre l'arrêté suivant du 23 décembre 1879 : « Considérant que le Trésor ne possède plus de monnaies divisionnaires françaises et que les transactions risqueraient d'être entravées ou interrompues, s'il n'était porté remède à cette situation,

« Le Gouverneur de l'Indo-Chine arrête : Les nouvelles monnaies divisionnaires de la piastre et les monnaies de billon qui ont été frappées pour le service spécial de la Cochinchine seront émises par le Trésor, à compter du premier janvier 1889 dans les mêmes conditions que les piastres déjà introduites

par ses émissions antérieures. Les monnaies divisionnaires d'argent sont :

- 1° La pièce de 50 cents ;
- 2° La pièce 20 cents ;
- 3° La pièce de 10 cents.

Les monnaies de billon sont :

- 1° Le cent ou le centième de la piastre ;
- 2° La sapèque ou $1/500$ de piastre... »

Ce n'était point une politique pratique que celle qui tendait à supprimer les sapèques par voie d'extinction et à les remplacer par le système divisionnaire métropolitain. Quelques observations fort simples vont le montrer. Le moyen de songer à substituer aux sapèques les monnaies divisionnaires françaises, quand on réfléchit qu'il n'est même pas possible aujourd'hui en Indo-Chine de remplacer la sapèque de zinc par la sapèque de cuivre, qui serait pourtant préférable pour la solidité. Mais la disparition naturelle depuis 1812 des dongs de cuivre démontre l'échec certain d'une telle tentative. Les personnes compétentes qui ont vécu en Indo-Chine estiment que ce serait une solution funeste que de substituer des sapèques de cuivre aux sapèques de zinc. C'est que la sapèque de zinc vaut six fois moins que la sapèque de cuivre et qu'elle suffit aux transactions habituelles des indigènes, tant celles-ci sont minimales. Si le remplacement de la sapèque de zinc par celle de cuivre devait avoir pour conséquence le

renchérissement de la vie, que serait-ce de son remplacement par les pièces divisionnaires françaises ?

Quant aux pièces divisionnaires créées par les décisions du 24 décembre 1878, du 7 avril et du 2 août 1879 et mises en circulation par l'arrêté du 23 décembre 1879 elles ne pouvaient jouer le rôle de la sapèque par suite de leur valeur trop considérable. Seul le 1/500 de piastre en bronze avait une valeur assez faible. Mais outre qu'il était frappé pour la Cochinchine seulement, les quantités émises furent faibles, probablement à cause du prix de revient de cette monnaie. Nous avons déjà indiqué les quantités frappées par la Monnaie de Paris de 1879 à 1904 : elles sont notoirement insuffisantes. L'utilité de la sapèque de zinc restait donc sans conteste ; sans doute elle est fragile et encombrante : elle a de considérables défauts — mais elle a une qualité qui prime tout : — celle d'être appropriée aux besoins des indigènes. Il fallait donc la conserver et la multiplier.

Dès 1896, les notables de la colonie signalaient à l'Administration les doléances des indigènes, lesquels se plaignaient de la raréfaction des sapèques ; depuis la situation n'avait fait qu'empirer ; les chambres de commerce s'en étaient émues. Enfin une commission fut nommée par arrêté du 26 décembre 1902 à l'effet de chercher un remède à la crise de la sapèque, crise qui causait peut-être plus de troubles à

l'intérieur de l'Indo-Chine que n'en causait à l'extérieur la baisse de la piastre. Mais ses propositions ne furent pas acceptées par le ministère des Finances. Cependant la question ne fut pas pour cela enterrée : une deuxième commission fut, en effet, nommée par arrêté du 14 novembre 1903. Elle était composée de M. Baille, inspecteur des services civils, président ; Henri Brenier, sous-directeur du Commerce et de l'Agriculture ; Desbos, ingénieur des Travaux Publics ; Ducamp, membre de la Chambre de commerce de Hanoï, Barbeyron, Lacombe et Miché de la Baume.

Voici le résumé du rapport que déposa M. Henri Brenier. Il déclare d'abord qu'il faut écarter la sapèque indigène actuelle, parce qu'elle est trop fragile, et surtout parce qu'elle coûterait trop cher à frapper. Rappelons qu'il y a 3.600 sapèques par piastre et que ces sapèques pèsent 2 grammes. Il faudrait donc 7 kg. 200 de zinc par piastre. Achetées à la Monnaie de Paris ces 3.600 sapèques reviendraient à 11 fr. 448. Fabriquées dans le pays, elles seraient revenues à 4 fr. 104 en 1903, le cours moyen du zinc ayant été de 57 fr. les 100 kilos, et à 4 fr. 824 en décembre 1904, le cours du zinc étant alors de 67 francs les 100 kilos.

Dans les deux cas, la perte eût été énorme pour le Trésor. Il était donc nécessaire de dissocier la nouvelle de l'ancienne sapèque et de la ligature et de la rattacher à la piastre. Pourquoi, dès lors, se

demande M. Brenier, ne pas adopter tout simplement le 1/500 de piastre en bronze du poids de 2 grammes qui a déjà été frappé pour la Cochinchine ? Parce qu'il coûterait trop cher ; selon M. Brenier, aux prix indiqués dans la note du directeur de la Monnaie en date du 9 juin 1903, 500 de ces sapèques de bronze reviendraient, à Marseille, à 4 fr. 78. Dans cette combinaison, comme dans la précédente, la perte serait trop forte pour le Trésor. La nécessité s'imposait de choisir un métal moins dispendieux. Or, la colonie a cette chance que les habitudes monétaires des indigènes admettent le zinc, c'est-à-dire le meilleur marché des métaux susceptibles de frappe monétaire. Qu'on fasse donc des coupures de la piastre en zinc, mais lesquelles ? Des coupures de 1/1000 ? non, ce serait trop coûteux : de telles coupures reviendraient à 3 fr. 18 par piastre, si elles étaient du poids de 2 grammes, mais ce poids est trop faible ; il faudrait le porter à 2 gr. 5 : soit une perte de 70,80/o, la piastre budgétaire ne valant alors que 2 francs. Des coupures de 1/500 ? Ce serait possible. Mieux vaudrait cependant adopter des coupures de 1/600, c'est la plus faible unité courante de prix, celui d'une chique de bétel. Et puis il y aurait toujours 600 sapèques à la ligature, ce qui aurait l'avantage de ne point choquer les habitudes des indigènes. Toutefois comme la sapèque nouvelle n'aurait aucun rapport légal avec l'an-

cienne, il serait nécessaire de la différencier nettement par le poids, le diamètre et la forme, s'il était possible. Elle devrait avoir force libératoire, soit à l'égard des particuliers, soit à l'égard de l'Etat, si l'on ne veut pas qu'elle se confonde avec l'ancienne et si l'on veut, au contraire, qu'elle se substitue à elle et qu'elle devienne la véritable monnaie divisionnaire de la colonie.

Sans doute l'adoption d'une monnaie de ce genre ne va pas sans de graves inconvénients, par suite de son poids et de la complication qu'elle entraîne dans les écritures des comptables ; mais elle est absolument nécessaire dans un pays où les transactions sont très nombreuses, mais aussi très minimes. A quelle limite conviendrait-il de fixer sa valeur libératoire ? La pratique l'indiquera, écrit M. Brenier. Il semble qu'il n'y ait pas lieu de la fixer entre particuliers, ni entre particuliers et l'Etat débiteur ; vis-à-vis de l'Etat créancier, la limitation pourrait se faire très bas, 1 o/o, par exemple, pour certains impôts, tels que l'impôt foncier annamite. Quelle que soit la valeur légale attribuée à cette sapèque, il faudra lui donner le plus de publicité possible. Quant à la quantité des pièces à frapper, la commission ne croit pas pouvoir formuler une opinion précise. Il semble toutefois, si l'on tient compte d'une part de la circulation des pays voisins, notamment du Japon, et de

l'autre de la disette de monnaies divisionnaires en Indo-Chine, qu'une première émission d'au moins 100.000 piastres serait nécessaire.

A la suite de ce rapport, à la majorité de cinq voix contre une, la commission recommanda la frappe par la Monnaie de Paris, d'une pièce de $\frac{1}{600}$ de piastre en zinc pur, du poids de 2 gr. 5, d'un diamètre plus grand que celui de la sapèque tonkinoise actuelle, s'en différenciant si possible aussi par la forme, munie comme celle-ci d'un trou central, portant une inscription indiquant bien nettement la fraction de piastre qu'elle représente et ayant enfin force libératoire jusqu'à une concurrence à déterminer.

Quelques-unes de ces propositions furent l'objet de certaines observations locales. Une lettre d'un planteur au Gouverneur Général, M. Beau, les indique d'une façon particulièrement précise. Ce planteur s'élevait surtout contre la frappe par la Monnaie de Paris. Le Gouverneur lui répondit que la commande à la Monnaie de Paris était justifiée parce que : 1° la frappe coûterait moins au budget de la colonie ; 2° l'on éviterait ainsi de se mettre à la merci d'un particulier qui pouvait avoir trop le désir de forcer sa fabrication ; 3° l'urgence était telle que l'on ne pouvait pas songer à acheter le zinc au Tonkin, lequel d'ailleurs, rendu à Hanoï, coûterait toujours 50 fr. les 100 kilos. D'ailleurs le système

de la fabrication locale n'avait jusque-là donné que des résultats déplorables.

Les propositions de la commission furent sanctionnées par le décret suivant :

Décret fixant la composition d'une pièce de 1/600 de piastre destinée au Protectorat du Tonkin.

« Le Président de la République Française,

« Vu.....

« Décrète :

« Article premier. — Il sera frappé pour ce Protectorat du Tonkin une pièce de 1/600 de piastre. La composition, le minimum de pureté du métal, le poids, la tolérance de poids et le diamètre sont fixés ainsi qu'il suit :

Dénomination	Diamètre	Composition	Minimum de pureté	Poids	
				Droit	Tolérance au-des- sus et au-dessous
1/600 de piastre	25 milli- mètres	Zinc pur	0,980	2 gr. 5	50 millièmes

« Fait à Paris, le 29 décembre 1904. »

« E. LOUBET »

En résumé, la valeur de chacune de ces nouvelles sapèques tonkinoises est de 1/600 de piastre. Elles sont en zinc pur ; leur poids est de 2 gr. 5 ; leur prix de revient ne dépasse que de un sixième leur valeur intrinsèque. Elles ont un trou central permettant de les enfiler. Pour les distinguer des anciennes elles sont hexagonales, au lieu d'être rondes. Elles ont

valeur libératoire obligatoire jusqu'à une piastre. On peut se les procurer par sac de trois piastres. On en mettra en circulation pour 200.000 piastres. Pendant les six premiers mois de 1905, la Monnaie de Paris a frappé 774.218 sapèques formant une valeur nominale de 71.290 piastres, 362. Certains périodiques locaux constatent une certaine méfiance de la part des indigènes. Elle ne peut être que passagère et disparaîtra devant la certitude que la nouvelle pièce est acceptée en paiement par les particuliers et par les caisses publiques. Il semble que le marché monétaire sera favorablement influencé par la frappe de cette nouvelle monnaie et que la ligature remontera vers son cours normal de change, lequel de 5 à 6 $\frac{1}{4}$ à la piastre était tombé à 3 $\frac{1}{2}$. Le problème de la sapèque est donc en voie de se résoudre. On peut désirer encore l'extension à la colonie entière de la solution dont le Tonkin est seul jusqu'ici à bénéficier. On pourrait ainsi unifier la monnaie divisionnaire, en arrêtant la frappe des pièces devenues inutiles, et en augmentant au contraire l'émission de la nouvelle sapèque.

Nous avons assez longuement insisté sur la crise de la sapèque. C'est qu'elle a peut-être eu plus de retentissement sur la vie économique de notre colonie que la crise même de la piastre. On ne s'en doute guère quand on lit les ouvrages écrits sur l'Indo-Chine par des auteurs de la métropole. On en

est, au contraire, très frappé quand on parcourt les périodiques locaux. Comme le disait avec une grande justesse M. Henri Brenier dans son rapport : « On parle de la stabilisation de la piastre ; que l'on commence donc par stabiliser la sapèque, et puisque la chose est impossible sans une perte de 153 o/o pour l'Etat, que l'on cesse de s'occuper de la sapèque indigène et que l'on s'attache seulement à trouver un instrument d'échange dans un rapport stable avec la piastre, dût-il représenter une fraction légale aussi petite que possible, correspondant à la valeur minimale des transactions indigènes journalières. » Il a été fait selon les vœux de M. Brenier. La première partie du programme qu'il traçait est accomplie : reste la seconde, la stabilisation de la piastre.

BIBLIOGRAPHIE

Administration des Monnaies et Médailles : Rapport au Ministre des Finances, 1902.

Alglave. — Questions monétaires contemporaines. Paris, 1906.

Bulletin du Comité de l'Asie Française, passim.

Bulletin Economique de l'Indo-Chine, passim.

Troisième Partie

LE PROBLÈME DE LA PIASTRE

CHAPITRE PREMIER

Le Problème de la Piastre

Son aspect dans les transactions intérieures et dans les transactions extérieures de notre colonie

Les questions dont nous abordons maintenant l'étude ont été longtemps considérées comme les seules importantes qui se posent au sujet de la situation monétaire de notre colonie. Beaucoup d'auteurs en sont encore exclusivement préoccupés, et pour tous elles restent les principales. La raison en est peut-être que les difficultés causées par l'emploi de la piastre atteignent surtout ceux qui peuvent le plus facilement se plaindre et demander des réformes : le trésor métropolitain, les commerçants de France et d'Indo-Chine, les fonctionnaires. D'ailleurs la complexité de ces difficultés, leur développement, leur durée, légitiment en partie l'opinion précédente.

Le problème monétaire de la piastre, c'est le problème de la détermination des rapports d'échange de la piastre avec les autres monnaies locales réelles ou de compte, et avec les monnaies étalons des pays, qui commercent avec l'Indo-Chine. Il apparaît donc comme plus complexe que celui de la sapèque puisqu'il faut l'étudier non seulement au point de vue des transactions intérieures de notre Colonie, mais encore au point de vue de ses transactions extérieures.

Mais il est d'abord nécessaire de préciser ce que nous entendons par le mot piastre. Il n'y a pas, nous l'avons vu, en Indo-Chine, une seule piastre ; il y en a eu un très grand nombre, et plusieurs jouent un rôle important dans la circulation : piastres mexicaines, british dollars, piastres françaises. Nous ne les distinguerons pas et nous entendrons par piastre les monnaies d'argent de provenance étrangère quelle que soit leur frappe. Ces pièces de poids et de titres très peu différents, le plus souvent identiques, ayant par conséquent la même valeur, ont en effet toujours présenté les mêmes rapports d'échange avec les autres monnaies. Il faut seulement remarquer que selon les époques le terme piastre ne désignera pas les mêmes pièces, puisque depuis la conquête la circulation monétaire a beaucoup évolué. Ainsi, en envisageant le rôle de la piastre dans les transactions intérieures de notre colonie, nous ver-

rons que les difficultés proviennent surtout de ce que la piastre est une monnaie légale : nous n'aurons donc en vue pour une époque donnée que les monnaies étrangères d'argent qui ont eu alors le caractère de monnaies légales et que nous avons déjà indiquées. Par exemple, depuis le 1^{er} janvier 1905, les seules pièces qui remplissent ces conditions sont les piastres françaises.

Nous désignerons donc par le même terme des monnaies diverses, variant avec les époques, mais présentant des différences de valeur fort petites ou nulles. Cela suffit pour qu'il n'y ait pas lieu de les distinguer par la suite en étudiant leur rapport d'échange avec une monnaie de valeur très différente comme le sapèque ou le franc. Pour s'en convaincre il suffit de dresser le tableau du poids de métal fin contenu dans ces pièces, en les calculant d'après les données du tableau de la page 47. Nous trouvons :

Monnaies	Poids d'argent fin	Année d'apparition
Piastre espagnole aux 2 globes.....	24,4456	
Piastre espagnole aux 2 globes.....	24,3647	
Piastre espagnole aux 2 torchères....	24,1758	
Piastre espagnole aux 2 colonnes....	24,1758	
Rixdale.....	24,1923	
Units Américain.....	24,4935	
Piastre mexicaine au bonnet type an- cien.....	24,4387	

Pièce de 5 francs française	22,5000	1863
Hong-Kong dollar	24,2604	1867
Yen japonais	24,2604	1871
Piastre mexicaine à balance	24,4387	1872
Trade dollar américain	24,4935	1874
Piastre de commerce ancien type	24,4935	1885
British dollar	24,2604	1895
Piastre de commerce type nouveau...	24,3000	1895
Piastre de commerce au bonnet type nouveau	24,4387	1898

Dans ce tableau une seule pièce présente une différence notable avec les autres. C'est la pièce de 5 francs française. Mais elle est tout à fait à part dans notre esprit et nous reviendrons souvent sur les difficultés auxquelles elle a donné lieu. Pour les autres, bien que leurs valeurs soient très voisines, nous devons nous demander si celles qui circulaient à une même époque n'étaient cependant pas assez différentes comme valeur, pour donner lieu à un phénomène économique, par exemple à la fuite de la monnaie plus faible conformément à la loi Gresham.

Un exemple de ce phénomène se trouve certainement dans la fuite des trade dollars américains. Ces pièces furent frappées aux Etats-Unis de 1873 à 1878 et on évalue à 35.959.360 le nombre de ces pièces qui avait pénétré en Indo-Chine durant cette période

Dès l'année 1879 elles avaient complètement disparu de la circulation monétaire de notre colonie. Le trade dollar qui contenait 24 gr. 4935 d'argent fin fut chassé par les monnaies plus faibles qui circulaient alors : le dollar de Hông-Kong et le yen japonais qui contenaient 24 gr. 2604 de fin, et la piastre mexicaine qui en contenait 24 gr. 4387.

A peu près à la même époque, en 1877-1878, la pièce de 5 francs française eut le même sort. Cela peut d'abord paraître contradictoire, puisque c'est justement la plus faible des monnaies qu'ait connues notre colonie. Du poids de 25 grammes, au titre de 0,900, elle contient seulement 22 gr. 5 de fin, et aurait dû pour cela chasser les monnaies plus fortes. Mais quelle que fût sa valeur en Indo-Chine, l'écu français valait 5 francs en France. Pour cette raison, les négociants indo-chinois qui avaient des remises de fonds à faire en France pour régler leurs achats, le payaient 4 fr. 85, et l'exportaient. Ils y trouvaient leur compte, car le prix de transport de Saïgon à Paris ne dépassait pas 3 o/o de la valeur nominale, soit 0 fr. 15 par écu. Le cours commercial de la piastre était alors 4 fr. 75, soit de 0 fr. 10 inférieur à celui de l'écu. Au contraire, le Trésor, conformément à l'arrêté du 2 novembre 1876, recevait les piastres au taux de 5 fr. 35. La conséquence était facile à prévoir. Tous les versements faits au Trésor l'étaient en piastres et donnaient lieu à un gain

de 0 fr. 60 par pièce. Au contraire, on n'acceptait en paiement que des écus : la perte de 0 fr. 15 par pièce éprouvée en les revendant aux exportateurs était inférieure de 0 fr. 45 à celle qui aurait occasionné un paiement de piastres.

Enfin une fuite analogue se produisit après la conquête sur toutes les pièces qui circulaient dans notre colonie. Nous avons déjà indiqué que les compradors chinois avaient l'habitude de frapper sur les monnaies un coin particulier. C'était une précaution contre la fausse monnaie, car n'acceptant que les pièces marquées au coin de leur maison, ils reconnaissaient les monnaies de bon aloi sans recourir à un nouvel essai. Lors de la conquête cette exigence devint fort gênante pour le Trésor. Le commandant en chef, contre-amiral Bonard, par la décision du 10 avril 1862, donna cours forcé, dans toute l'étendue de la Cochinchine soumise à l'autorité de la France, aux piastres mexicaines de bon aloi marquées ou non marquées. Mais les marques dont les « *chopped dollars* » étaient surchargés leur faisaient perdre une partie de leur poids, de sorte qu'ils étaient une monnaie faible par rapport aux piastres intactes aux « *clean dollars* ». La décision du 10 avril 1862 en leur donnant la même valeur devait entraîner la fuite de la monnaie droite conformément à la loi Gresham : « Des spéculateurs se mirent à exporter les *clean dollars* ; ils les échangeaient à Hong-

« Kong contre un plus grand nombre de chopped
« dollars, et rapportaient ceux-ci à Saïgon où ils les
« écoulaient au pair, réalisant de la sorte un gain
« grâce à la différence de valeur des deux mon-
« naies (1). » De là une dépréciation de la circula-
tion monétaire et comme conséquence une hausse
du change préjudiciable au commerce. Cet inconvé-
nient devint très vite manifeste et dès le 14 août
1862 le commandant en chef arrêta que les chopped
dollars n'auraient cours forcé que s'ils représentaient
un poids égal aux clean dollars. La situation ne
faisait qu'empirer, nouvel arrêté du 23 juin 1863,
publié en français et en chinois en Cochinchine, à
Hong-Kong et à Canton, prohiba l'importation des
piastres marquées à partir du 15 juillet 1863. Une
amende de 15 o/o sur les sommes saisies frappait les
expéditeurs ou à défaut les destinataires en cas d'in-
fraction. Une surveillance rigoureuse était établie
pour les navires venant en Chine et de Singapour
avec une amende pour le cas où on tentait de dis-
simuler le contenu d'un colis. Les pièces qui étaient
en circulation conservaient leur cours légal jusqu'au
jour où le gouvernement pourrait en opérer le
retrait. M. Arnauné remarque avec raison que la
suppression de la qualité de monnaie légale eût été
le seul remède efficace, et que s'il ne fut pas fait alors

1. Arnauné, p. 302.

c'est parce que le Trésor encombré de chopped dollars eût éprouvé de ce fait une perte trop considérable ; il pense, en outre, que le retrait prévu par l'arrêté précédent ne fut jamais fait. Cependant un arrêté subséquent, du 23 octobre 1863, pris par le Contre-Amiral Gouverneur de la Grandière, commandant en chef, indique que les chopped dollars « seront reçus et changés au Trésor, à Saïgon » jusqu'au 10 novembre de la même année. A partir de cette date les piastres marquées perdaient leur caractère de monnaie légale.

Nous revenons maintenant à l'étude du problème monétaire de la piastre.

Transactions intérieures

Nous avons déjà étudié la circulation monétaire de notre colonie, les caractères de ses éléments, leur évolution chronologique, leur tendance actuelle à se maintenir ou à disparaître. La piastre monnaie réelle de compte et légale s'y est toujours trouvée et s'y trouve encore en présence d'un nombre assez grand de monnaies réelles et de monnaies de compte. Les principales sont, nous l'avons établi, le nen d'argent et les sapèques qui sont des monnaies de compte et des monnaies réelles, et le franc qui n'a plus aujourd'hui que le caractère de monnaie de compte.

Le caractère de monnaie légale pour la piastre ne soulève aucune difficulté dans les transactions lorsqu'elle y est indiquée comme monnaie de compte. Le créancier reçoit des piastres en paiement ; il avait stipulé des piastres, le paiement ne peut donner lieu à aucune objection. Il n'en est plus ainsi lorsque la monnaie de compte n'est pas la piastre. Le créancier qui a stipulé un paiement en nens, en sapèques, ou en francs, doit recevoir des piastres, monnaie légale, s'il plaît à son débiteur de se libérer ainsi. Mais quel nombre de piastres pourra-t-il exiger ? Quels seront en un mot les rapports d'échange de la piastre et des autres monnaies de compte de la Colonie ? C'est ce problème, qu'on pourrait appeler le problème du cours légal de la piastre, que nous voulons maintenant étudier.

Ce problème donne lieu à des solutions très différentes, selon qu'il se pose entre les particuliers seulement ou entre les particuliers et le trésor indigène.

Transactions entre particuliers.

La règle dans les transactions entre particuliers est que le rapport entre la piastre et la monnaie de compte est fixé par le cours commercial des deux monnaies. Nous avons dans la seconde partie de ce travail étudié complètement la question dans le cas

où la monnaie stipulée est la sapèque : nous n'y reviendrons pas. Contentons-nous de rappeler que les deux principaux facteurs de la variation de ce rapport sont la rareté des sapèques et la valeur du métal argent.

Il semble que la même règle doive s'appliquer lorsque la créance est stipulée en nens. En effet le rapport d'échange entre le nen et la sapèque est, nous l'avons vu, fixé par le cours commercial, ainsi que le rapport entre la piastre et la sapèque. Il en serait donc de même du rapport entre la piastre et le nen que l'on déduirait mathématiquement des deux précédents, et il est infiniment probable, par analogie, que c'est celui que l'on emploie en pratique, bien qu'aucun renseignement précis ne permette de l'affirmer. Du reste le problème est sous ce second aspect infiniment rare. Le nen disparaît de plus en plus de la circulation monétaire. Nous avons déjà dit qu'il ne s'échange presque plus contre des sapèques, ce qui ne nécessite pourtant qu'une transaction entre indigènes. A plus forte raison a-t-il disparu des centres et des transactions avec les Européens.

Enfin la règle est certaine dans le cas où la monnaie de compte est le franc, cas beaucoup moins fréquent que le premier entre particuliers à l'époque actuelle. Sans doute, même autrefois, car si le franc a eu cours légal en Indo-Chine, il n'a jamais pu s'y acclimater. Son importance comme monnaie réelle, d'abord

faible, devint rapidement nulle ; son importance comme monnaie de compte subit des variations analogues. Et si, au début, les colons, heureux de retrouver les monnaies métropolitaines, stipulèrent en francs, il est certain que cette monnaie devint étrangère aux conventions aussi rapidement qu'elle disparaissait de la circulation.

Quoi qu'il en soit la règle précédente pourrait déjà se déduire par un argument *a contrario* des divers arrêtés qui établissent un taux fixe pour la piastre, car ils l'établissent seulement dans les rapports des particuliers et du Trésor. C'est le cas de la décision du 19 septembre 1864 pour le Clean dollar, de l'arrêté du 15 mars 1872 pour la piastre mexicaine nouveau modèle, de l'arrêté du 30 juin 1874 pour le Trade dollar. Par exemple l'arrêté du 15 mars 1872 porte que : ... Vu la décision, « en date du 19 septembre 1864, qui a fixé le taux de la piastre au Trésor à 5 fr. 55 ;... la piastre mexicaine du nouveau type... sera reçue *dans les versements à faire aux caisses publiques, et employée dans les paiements du Trésor*... au taux de 5 fr. 55. » Mais en outre cette règle est expressément énoncée dans l'arrêté du 2 novembre 1876 qui attribue « aux piastres ayant cours forcé en Cochinchine, la valeur de 5 fr. 35 dans les opérations d'encaissements et de paiements du Trésor ». L'article 2 de cet arrêté porte en effet : « Ce taux de 5 fr. 35 concerne exclusivement

les opérations du trésor, *les transactions particulières demeurent soumises au taux variable résultant du cours du change ou des conventions des parties* ». Cet arrêté doit être étendu aux piastres françaises mises en circulation par l'arrêté du 22 décembre 1879, car l'arrêté du 22 décembre 1885 indique qu'elles « auront cours forcé... pour la même valeur que la piastre américaine et le trade dollar américain. »

Ainsi dans les transactions entre particuliers le taux de la piastre est fixé par son cours commercial. Comme la piastre est une monnaie d'argent et que la valeur de ce métal subit des variations brusques et considérables, il en résulte des perturbations dans la valeur de la piastre et une incertitude constante dans les transactions, en particulier dans les transactions à terme. Une hausse rapide de l'argent fera éprouver au créancier qui a stipulé en francs ou en sapèques, et qui est payé en piastres, une perte considérable, si elle est suivie d'une baisse de ce métal. Inversement une diminution de la valeur de la piastre obligera un débiteur à donner une quantité de cette monnaie supérieure à ses prévisions. Nous avons déjà vu que les variations de valeur de la sapèque par rapport à la piastre causées par les variations des quantités de ces deux monnaies et en particulier par la pénurie des sapèques, sont rendues plus graves par les oscillations de la valeur de l'argent. Ce dernier fac-

teur influe plus fortement ou au moins plus exclusivement dans le cas de la piastre et du franc dont la valeur garantie par l'or français est infiniment plus stable sur celle de la sapèque.

M. Alglave, dans ses *Questions monétaires contemporaines*, a donné des indications précieuses encore que fragmentaires, sur les variations commerciales de la valeur en francs de la piastre.

Nous les reproduisons ci-dessous à titre documentaire :

1884	1 ^{er} janvier	4,75	1 ^{er} mars	4,65	1 ^{er} juillet	4,60
1885	—	4,55	—	4,30		
1886	—	4,20	1 ^{er} juin	4,10		
1887	1 ^{er} juillet	3,90	1 ^{er} septemb.	3,95		
1888	1 ^{er} avril	3,85	1 ^{er} octobre	3,95		
1889	1 ^{er} avril	3,85	11 avril	3,80		
1890	1 ^{er} janvier	4	1 ^{er} septemb.	4,70		
1891	1 ^{er} janvier	4,25	21 janvier	4		
1892	1 ^{er} mai	3,60	1 ^{er} novemb.	3,55		
1893	1 ^{er} janvier	3,45	1 ^{er} mai	3		
1894	1 ^{er} janvier	3,20	1 ^{er} mars	2,95		
1895	1 ^{er} janvier	2,75	26 février	2,60		
1896	1 ^{er} janvier	2,75	1 ^{er} avril	2,45		
1897	1 ^{er} janvier	2,65	19 mars	2,60	8 avril	2,55
	14 mai	2,50	1 ^{er} août	2,45	5 décemb.	2,50
1898	1 ^{er} janvier	2,50	30 janvier	2,45	15 février	2,40
	1 ^{er} avril	2,35	24 avril	2,40	12 juin	2,45
	26 décembre	2,50				
1899	1 ^{er} janvier	2,50	4 mai	2,55		
1900	1 ^{er} janvier	2,50	31 janvier	2,55		
	28 mars	2,50				

Ainsi la nécessité de recevoir des piastres en paiement, alors qu'on a stipulé des sapèques ou des francs, introduit de grandes perturbations dans les transactions intérieures à cause des variations con-

sidérables dans les valeurs respectives de ces monnaies. Mais on peut, en outre, se demander si la baisse de la piastre n'a pas eu à l'intérieur du pays un autre inconvénient indépendant de sa fonction de monnaie légale, tenant à ce qu'elle est la monnaie principale, la monnaie étalon de l'Indo-Chine. Cette baisse dans la valeur de la monnaie n'a-t-elle pas été accompagnée d'une hausse des prix ? La question est générale, et a été fort souvent discutée. Beaucoup d'économistes ont soutenu que la dépréciation de l'argent n'avait nullement diminué la puissance d'achat de ce métal dans les pays où il servait d'étalon. La controverse a été très vive, en particulier pour l'Inde dont la situation monétaire présente de très grandes analogies avec celle de notre colonie. Il est utile d'en dire quelques mots. Les monnaies principales de l'Inde étaient, avant la réforme monétaire, des monnaies d'argent qui jouaient le rôle de monnaie étalon et des monnaies de cuivre. Diverses enquêtes officielles établissaient que de 1870 à 1887 le niveau général des prix ne s'était pas élevé, qu'il paraissait au contraire avoir baissé. Mais en 1894 M. Ch. Juglar, dans *L'Economiste Français* du 14 avril, démontrait que les prix du blé, du jute et de l'indigo avaient subi une augmentation depuis 1873. Beaucoup d'autres chiffres furent mis en avant par divers auteurs. M. Fred-J. Atkinson, dans une étude *Silver prices in India*, publiée, en mars 1897, par

le *Journal of the Royal Statistical Society*, a démontré que depuis 1871 l'ensemble des prix avait subi de grandes fluctuations. Les prix de 100 marchandises différentes ont été relevés dans toutes les provinces de l'Inde ; les prix moyens ainsi obtenus ont été affectés d'un coefficient calculé d'après la production et le commerce de chaque marchandise ; enfin les moyennes faites pour chaque année ont fourni une série d'*index numbers*, le nombre 100 étant attribué à l'année 1871. Voici les nombres les plus caractéristiques de cette série (1) :

1871	100	1882	105
1874	116	1883	106
1875	103	1892	141
1878	148	1892	138
1879	135	1895	128

En distinguant entre les diverses marchandises, M. Atkinson a démontré que les objets d'alimentation ont subi la hausse la plus grande.

1871	100	1892	161
1878	181	1893	153
1879	160	1894	141
1880 à 1890	109 à 136	1895	132

La hausse est moindre sur les matières premières ; et une baisse se manifeste en 1875, 1876 et 1885.

1. Arnauné. *La Monnaie, le Crédit et le Change*, p. 43.

Les produits manufacturés présentent le plus fréquemment des baisses souvent importantes et très rarement accusent une hausse. Cela tient au développement des moyens de production et de transport. Mais dans l'ensemble la dépréciation du métal blanc a amené une hausse des prix.

Le mémoire de M. Fred-J. Atkinson indique qu'il en a été de même pour la Chine. M. Paul Leroy-Beaulieu constate dans un article paru dans le journal des *Débats* du 14 avril 1897, que de 1873 à 1894 une hausse de 60 o/o s'est produite au Japon sur l'ensemble des principales marchandises.

La question a été souvent discutée pour l'Indo-Chine. L'opinion la plus répandue actuellement est qu'il y a eu une hausse générale des prix. Tous les périodiques locaux en particulier sont unanimes à constater cette évolution.

Dans le *Bulletin Economique de l'Indo-Chine* de 1895, nous trouvons des indications caractéristiques en ce qui concerne le riz (la principale denrée de la Colonie, comme l'on sait). Si l'on représente par 100 la valeur du riz dans la période qui va de 1885 à 1895, on voit que cette marchandise a successivement coté les prix suivants :

1885	131
1886	148
1887	107
1888	115

1889	117
1890	107
1891	148
1892	123
1893	115
1894	148
1895	204

Il ressort de ce tableau que les fluctuations dans la valeur du riz ont été considérables, et qu'en fin de compte elles se sont produites dans le sens d'une forte hausse. Mais il est impossible de dire avec précision quelle est la part qu'il faut attribuer dans cette hausse à la dépréciation de l'argent. C'est qu'en effet l'influence de la monnaie sur les prix n'est pas exclusive : partant elle n'est pas exactement mesurable. Pour le riz, par exemple, ce qui détermine surtout le prix c'est évidemment la récolte. Est-elle très abondante ? Les prix sont bas. Est-elle déficitaire ? Les prix sont élevés. Mais si le retentissement de la baisse de l'argent sur les prix ne peut pas être chiffré, il ne paraît pas niable. Dans son ouvrage sur l'Indo-Chine, paru en 1901, le capitaine Bernard observe que « toutes les denrées nécessaires à l'existence ont augmenté de prix », et l'une des raisons en est, selon lui, la baisse de l'argent. Dans les Périodiques du pays, l'on trouve sans cesse cette affirmation que les prix ont haussé avec la baisse de l'ar-

gent. Mais il faut tenir compte de ce fait que l'Indo-Chine traverse une période de croissance, que dès lors, il faut des capitaux nombreux et une main-d'œuvre abondante : d'où pour partie la cherté des denrées, des loyers, des salaires. En résumé, la valeur des choses dépend de causes trop complexes pour qu'il soit possible de dire quelle est la part relative de chacune, mais il n'en reste pas moins de l'avis unanime que la baisse de la monnaie tend à faire naître la hausse des prix.

Remarquons que toutes les difficultés qui viennent d'être rappelées — sauf le renchérissement des prix — dérivent essentiellement du maintien simultané de plusieurs monnaies de compte. Si toutes les transactions entre particuliers étaient conclues en piastres et liquidées en piastres, il ne pourrait s'élever aucune difficulté sur la quantité de piastres à verser lors du paiement.

*Transactions entre les particuliers et le Trésor
indigène*

La solution du problème du cours légal de la piastre est ici complètement différente. Ce n'est plus le taux commercial qui détermine le rapport d'échange de la piastre et des autres monnaies de compte, mais un taux officiel, déterminé à l'avance par arrêté

du gouverneur. Et cette solution peut d'abord paraître bonne si l'on pense que les transactions avec le trésor ne s'accommoderaient pas des variations incessantes que présente le cours commercial de la piastre. Elle est cependant détestable.

Mais il est d'abord naturel de se demander comment dans un pays où la piastre est la monnaie principale, dans des transactions qui interviennent entre le Trésor indigène et les habitants, une monnaie de compte autre que la piastre peut intervenir. Cela nous oblige à déterminer ce qu'on entend par Trésor indigène et à préciser quelles transactions interviennent entre le Trésor et les particuliers.

La formation du système budgétaire de l'Indo-Chine a été fort laborieuse et est très compliquée, nous n'en donnerons qu'une vue d'ensemble. Aussitôt après la conquête, le gouvernement français manifesta l'intention de faire supporter à la Colonie toutes ses dépenses. D'où l'inscription progressive au budget spécial de la colonie de la presque totalité des services civils et d'une importante partie des services militaires, celle qui était afférente aux troupes indigènes, d'où l'imposition d'un contingent assez élevé à payer au budget métropolitain en récompense des dépenses qui restaient à sa charge. Comme conséquence de ce « *self supporting principle* » la Cochinchine avait reçu une grande autonomie administrative et financière. Il y avait solidarité entre les

différentes parties de la Colonie : leurs budgets étaient étroitement liés. Néanmoins ils étaient distincts. Et ce morcellement budgétaire n'était pas sans inconvénients. « Il y a bien, disait M. Doumer dans son rapport du 22 mars 1897, un gouverneur général... mais il n'y a guère de gouvernement général ». Dès 1887, l'on organisa un *budget général* ; mais l'expérience fut éphémère. Dix ans plus tard, sous l'impulsion de M. Doumer, elle fut reprise et aboutit. « Réunir en un faisceau puissant la plus grande partie des forces financières de l'Indo-Chine, en rendre maître une autorité capable de les utiliser en vue des œuvres d'intérêt général, soustraire aux directions locales certains services en leur permettant de puiser aux ressources communes, tels sont les principaux buts de l'institution du budget général ». Aux termes de l'article 2 du décret du 31 juillet 1898, le budget général pourvoit aux dépenses :

- 1° Du gouvernement général et des services qui en dépendent ;
- 2° De l'inspection mobile des Colonies ;
- 3° De la portion des services militaires à la charge de l'Indo-Chine ;
- 4° Du service de la justice française ;
- 5° Des administrations des Douanes et régies et autres contributions indirectes ;
- 6° Des travaux publics d'intérêt général ;
- 7° Du service des postes et des télégraphes.

Ses recettes consistent dans les droits de douane, régies et autres contributions indirectes de l'Indo-Chine.

Quant aux budgets locaux, leurs recettes se composent des autres revenus fiscaux. Leurs dépenses consistent : 1^o dans les frais de perception des impôts qu'ils encaissent ; 2^o dans les frais de justice indigène, police, prisons, instruction juridique, services médicaux ; 3^o dans les dépenses provenant de travaux d'intérêt local.

D'après le décret précité de 1898, les dépenses militaires elles-mêmes, qui jusque-là avaient été payées par le Trésor métropolitain, à charge de remboursement partiel, il est vrai, devaient être progressivement incorporées dans le budget général indo-chinois. C'était là une réforme profonde et heureuse. Il s'agissait de ce fait de simplifier la comptabilité de l'Indo-Chine et d'amener la Colonie à se suffire à elle-même. En soustrayant du *budget national* et des *budgets locaux* les dépenses militaires on « permettait à la Colonie des initiatives et des décisions qui lui étaient interdites autrement et de constituer une armée ayant toute la force et la mobilité désirables » (1). On commença donc par inscrire au budget général divers services militaires avec les crédits y afférents. Ce fut fait en 1900 pour un régiment de

1. Doumer, *op. cit.*, p. 71.

tirailleurs annamites, quatre régiments de tirailleurs tonkinois, une compagnie de tirailleurs cambodgiens, une compagnie de chasseurs annamites. Mais à partir de 1902, ce fut de nouveau sous forme de contingent à la métropole que l'Indo-Chine paya sa part des services militaires. Cette part s'est d'ailleurs considérablement accrue depuis : 3.281.000 piastres en 1899 ; 4.244.000 en 1902 ; 4.757.000 en 1903. De telle sorte que le budget général de l'Indo-Chine a de ce chef des comptes à régler avec le Trésor métropolitain. Il en a d'autres encore par suite des emprunts de la Colonie.

Nous n'insisterons pas davantage : Les renseignements que nous venons de donner suffisent au dessein que nous poursuivons. Il apparaît clairement que, soit avant 1898, soit depuis, les indigènes n'ont jamais eu de rapports avec le Trésor métropolitain. Avant 1898, ils payaient aux caisses des budgets locaux. Depuis, ils payent aux caisses du budget général et aux caisses des budgets locaux. Mais la circulation monétaire de l'Indo-Chine n'était pas uniforme : loin de là, elle était très complexe. Dès lors, le problème se posait de savoir quelles espèces le Trésor indigène accepterait dans ses caisses et donnerait en paiements ? Et s'il acceptait et donnait des monnaies diverses, comme cela arriva, quelle serait celle de ces monnaies qui serait monnaie de compte ? Il semble de prime abord que l'on eût dû reconnaître cette

qualité à la piastre. En effet, à de rares exceptions près, les comptables du Trésor indigène ne manient que des piastres. Il eût été logique de tenir la comptabilité en piastres, et de maintenir ainsi la concordance entre la monnaie réelle et la monnaie de compte. On ne le fit pas. Voici pourquoi, brièvement : c'était en francs qu'étaient fixés les crédits inscrits au budget métropolitain pour le service Marine et Colonies ; c'était en francs que la Colonie devait par suite rembourser. Or, au début, ces remboursements constituaient la plus grosse partie des dépenses de la colonie. De plus, la marine désirait établir des comptes clairs et faciles à comprendre pour la métropole. Enfin, elle espérait substituer à la piastre, dans la circulation monétaire, des pièces françaises. Aussi l'Administration fixa-t-elle, dès 1864, pour tous les services de la colonie le mode de computation métropolitain. D'où tout une suite de difficultés que nous retracerons plus loin dans le chapitre que nous consacrerons à la politique monétaire française en Indo-Chine. En ce moment, nous ne faisons qu'indiquer le problème avec ses difficultés. Toute la comptabilité fut donc tenue en francs ; mais comme les opérations matérielles qu'elle décrivait étaient effectuées en piastres, il devint nécessaire d'établir le rapport de la piastre au franc. On eût pu croire que ces conversions se feraient au cours commercial, comme entre les particuliers, mais l'absence d'une cote offi-

cielle obligea dès le début à la fixation administrative d'un taux officiel de change. En dix ans ce taux ne fut modifié qu'une fois bien qu'il fût devenu très différent du taux commercial. Les difficultés causées par cet état de choses obligèrent à des modifications plus fréquentes. Dès lors le taux officiel, sans coïncider avec le taux commercial, subit comme lui de nombreuses variations. Le tableau très complet que nous reproduisons ici et qui est emprunté à l'*Avenir du Tonkin* est démonstratif à cet égard.

Les variations du taux officiel de la piastre.
Avenir du Tonkin

5,55	du 10	Avril 1862	au 30	Nov. 1876
5,35	du 1	Déc. 1876	au 31	Déc. 1881
4,68	du 1	Janv. 1882	au 31	Mars 1882
4,55	du 1	Avril 1883	au 30	Nov. 1883
4,65	du 1	Déc. 1883	au 30	Avril 1884
4,60	du 1	Mai. 1884	au 30	Sept. 1884
4,65	du 1	Oct. 1884	au 31	Déc. 1884
4,55	du 1	Janv. 1885	au 28	Fév. 1885
4,45	du 1	Mars 1885	au 30	Sept. 1885
4,40	du 1	Oct. 1885	au 30	Nov. 1885
4,30	du 1	Déc. 1885	au 31	Déc. 1885
4,29	du 1	Janv. 1886	au 31	Mai 1886
4,10	du 1	Juin 1886	au 20	Juil. 1886
4,00	du 21	Juil. 1886	au 10	Août 1886
3,85	du 11	Août 1886	au 30	Sept. 1886
3,96	du 1	Oct. 1886	au 31	Oct. 1886
4,00	du 1	Nov. 1886	au 28	Fév. 1887
4,15	du 1	Mars 1887	au 30	Avril 1887
4,00	du 1	Mai 1887	au 30	Juin 1887
3,90	du 1	Juil. 1887	au 31	Août 1887
3,95	du 1	Sept. 1887	au 31	Mars 1888
3,85	du 1	Avril 1888	au 31	Avril 1888

3,80	du	1	Mai	1888	au	30	Sept.	1888
3,85	du	1	Oct.	1888	au	30	Avril	1889
3,80	du	1	Mai	1889	au	30	Oct.	1889
3,85	du	1	Nov.	1889	au	20	Nov.	1889
4,00	du	21	Nov.	1889	au	20	Fév.	1890
3,90	du	21	Fév.	1890	au	20	Mai	1890
4,05	du	21	Mai	1890	au	31	Mai	1890
4,16	du	1	Juin	1890	au	20	Juin	1890
4,15	du	21	Juin	1890	au	20	Juil.	1890
4,30	du	21	Juil.	1890	au	31	Août	1890
4,70	du	1	Sept.	1890	au	30	Sept.	1890
4,45	du	1	Oct.	1890	au	31	Oct.	1890
4,25	du	1	Nov.	1890	au	30	Nov.	1890
4,15	du	1	Déc.	1890	au	31	Déc.	1890
4,25	du	1	Janv.	1891	au	20	Fév.	1891
4,00	du	21	Fév.	1891	au	30	Nov.	1881
3,90	du	1	Déc.	1891	au	31	Janv.	1892
3,80	du	1	Fév.	1892	au	31	Avril	1892
3,60	du	1	Mai	1892	au	31	Août	1892
3,55	du	1	Sept.	1892	au	30	Sept.	1892
3,50	du	1	Oct.	1892	au	30	Oct.	1892
3,55	du	1	Nov.	1892	au	30	Nov.	1892
3,50	du	1	Déc.	1892	au	31	Déc.	1892
3,45	du	1	Janv.	1893	au	31	Mars	1893
3,40	du	1	Avril	»	au	31	Mai	»
3,45	du	1	Juin	»	au	30	Juin	»
3,30	du	1	Juil.	»	au	31	Juil.	»
3,25	du	1	Août	»	au	30	Sept.	»
3,20	du	1	Oct.	»	au	31	Oct.	»
3,15	du	1	Nov.	»	au	31	Déc.	»
3,10	du	1	Janv.	1894	au	15	Fév.	1894
3,00	du	16	Fév.	»	au	28	Fév.	»
2,95	du	1	Mars	»	au	31	Mars	»
2,85	du	1	Avril	»	au	15	Juil.	»
2,75	du	16	Juil.	»	au	31	Août	»
2,80	du	1	Sept.	»	au	15	Oct.	»
2,75	du	16	Oct.	»	au	31	Oct.	»
2,80	du	1	Nov.	»	au	30	Nov.	»
2,75	du	1	Déc.	»	au	31	Déc.	»
2,70	du	1	Janv.	1895	au	31	Janv.	1895
2,65	du	1	Fév.	»	au	15	Fév.	»
2,60	du	16	Fév.	»	au	31	Mars	»
2,65	du	1	Avril	»	au	30	Avril	»
2,70	du	1	Mai	»	au	31	Mai	»
2,75	du	1	Juin	»	au	31	Juil.	»
2,79	du	1	Août	»	au	31	Août	»

2,75	du	1	Sept.	»	au	15	Mars	1896
2,80	du	16	Mars	1896	au	31	Juill.	»
2,75	du	1	Août	»	au	31	Août	»
2,70	du	1	Sept.	»	au	20	Sept.	»
2,65	du	21	Sept.	»	au	31	Déc.	»
2,70	du	1	Janv.	1897	au	11	Mars	1897
2,65	du	12	Mars	»	au	18	Mars	»
2,60	du	14	Mars	»	au	7	Avril	»
2,55	du	8	Avril	»	au	13	Mai	»
2,50	du	14	Mai	»	au	31	Juil.	»
2,45	du	1	Août	»	au	7	Août	»
2,40	du	8	Août	»	au	21	Août	»
2,35	du	22	Août	»	au	31	Août	»
2,30	du	1	Sept.	»	au	14	Sept.	»
2,35	du	15	Sept.	»	au	21	Sept.	»
2,40	du	22	Sept.	»	au	30	Sept.	»
2,35	du	1	Oct.	»	au	17	Oct.	»
2,40	du	18	Oct.	»	au	22	Oct.	»
2,45	du	23	Oct.	»	au	4	Déc.	»
2,50	du	5	Déc.	»	au	29	Janv.	1898
2,45	du	30	Janv.	1898	au	14	Fév.	»
2,40	du	15	Fév.	»	au	28	Fév.	»
2,35	du	1	Mars	»	au	23	Avril	»
2,40	du	24	Avril	»	au	11	Juin	»
2,45	du	12	Juin	»	au	9	Août	»
2,40	du	10	Août	»	au	6	Sept.	»
2,45	du	7	Sept.	»	au	15	Déc.	»
2,50	du	16	Déc.	»	au	3	Mai	1899
2,55	du	4	Mai	1899	au	4	Sept.	»
2,50	du	5	Sept.	»	au	15	Déc.	»
2,55	du	15	Déc.	»	au	17	Janv.	1900
2,50	du	18	Janv.	1900	au	27	Mars	1900
2,55	du	28	Mars	»	au	26	Juil.	»
2,60	du	27	Juil.	»	au	9	Sept.	»
2,65	du	10	Sept.	»	au	24	Janv.	1901
2,60	du	25	Janv.	1901	au	4	Fév.	»
2,55	du	5	Fév.	»	au	5	Avril	»
2,50	du	6	Avril	»	au	25	Avril	»
2,55	du	26	Avril	»	au	4	Juil.	»
2,50	du	5	Juil.	»	au	19	Oct.	»
2,65	du	20	Oct.	»	au	27	Nov.	»
2,40	du	28	Nov.	»	au	13	Déc.	»
2,35	du	14	Déc.	»	au	7	Janv.	1902
2,40	du	8	Janv.	1902	au	24	Janv.	»
2,35	du	25	Janv.	»	au	11	Mars	»
2,30	du	12	Mars	»	au	14	Avril	»
2,25	du	15	Avril	»	au	24	Avril	»

2,20	du	25	Avril	»	au	4	Mai	»
2,15	du	5	Mai	»	au	24	Mai	»
2,20	du	25	Mai	»	au	4	Oct.	»
2,15	du	5	Oct.	»	au	11	Nov.	»
2,10	du	12	Nov.	»	au	21	Nov.	»
2,05	du	22	Nov.	»	au	26	Nov.	»
1,00	du	27	Nov.	»	au	31	Mars	1903
2,05	du	1	Avril	1903	au	25	Avril	»
2,10	du	26	Avril	»	au	28	Avril	»
2,15	du	29	Avril	»	au	30	Avril	»
2,20	du	1	Mai	»	au	3	Mai	»
2,15	du	4	Mai	»	au	30	Mai	»
2,10	du	31	Mai	»	au	16	Juil.	»
2,15	du	17	Juil.	»	au	22	Juil.	»
2,20	du	23	Juil.	»	au	8	Août	»
2,25	du	9	Août	»	au	17	Août	»
2,30	du	18	Août	»	au	31	Août	»
2,40	du	1	Sept.	»	au	16	Sept.	»
2,36	du	17	Sept.	»	au	8	Nov.	»
2,30	du	9	Nov.	»	au	15	Nov.	»
2,36	du	16	Nov.	»	au	29	Nov.	»
2,20	du	30	Nov.	»	au	31	Déc.	»
2,15	du	1	Janv.	1904	au	5	Janv.	1904
2,20	du	6	Janv.	»	au	9	Janv.	»
2,30	du	10	Janv.	»	au	26	Janv.	»
2,25	du	27	Janv.	»	au	10	Fév.	»
2,30	du	11	Fév.	»	au	4	Avril	»
2,25	du	5	Avril	»	au	12	Avril	»
2,20	du	13	Avril	»	au	22	Avril	»
2,25	du	23	Avril	»	au	9	Mai	»
2,30	du	10	Mai	»	au	5	Juil.	»
2,35	du	6	Juil.	»	au	9	Avril	1905
2,40	du	10	Avril	1905	au	10	Oct.	»
2,45	du	12	Oct.	»	au	31	Oct.	»
2,50	du	1	Nov.	»	au	15	Nov.	»
2,55	du	16	Nov.	»	au	18	Nov.	1905
2,60	du	19	Nov.	»	au	30	Nov.	»
2,65	du	1	Déc.	»	au	7	Déc.	»
2,50	du	8	Déc.	»	au	13	Déc.	»
2,65	du	14	Déc.	»	au	17	Déc.	»
2,60	du	18	Déc.	»	au	7	Mai	1906
2,70	du	8	Mai	1906	à	ce	jour.	

Ainsi que nous l'avons dit ci-dessus, le taux officiel devait être calculé sur le taux commercial ; mais

il ne se confondait pas avec lui ; il y eut toujours entre eux une différence plus ou moins forte. D'où de multiples inconvénients que nous verrons plus loin. Regardons-les comme acquis ici et demandons-nous s'il n'y avait pas un moyen de rendre inutile la fixation d'un taux officiel. Ce moyen existait, et sans vouloir l'étudier en ce moment, indiquons-le cependant : d'un mot, c'était la computation en piastres. Comme le dit justement M. de Lanessan : « Puisque la piastre s'impose à la Cochinchine, puisque le Trésor est condamné à ne recevoir que des piastres et à ne payer qu'en piastres, c'est en piastres que les budgets des recettes et des dépenses doivent nécessairement être établis (1). » C'est donc le remède que nous avons déjà indiqué pour les transactions intérieures entre particuliers. Mais il ne faut point oublier que ce remède ne pouvait être efficace que dans les transactions intérieures, les seules d'ailleurs dont nous nous soyons toujours occupés jusqu'ici.

Transactions extérieures

Le second aspect sous lequel nous envisagerons le problème monétaire de la piastre se différencie essentiellement du précédent en ce que nous ne considérerons plus ici la piastre comme monnaie légale, mais comme monnaie étalon. C'est parce qu'elle a ce der-

1. De Lanessan, p. 335.

nier caractère, parce qu'elle sert en fait à régler les transactions internationales de l'Indo-Chine que se pose le problème de la détermination du rapport d'échange de la piastre et des autres monnaies étalons.

Le fait pour notre colonie d'être à étalon d'argent n'entraîne aucun inconvénient quand on considère ses transactions avec des pays qui possèdent le même étalon, quelle que soit d'ailleurs la différence de valeur des monnaies de compte des deux pays : piastre et tael par exemple. Les variations de valeur de ces monnaies resteront toujours proportionnelles, en sorte qu'un même nombre de piastres correspondra toujours à un même nombre de taels. Il n'en est plus ainsi si l'on considère les transactions de l'Indo-Chine avec un pays à étalon différent en particulier à étalon d'or. Pour payer en piastres la valeur des importations mesurée en unité-or, ou pour recevoir en or la valeur des exportations mesurée en unité-argent, il faudra bien déterminer un rapport d'échange entre les deux unités. C'est ce qui arrivera avec la plupart des pays civilisés modernes, en particulier avec la France. Car si le franc, qui est notre monnaie de compte, éveille d'abord dans l'esprit l'idée d'une monnaie d'argent, ce n'est pas la valeur absolue du franc-argent qui nous sert d'unité de mesure, mais sa valeur fiduciaire gagée par notre circulation d'or, c'est, on peut le dire, la valeur du franc-or. Cet état

de chose serait sans inconvénient si les valeurs des métaux argent et or variaient peu, ou si leurs variations, quoique considérables, restaient à peu près proportionnelles. Il n'y aurait alors que des variations très limitées dans le rapport de ces deux valeurs. Mais c'est un fait bien connu que ces variations sont à une même époque fort différentes et comme sens et comme intensité.

Les variations de valeur de l'argent beaucoup plus fréquentes et plus brusques que celles de l'or sont la cause principale de la variation du rapport d'échange entre les deux métaux. Et ainsi la valeur de la piastre en francs, en livres sterling, en marks, en dollars varie sans cesse. Il en résulte des variations parallèles dans le cours du change. Une lettre de change tirée de Londres sur Saïgon est une créance qui à l'échéance sera payée en piastres. Le banquier qui l'escompte la paie en livres sterling ; il achète donc des piastres dont il mesure la valeur avec un étalon d'or. Inversement, escompter une lettre de change tirée d'une place indo-chinoise sur la France, l'Allemagne, l'Angleterre ou les Etats-Unis, c'est acheter avec des piastres des francs, des marks, des livres ou des dollars : Il est donc naturel qu'une lettre de change tirée d'une place indo-chinoise se paie d'autant plus cher que la valeur du métal argent est plus faible, et qu'inversement le prix du papier sur Saïgon baisse dans les places européennes. Ainsi la

baisse continue de l'argent a entraîné une baisse continue du change sur l'Indo-Chine. Actuellement il s'éloigne ou se rapproche du pair, en même temps la valeur du métal blanc diminue ou augmente. C'est ce qui apparaît clairement dans les divers tableaux suivants.

Le sens général de l'intensité des fluctuations de la valeur du métal argent peuvent être mis en évidence par le cours de ce métal sur les principaux marchés. Voici d'abord les variations annuelles du prix de l'once standard en pence sur le marché de Londres :

Once Standard de Londres

Moyenne annuelle		Moyenne annuelle	
1870	60 9/16	1882	51 5/8
1871	60 1/2	1883	50 9/16
1872	60 5/16	1884	50 5/8
1873	59 1/4	1885	48 5/8
1874	58 5/16	1886	45 3/8
1875	56 7/8	1887	44 5/8
1876	52 3/4	1888	42 7/8
1877	54 13/16	1889	42 11/16
1878	52 2/16	1890	47 11/16
1879	51 1/4	1891	45 1/16
1880	52 1/4	1892	39 13/16
1881	51 11/16	1893	35 5/8

1894	28 15/16	1899	27 1/16
1895	29 7/8	1900	28 1/4
1896	30 3/4	1901	27 3/16
1897	27 9/16	1902	24 1/16
1898	26 15/16	1903	24 3/4
		1904	26 3/8

Voici, d'autre part, les cours moyens de l'argent à la Bourse de Paris. D'abord d'après l'ancienne manière de coter et depuis 1900 d'après la nouvelle. Le second tableau et sa traduction graphique nous indiquent exactement les fluctuations de la valeur de l'argent pendant la période qui nous intéresse le plus, tandis que les deux autres tableaux reproduisent le sens général de ces fluctuations.

Cours de l'argent à la Bourse de Paris

Perte par 1.000 francs sur la base de 218 fr. 89 le kilogr.

Années	Divers cours de l'année		
	Moyen	le plus haut	le plus bas
1874	16,18	7,00	37,50
1875	49,20	37,50	77,50
1876	112,32	40,00	220,00
1877	86,68	35,00	107,50
1878	120,79	99,00	167,50
1879	142,45	102,50	130,00
1880	125,95	114,50	132,50
1881	131,68	112,50	138,75

1882	133,82	128,75	157,50
1883	154,38	144,50	162,50
1884	154,18	147,50	168,75
1885	185,30	162,50	217,50
1886	239,89	209,50	294,50
1887	250,70	207,50	274,50
1888	281,07	252,50	301,00
1889	287,08	258,50	299,50
1890	202,93	87,50	268,50
1891	246,34	185,50	272,50
1892	335,14	270,50	370,00
1893	408,30	354,50	495,00
1894	517,31	470,50	555,00
1895	503,08	475,00	552,00
1896	487,11	472,50	507,50
1897	541,98	502,50	605,00
1898	549,23	524,50	585,00
1899	541,49	525,00	554,50
1900	528,40	490,00	558,00
1901	545,47	516,83	573,30
1902	597,71	572,07	629,18
1903	585,95	533,30	632,01
1904	558,72	533,93	578,73
1905 (7 premiers mois)	547,67	531,22	563,48

Cours de l'argent à la Bourse de Paris

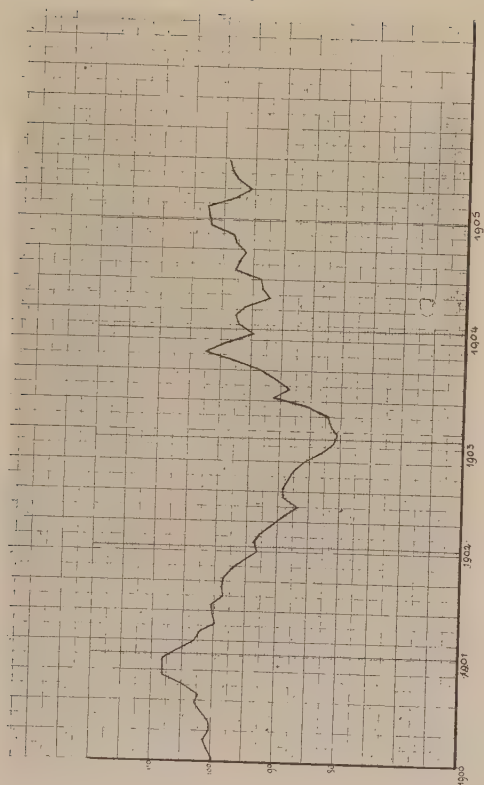
Moyennes mensuelles des Prix du kilogramme d'argent fin
en francs et en centimes

Mois	1900	1901	1902	1903	1904	1905
Janvier	99,96	105,76	93,67	80,55	97,09	102,29
Février	100,70	103,07	92,68	81,54	97,60	102,61
Mars	101,43	102,37	90,96	82,07	96,02	98,31

Avril	100,40	99,69	89,00	85,42	92,01	95,55
Mai	100,50	100,24	86,70	91,09	93,375	97,74
Juin	101,68	100,47	88,53	88,62	93,67	98,66
Juillet	102,83	98,59	98,92	90,90	97,96	99,20
Août	102,49	98,77	88,49	93,30	97,37	
Septembre	104,59	98,67	87,50	97,87	96,24	
Octobre	107,94	97,27	85,94	102,22	97,625	
Novembre	108,03	95,57	83,125	99,31	98,46	
Décembre	108,19	93,40	81,17	94,66	102,02	

Il est assez facile d'établir à l'aide de ces données les variations du rapport de l'or à l'argent. Voici les éléments du calcul. Le cours de l'argent s'établissant sur la base de l'once standard à 0,925 de fin, une once d'argent fin vaut donc 1.081 fois les cours cotés pour l'once standard. Si l'on divise le prix fixe de l'once d'or pur 1019,45 par 1,081 on obtient le nombre 934 qui représente le prix fixe de l'or à 0,925 de fin. Il n'y a plus qu'à faire le rapport entre 934 et les cours de l'once standard en pence pour obtenir les variations du rapport des valeurs des deux métaux. Ainsi le rapport 15,5 correspond à un cours de 60 1/4 environ. A l'aide de ce calcul, voici le rapport de l'or et de l'argent à Londres depuis 1870 :

1870	15,57	1886	20,79
1871	15,59	1887	21,14
1872	15,64	1888	22,00
1873	15,91	1889	22,10
1874	15,90	1890	19,78
1875	16,58	1891	20,93



Moyennes mensuelles des prix du kilogramme d'argent fin à la Bourse de Paris depuis 1900

1876	17,88	1892	23,15
1877	17,26	1893	28,47
1878	17,94	1894	32,59
1879	18,40	1895	32,38
1880	18,05	1896	30,66
1881	18,25	1897	34,22
1882	18,27	1898	36,36
1883	18,65	1899	34,74
1884	18,63	1900	34,29
1885	19,40	1901	34,07
		1902	39,01

Il apparaît à la seule lecture de ce tableau, qu'il y a eu une baisse considérable de l'argent par rapport à l'or. On peut mesurer cette baisse par la méthode des *index numbers*, au moyen des tables de Sanerbeck. Voici l'*index number* de l'argent en considérant les prix en or de ce métal, avec pour base le rapport 1 à 15 1/2 comme moyenne.

1870	101,6	1883	83,1
1871	101,7	1884	83,3
1872	101,2	1885	79,9
1873	99,3	1886	74,6
1874	97,7	1887	73,3
1875	95,2	1888	70,4
1876	88,4	1889	70,2
1877	90,2	1890	78,4
1878	86,4	1891	74,1
1879	84,2	1892	65,1
1880	85,9	1893	58,6
1881	85,0	1894	47,6
1882	84,9	1895	47,0

Conclusion : de 1870 à 1895, l'argent a baissé de plus de 50 o/o par rapport à l'or. Et depuis, la baisse s'est encore un peu accentuée.

Ces variations ont amené des variations analogues dans le cours des changes de l'Indo-Chine avec les places à étalon d'or. Nous indiquons pour exemple les cours du change entre la France et Saïgon que nous traduisons par un graphique pour en faciliter la lecture.

*Cours du change entre la France et Saïgon
de 1884 à 1905*

Quinzainé	1884	1885	1886	1887	1888	1889
1	4,69	4,48	4,18	4,20	3,94	3,79
2	4,63	4,48	4,14	4,18	»	3,80
3	4,60	4,46	4,17	4,12	3,94	3,80
4	4,60	4,43	4,12	4,09	3,93	3,80
5	4,60	4,40	4,17	4,02	3,93	3,78
6	4,58	4,45	4,17	3,94	3,84	3,78
7	4,58	4,48	4,16	3,85	3,80	3,74
8	4,57	4,40	4,16	3,90	3,80	3,74
9	4,61	4,45	4,16	3,88	3,82	3,76
10	4,64	4,45	4,15	3,90	3,80	3,80
11	4,65	4,47	4,10	3,84	3,84	3,81
12	4,65	4,45	4,11	3,87	3,78	3,80
13	4,65	4,45	4,07	3,87	3,80	3,81
14	4,65	4,45	4,06	3,87	3,80	3,82

15	4,65	4,45	3,97	3,92	3,77	3,81
16	4,65	4,46	3,40	3,92	3,77	3,79
17	4,65	4,47	3,78	3,95	3,76	3,78
18	4,66	4,44	3,80	3,97	3,77	3,80
19	4,66	4,38	3,84	3,97	3,85	3,80
20	4,67	4,34	3,85	3,97	3,84	3,85
21	4,65	4,35	3,98	3,95	3,80	3,85
22	4,63	4,34	4,90	3,95	3,82	3,88
23	4,58	4,32	4,07	3,93	3,82	4,05
24	4,54	4,28	4,18	3,93	3,83	4,05
25	4,52	4,20	4,16	3,93	3,80	4,00
26	4,48	4,12	4,21	3,96	3,78	3,95
27	»	»	4,15	»	»	»
Plus haut cours	4,69	4,48	4,21	4,20	3,94	4,05
Plus bas cours	4,48	4,12	3,28	3,83	3,74	3,74
Cours moyen	4,58	4,40	4,06	3,956	3,82	3,82

*Cours de Change entre la France et Saigon
de 1884 à 1905 (suite)*

Quinzaine	1890	1891	1892	1893	1894	1895
1	3,90	4,80	3,88	3,43	2,87	2,52
2	3,94	4,35	3,78	3,45	2,86	2,50
3	3,90	4,27	3,80	3,45	2,77	2,50
4	3,90	4,17	3,73	3,44	2,65	2,50
5	3,90	3,95	3,72	3,43	2,54	2,50
6	3,88	4,05	3,72	3,40	2,51	2,55
7	3,91	4,00	3,65	3,41	2,65	2,68

— 150 —

8	3,97	4,00	3,58	3,42	2,60	2,72
9	4,00	4,00	3,56	3,48	2,71	2,67
10	4,05	4,05	3,68	3,43	2,65	2,72
11	4,10	3,98	3,62	3,44	2,66	2,72
12	4,05	3,935	3,69	3,45	2,69	2,71
13	4,20	4,00	3,64	3,20	2,69	2,67
14	4,25	4,08	3,60	3,23	2,58	2,73
15	4,40	4,10	3,54	3,20	2,67	2,70
16	4,48	4,09	3,49	3,20	2,66	2,69
17	4,55	4,05	3,50	3,22	2,72	2,70
18	4,73	4,06	3,48	3,24	2,73	2,73
19	4,74	4,02	3,49	3,15	2,73	2,73
20	4,57	4,00	3,52	3,12	2,72	2,78
21	4,43	3,99	3,57	3,12	2,67	2,78
22	4,34	3,92	3,51	2,97	2,66	2,78
23	4,31	3,88	3,48	2,99	2,62	2,78
24	4,08	3,89	3,51	2,96	2,57	2,79
25	4,30	3,88	3,41	2,94	2,57	2,67
26	4,50	3,87	3,43	2,88	2,54	2,71
27	»	»	»	»	»	»
Plus haut cours	4,74	4,35	3,88	3,48	2,87	2,79
Plus bas cours	3,88	3,87	3,41	2,48	2,51	2,50
Cours moyen	4,20	4,20	3,59	3,25	2,67	2,67

Cours du change entre la France et Saïgon
de 1884 à 1905 (suite)

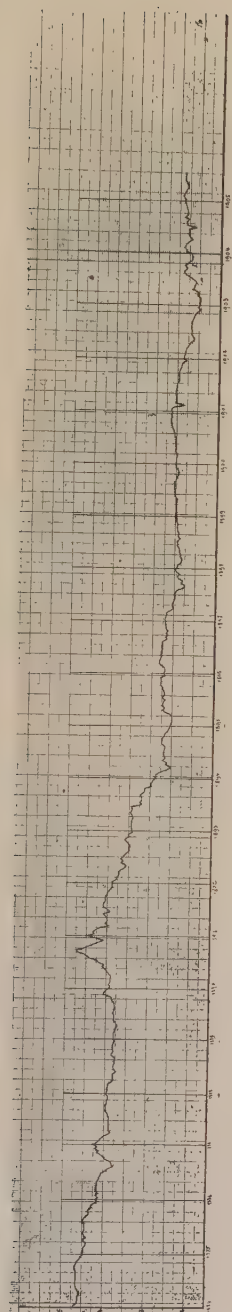
Quinzaine	1896	1897	1898	1899	1900
1	2,70	2,70	2,425	2,49	2,50
2	2,70	2,69	2,41	2,48	2,50
3	0,74	2,69	2,35	2,48	2,505
4	2,76	2,68	2,34	2,49	2,49
5	2,83	2,60	2,34	2,48	2,15
6	2,82	2,52	2,36	2,48	2,485
7	2,80	2,53	2,35	2,48	2,51
8	2,77	2,54	2,38	2,48	2,52
9	2,79	2,52	2,385	2,495	2,52
10	2,79	2,50	2,40	2,52	2,51
11	2,79	2,48	2,42	2,525	2,51
12	2,78	2,48	2,43	2,52	2,51
13	2,78	2,48	2,42	2,52	2,515
14	2,76	2,48	2,425	2,52	2,55
15	2,76	2,455	2,385	2,52	2,55
16	2,75	2,31	2,41	2,52	2,575
17	2,65	2,25	2,41	2,525	2,585
18	2,67	2,25	2,44	2,50	2,60
19	2,65	2,33	2,45	2,47	2,63
20	2,66	2,30	2,445	2,47	2,63
21	2,68	2,40	2,435	2,44	2,635
22	2,66	2,43	2,45	2,445	2,64

23	2,68	2,38	2,46	2,45	2,635
24	2,69	2,44	2,46	2,495	2,635
25	2,70	2,47	2,49	2,50	2,625
26	2,69	2,46	»	2,515	2,62
27	»	»	»	»	»
Plus haut cours	2,83	2,70	2,49	2,525	2,65
Plus bas cours	2,63	2,25	2,34	2,44	2,485
Cours moyen	2,73	2,475	2,44	2,49	2,555

*Cours du change entre la France et Saïgon
de 1894 à 1905 (fin)*

Quinzaine	1901	1902	1903	1904	1905
1	2,64	2,355	1,99	2,32	2,375
2	2,60	2,33	1,975	2,325	2,405
3	2,325	2,325	1,97	2,39	2,41
4	2,545	2,315	1,982	2,35	2,38
5	2,333	2,305	2,95	2,325	2,37
6	2,535	2,275	2,025	2,27	2,345
7	2,51	2,24	2,045	2,195	2,30
8	2,525	2,21	2,17	2,25	2,33
9	2,53	2,14	3,12	2,27	2,34
10	2,53	2,11	2,125	2,265	2,38
11	2,51	2,14	2,085	2,26	2,37
12	2,51	2,175	2,09	2,28	2,375
13	2,505	2,145	2,16	2,10	2,36
14	2,50	2,165	2,21	2,325	2,36

15 juillet



Variations du cours du change entre la France et Saïgon depuis 1884

15	2,46	2,195	2,295	2,33
16	2,46	2,19	2,365	2,325
17	2,45	2,19	2,375	2,275
18	2,465	2,19	2,325	2,295
19	2,46	2,17	2,32	2,315
20	2,455	2,14	2,36	2,31
21	2,445	2,12	2,29	2,31
22	2,415	2,105	2,25	2,325
23	2,405	2,085	2,18	2,34
24	2,39	2,02	2,18	2,36
25	2,295	1,95	2,205	2,375
26	2,345	2,03	2,20	2,39
27	»	1,99	»	»
Plus haut cours	2,64	2,355	2,375	2,39
Plus bas cours	2,295	1,95	1,97	2,10
Cours moyen	2,45	2,17	2,172	2,24

N.-B. — Ces chiffres sont extraits du *Bulletin de la Chambre de Commerce* de Saïgon.

Les fluctuations dans la valeur de l'argent entraînent donc des fluctuations analogues dans le prix de la piastre et comme conséquence dans le cours du change. Il s'en suit que toute transaction qui nécessitera une remise de fonds soit d'une place étrangère sur une place indo-chinoise, soit inversement, sera aléatoire. Ces opérations ne sont pas en effet instantanées ; pratiquement même elles demandent toujours un laps de temps assez long ; et le jour où

il contracte son obligation, le débiteur ne peut savoir à quel prix il devra acheter son papier pour se libérer à l'échéance. Par cela seul il apparaît déjà que cet état est aussi préjudiciable aux acheteurs étrangers qu'aux acheteurs indo-chinois, contrairement à une opinion fréquente dans les périodiques de notre colonie. Car si le change a haussé d'une façon générale en Indo-Chine, ce mouvement n'a pas été ininterrompu, mais formé par une suite d'oscillations assez brusques. De sorte que si une élévation imprévue lèse les acheteurs indo-chinois en leur faisant payer des francs ou des livres plus cher qu'ils ne l'avaient prévu, la variation contraire porte préjudice aux acheteurs étrangers. Nous allons d'ailleurs étudier les conséquences de ces oscillations du change pour les commerçants indo-chinois ou étrangers, les habitants non indigènes, le trésor tant métropolitain qu'indigène. « Au premier rang, parmi les personnes qu'intéresse la question, sont les commerçants indo-chinois importateurs de marchandises européennes, et ceux, bien moins nombreux, qui sont engagés dans les affaires d'exportation à destination de l'Europe » (1). Ils courent, en effet, de gros aléas résultant des variations du taux du change. Ils ne savent jamais d'avance si les marchés à terme qu'ils concluent seront pour eux une source de pro-

1. Arnauné, *loc. cit.*, p. 318.

fits ou de pertes. Il en est de même, à plus forte raison, des commerçants européens qui traitent avec l'Indo-Chine et qui sont la contre-partie des premiers. Pendant la traversée, une affaire d'excellente qu'elle était peut devenir détestable. Les transactions deviennent en quelque sorte des opérations de jeu : d'où le ralentissement du commerce qui ne saurait s'accommoder d'aléas qui échappent entièrement à ses prévisions, parce qu'ils dépendent en grande partie de la spéculation.

La baisse du métal argent a également pour effet d'empêcher les capitaux européens de s'employer dans les pays dont la circulation monétaire repose sur l'argent. Ils seraient, par le fait même, dépréciés et l'intérêt qu'ils recevraient serait moindre. Il arrive que, pour remédier à ces inconvénients, les sociétés des pays à métal blanc servent tous les dividendes en or. En apparence, ce sont alors les Compagnies qui supportent la perte : en définitive ce sont les actionnaires. Et cependant la transformation économique de la plupart des pays à étalon d'argent ne serait possible que si les capitaux européens y affluaient. Quant aux colons leur situation est également compromise. « Lorsqu'ils se sont établis en Indo-Chine, ils ont dû transformer en piastres le capital qu'ils apportaient d'Europe. Tout abaissement dans la valeur de la piastre a donc pour conséquence une réduction de leur capital. A la vérité,

tant qu'ils continuent leur commerce, les Européens établis en Indo-Chine ne se ressentent aucunement de la diminution survenue dans l'évaluation en francs de leurs capitaux, mais qu'ils veulent liquider leurs affaires et rentrer en Europe, les conséquences de la baisse de l'argent apparaissent aussitôt. Supposons qu'un Français soit venu s'établir en Cochinchine vers 1873 avec un capital de 535.000 francs, le capital a été transformé en piastres au taux de 5,35 correspondant au pair de l'argent, il a valu 100.000 piastres. Trente ans se sont écoulés. Les opérations de ce Français n'ont été ni bonnes ni mauvaises, il n'a pas fait de pertes et n'a pas réalisé de bénéfices. Son capital est toujours de 100.000 piastres, mais la piastre valant aujourd'hui 2,50 au maximum, s'il faut rentrer en France, il n'y apportera que 250.000 francs au lieu de 535.000 francs » (1).

Devant de telles perspectives, il est certain que le capital et le travail hésiteront à se transporter en Indo-Chine. Et cependant l'un et l'autre seraient indispensables pour la mettre en valeur. Les fonctionnaires coloniaux qui envoient leurs économies en France subissent des pertes analogues. Si bien qu'on a dû leur donner souvent des indemnités spéciales pour les « couvrir ». Quant au trésor métropolitain, il est dans la même situation que les com-

1. Arnauné, *loc. cit.*, p. 319.

merçants européens. Il y a des remises de fonds à faire en Indo-Chine pour les dépenses qui sont à sa charge (les dépenses de l'armée). Et dès lors il subit le contre-coup des fluctuations du change. Mais c'est surtout le trésor indigène qui est atteint. Ses dettes vis-à-vis de l'Étranger s'accroissent proportionnellement à la baisse de l'argent. Pour faire face au service des annuités, il est obligé de recourir à des impôts nouveaux. Nous ne faisons que signaler les inconvénients de la baisse de l'argent : nous aurons souvent occasion d'y revenir et d'y insister.

Les inconvénients que nous venons de décrire présentent un caractère particulièrement grave. Pour la sapèque nous avons trouvé des inconvénients provenant d'une valeur trop grande, ou d'une quantité de pièces insuffisante. Pour la piastre employée dans les transactions intérieures soit entre particuliers, soit avec le Trésor, nous avons vu qu'on pouvait faire disparaître les inconvénients en se servant exclusivement comme monnaie de compte de la piastre. Mais ici nous ne nous heurtons pas à des défauts de poids, de forme, de quantité, à des vices de computation. Les inconvénients précédents tiennent à l'essence même de la monnaie, à ce qu'elle est d'argent, à ce qu'elle sert à payer des dettes stipulées en or. Et pour cela ils apparaissent sans remède tant que notre colonie sera à

l'étalon d'argent et que la valeur de ce métal variera par rapport à celle de l'or. On pourra les adoucir, créer des palliatifs particuliers, ils ne disparaîtront pas.

De cette analyse du problème de la piastre nous pouvons déduire quelques conclusions. La raison du mal tant dans les transactions intérieures que dans les transactions extérieures, c'est la baisse du métal argent et les fluctuations de valeur qui l'accompagnent. La seule différence entre les deux aspects du problème est que dans les transactions intérieures un remède apparaît : la transformation des habitudes de computation, tandis que dans les transactions extérieures on n'aperçoit que des palliatifs. C'est parce que l'instabilité de la valeur de la piastre est dans l'un et l'autre cas la cause de tout le mal, que l'on désigne en général le problème monétaire dont nous avons décrit les divers aspects par la dénomination unique de : problème de la stabilisation de la piastre.

Le terme est bon pour désigner le problème. Mais à l'employer trop fréquemment il semble que beaucoup pensent que c'est la solution. Pour résoudre la question monétaire actuelle de l'Indo-Chine, disent-ils, il faut stabiliser la piastre. Non : Résoudre cette question et stabiliser la piastre, c'est la même chose. Sans que nous voulions ici anticiper et étudier les solutions proposées, il apparaît déjà que pour sta-

biliser la piastre, il faudrait stabiliser l'argent et que seule une entente internationale pourrait y réussir. Sinon un changement d'étalon, s'il est possible, serait seul efficace, non pas parce qu'il solutionnerait le problème actuel, mais parce qu'il le supprimerait. A moins cependant que l'on puisse espérer une stabilisation naturelle de la valeur du métal argent. C'est ce que nous allons examiner dès maintenant, car si cet espoir était fondé, pourquoi rechercher une solution artificielle ?

Rappelons que la baisse de l'argent résultait, en somme, de deux causes : 1° la surproduction ; 2° la moindre demande. Ces deux facteurs « jouent-ils » toujours ? Et paraissent-ils destinés à « jouer » indéfiniment ? Pour ce qui est de la production de l'argent, elle reste à peu près constante depuis une dizaine d'années ainsi que le démontre le tableau suivant :

Années	Production globale en kilogrammes.
1893	5.146.695 kilogrammes
1894	5.121.017 »
1895	5.210.942 »
1896	5.232.021 »
1897	5.696.110 »
1898	5.142.436 »
1899	5.134.359 »
1900	5.400.418 »
1901	5.382.000 »
1902	5.194.000 »
1903	5.381.000 »

C'est que depuis 1893, la production de l'argent n'est plus, comme elle était auparavant, une production autonome : elle n'est plus qu'une production dérivée — solidaire de celle du cuivre, du plomb et du zinc. Nous trouvons de très intéressantes remarques sur ce point dans le *Report on the introduction of the gold exchange standard into China and other silver using countries*, cité dans le Rapport de l'Administration des Monnaies et Médailles de 1904 : « Des 170 à 175 millions d'onces qui peuvent être considérées dans les circonstances actuelles comme la production normale d'une année, environ 130 millions d'onces proviennent, comme sous-produit, du traitement d'autres minerais, principalement du plomb, du cuivre et du zinc. Il ne reste donc que 40 millions d'onces qui sortent des mines donnant uniquement de l'argent. Si les prix du plomb, du cuivre et du zinc avec lesquels l'argent est principalement produit, n'étaient pas plus haut qu'il y a environ quatre ans, la *production de l'argent* dans l'ouest des Etats-Unis serait probablement même à l'époque actuelle *insuffisante* pour faire face aux demandes... La hausse du cuivre et du zinc par suite de la demande de ces métaux a amené une *stabilité remarquable* dans la *production de l'argent*. On peut s'attendre à voir cet effet se continuer dans l'avenir. » Par contre, la production de l'or, qui est l'heureux rival de l'argent, va en aug-

mentant. Elle a été, en effet, en 1901, de 394.962 kilogrammes; en 1902, de 445.215 kilogrammes; en 1903, de 494.368 kilogrammes.

Et dès lors il pourrait sembler que, la production de l'argent restant stationnaire et celle de l'or progressant, leur valeur relative tendrait à se rapprocher. Ce serait s'illusionner que de le croire, parce que la deuxième cause de baisse de l'argent fonctionne de plus en plus. On verra en effet au cours de cette étude que la marche vers l'étalon d'or se poursuit sans relâche dans les différents pays : si bien que les débouchés de l'argent diminuent sans cesse. Et la production de plus en plus considérable de l'or aide à cette évolution, loin de la contrarier. A mesure en effet, que le stock d'or s'accroît, l'argent tend à perdre sa qualité de métal précieux pour prendre rang parmi les métaux industriels : l'or lui étant intrinsèquement supérieur comme monnaie. D'où il résulte, ainsi que le dit M. Raynaud dans une étude qu'il a publiée sur la baisse de l'argent vis à vis de l'or que « la baisse de l'argent paraît momentanément arrêtée sans qu'on soit bien certain de ne pas la voir recommencer ». Et s'il paraît vain d'attendre de l'avenir la stabilisation matérielle de l'argent, la nécessité s'impose de rechercher une solution artificielle pour le problème qui nous occupe.

BIBLIOGRAPHIE

Schræder. — Etudes numismatiques. Paris 1905.

Arnauné. — La Monnaie, le Crédit, le Change.

Alglave. — Questions monétaires contemporaines. Paris 1906.

Bulletin économique de l'Indo-Chine, passim.

Grenard. — Organisation budgétaire de l'Indo-Chine. Paris
1904.

Doumer. — Rapport sur la situation de l'Indo-Chine.

Avenir du Tonkin.

De Lanessan. — L'Indo-Chine française. Paris, Alcan, 1889.

Administration des Monnaies et Médailles. Rapports au ministre des Finances.

Bulletins de la Chambre de Commerce de Saïgon.

CHAPITRE II

La question monétaire dans les pays à étalon d'argent et ses solutions récentes

Nous venons de poser le problème monétaire de notre colonie. Il tient presque entièrement dans les chiffres que voici : en 1871 le kilogramme d'argent valait 222 fr. 22 ; en janvier 1903, 80 fr. 55 ; en juillet 1905, 99 fr. 20. C'est dire que dans l'espace de trente ans l'argent abaissé de plus de 50 c/o par rapport à l'or. Nous avons indiqué les fâcheuses conséquences économiques que cet état de choses a entraîné en Indo-Chine. Ces mêmes inconvénients se sont produits dans tous les pays à étalon d'argent, où ils ont rendu nécessaires certaines réformes monétaires. C'est le cas du Japon, de la Corée, de l'Inde, des Philippines, du Siam et du Mexique.

Nous allons indiquer ici les solutions qui ont prévalu dans ces différents pays, puis nous tenterons

de les classer. Nous pourrions ainsi, dans la suite de cette étude, apprécier par comparaison les tentatives et les espérances de réforme dans notre colonie.

1° *Japon*. — C'est le 10 octobre 1897 qu'est entrée en vigueur la loi qui a établi le monométallisme or. A cette date, le régime monétaire du Japon était le bimétallisme ; mais, en fait, par suite de la fuite de l'or, c'était le monométallisme argent. D'après le rapport de M. le comte Matsukata-Masayoshi à l'empereur, quatre périodes peuvent être distinguées dans l'histoire monétaire du Japon moderne. La première va de 1868 à 1871. Au moment de la Restauration (1868), le système monétaire était dans le désordre le plus complet. Des refontes successives avaient déprécié les différentes monnaies. De plus quelques Daïmios (princes féodaux) avaient pris la liberté de frapper secrètement des monnaies à eux. Le gouvernement impérial comprit vite la nécessité qu'il y avait à réorganiser le système monétaire.

En mai 1871, l'étalon d'or fut adopté, mais théoriquement seulement. En réalité, ce fut le bimétallisme. La monnaie d'or se composait alors de pièces de 20, 10, 5, 2 et 1 yen. Le yen d'or pesait 2 gr. 657 : son titre était de 0,900. La monnaie d'argent se composait du yen d'argent. Son poids était de 26 gr. 95 : son titre 0,900 ; sa valeur au pair de 5 fr. 39. Ce yen d'argent pouvait être librement

frappé. Sa force libératoire était illimitée ; mais, à ce moment, son cours n'était légalement autorisé que dans les ports à traités et dépendances : plus tard, en 1878, il fut étendu à tout le Japon. A côté, circulaient des pièces divisionnaires d'argent de 50, 20, 10 et 5 sens au titre de 0,800

Parsuite de la baisse de l'argent, remarque M. Bourguin (1), « l'or ne pouvait pas rester en circulation. La frappe de l'argent étant libre, il était impossible que la monnaie d'or circulât au pair avec la monnaie d'argent suivant le rapport légal 1 : 16, alors que le rapport commercial des deux métaux était au cours du 10 mars 1897, par exemple 1 : 32 (cote de l'once d'argent de 28 gr. 76 de fin 29 pence 3/16 ou 106 fr. 56 le kilo à Londres). Sinon on aurait importé au Japon 16 kilogrammes d'argent, achetés 1.723 fr. 07 en or (ou 1/2 kilo d'or fin environ) et en faisant frapper ce lingot d'argent à la Monnaie, on aurait retiré (abstraction faite des frais de frappe) 666 yens 52 d'argent quel'on aurait échangés contre 666 yens 52 d'or, pesant 1 kilo d'or fin. Ce kilo d'or valant au pair 3.444 fr. 44 aurait gagné 1.721 fr. 37 ou un demi-kilo d'or, en l'exportant en Angleterre (sauf déduction des frais de toute sorte). Aussi les détenteurs de yens d'or ne devaient-ils dans ces conditions consentir

1. Bourguin. L'étalon d'or au Japon. *Revue d'Econ. pol.*, 1897, p. 709.

à l'échange contre des yens d'argent que moyennant une prime de 100 0/0... »

Nous ne nous arrêterons pas aux deux périodes suivantes que le comte Matsukata distingue. L'une qui s'étend de 1872 à 1879, et qui est surtout caractérisée par la mise en circulation d'énormes quantités de papiers-monnaie inconvertibles qui soulevèrent tous les maux de l'inflation, l'autre qui va de 1880 à 1885 et dans laquelle le gouvernement fit tous ses efforts pour remplacer les papiers-monnaie inconvertibles par des billets convertibles. Ce n'étaient là que des expédients destinés à parer à des nécessités financières pressantes ou des mesures qui devaient préparer le chemin pour l'établissement final du système de l'étalon d'or, encore que, pour un temps, elles aient eu pour résultat l'établissement d'un étalon d'argent *de facto*. Les billets, en effet, étaient inconvertibles en or, mais convertibles en argent : selon l'expression de M. Bourguin « jusqu'en 1897, le régime monétaire du Japon était donc le bimétallisme pur, converti en fait par la disparition de l'or, en monométallisme argent ».

La loi du 29 mars 1897 fit du Japon un pays monométalliste or. Jusque-là, il fallait donner deux yens d'argent pour obtenir un yen d'or : d'où nécessité d'abaisser de moitié la valeur du yen d'or. Aussi le gouvernement du Japon décida-t-il que le nouveau yen d'or pèserait 0 gr. 75 de fin, alors que l'ancien pesait

1 gr. 50. Le rapport 1 : 16, 17 passait ainsi à 1 : 32, 34. Les nouvelles pièces d'or sont de 20, de 10 et de 5 yens ; elles pèsent 16 gr. 6665, 8 gr. 3333 et 4 gr. 1665. Les anciennes pièces d'or conservent leur cours légal, mais au double de leur valeur nominale. La monnaie d'argent est toujours au même titre de 800/1000 : mais elle pèse davantage. Elle n'a force libératoire que jusqu'à concurrence de 10 yens et n'est frappée que pour le compte de l'Etat. Par contre, la monnaie d'or est frappée pour le compte des particuliers. Tel est le système monétaire actuel du Japon. Notons combien est restreinte la force libératoire de la monnaie d'argent. Elle ne peut être imposée dans les paiements que jusqu'à 10 yens. Il n'est point de pays monométalliste or qui ait établi une telle limitation. Notons encore que la monnaie d'argent est fort lourde et par suite fort incommode en pratique. 50 sens ou $1/2$ yen pèsent 13 gr. 47.83 : 10 yens pèsent donc 269 gr. 566 : si bien que les paiements même moyens se font presque nécessairement en or, les pièces d'argent étant trop encombrantes. Le Japon aurait dû créer de petites pièces d'or, par exemple de 2 yens : entre la pièce d'or de 5 yens et la pièce d'argent de $1/2$ yen, il y a un trou qu'il serait utile de combler.

Par quels moyens le gouvernement japonais mena-t-il à bien une réforme monétaire aussi complète ? Nous avons sur ce point les indications les plus pré-

cises de l'auteur même de la réforme, le Comte Matsukata. Voici, en bref, ce qu'il dit : Toutes les précautions nécessaires furent prises. Ainsi une partie de la somme reçue dans les premiers versements de l'indemnité chinoise fut convertie en billion d'or et envoyée au Japon pour être, autant que possible, changée en monnaie japonaise....

L'or ainsi monnayé entre juillet 1897 et avril 1898 monta à la somme de 79.455.735 yens qui furent gardés en réserve pour être échangés contre des yens d'argent. L'échange commença le 1^{er} octobre 1897 et fut terminé le 31 juillet 1898. Le nombre total des pièces d'argent de 1 yen qui avaient été frappées depuis l'ouverture de l'hôtel de la Monnaie, à Osaka, s'élevait à cette date à 165.133.710. Sur ce chiffre on estime que 99.508.740 yens furent exportés dans les pays étrangers et ne revinrent jamais : 11.028.633 yens furent employés à l'étranger pendant la guerre avec la Chine (1897) : 573.027 yens furent envoyés à Formose après la cession de cette île par la Chine et ne furent jamais rapportés pour être échangés. D'un autre côté le nombre total des yens d'argent échangés contre des pièces d'or entre le 1^{er} octobre 1897 et le 31 juillet 1898 fut de 45.588.369 yens. En outre 460.994 yens avaient été refrappés, par l'Hôtel de la Monnaie en monnaies divisionnaires. Ces différentes sommes forment un total de 162.318.673 yens ; de sorte qu'il en reste

2.815.307 dont on ignore l'emploi... (1). L'on doit remarquer que le délai de dix mois alloué à l'échange des yens d'argent était relativement court. Mais, si la durée de l'opération avait été augmentée, l'on aurait pu craindre que la rentrée des yens d'argent exportés devînt, par suite de changements possibles dans le cours de l'argent, plus considérable qu'on ne s'y attendait et ainsi embarrassa le gouvernement. L'on craignait que dans un plus long espace de temps, de fausses monnaies pussent être fabriquées. Comme les autorités n'entendirent parler de personne qui n'ait pu faire opérer l'échange de ses pièces d'argent, il semble que l'opération réussit parfaitement. Le gouvernement devait donc trouver moyen d'utiliser toutes ces pièces d'argent, soudainement retirées de la circulation. Le nombre monta à 75.093.822 yens. 27.567.012 yens furent re frappés en monnaies divisionnaires, 40.786.662 yens furent vendus à Shangai, Hong-Kong et partout, 6.740.148 yens furent envoyés à Formose, en Corée et ailleurs. Dans l'opération, le gouvernement perdit 5.553.312 yens. Il gagna 5.651.961 yens en frappant des monnaies divisionnaires. En somme l'opération se solda par un bénéfice. Nous n'avons pas à

1. Ces chiffres sont empruntés au rapport de M. le comte Matsukata-Masayoshi, rapport traduit par M. Guérout et publié par la *Revue Politique et Parlementaire*, n° de mars 1901.

rechercher les avantages que le Japon a retirés de l'établissement de l'étalon d'or, mais qu'on nous permette de dire, pour terminer, qu'ils paraissent avoir été très réels. Son commerce s'est développé d'une manière considérable. Ses exportations ne se sont pas ralenties, elles ont même progressé vis-à-vis des pays à étalon d'or, dans une mesure plus forte que les importations, quant au commerce avec les pays à étalon d'argent, il s'est aussi développé : mais ici, les importations dépassent les exportations. C'est là le point noir pour l'avenir : il est à craindre que l'or du Japon ne fuie à l'étranger, la balance commerciale ne lui étant pas favorable et sa réserve d'or n'étant point assez forte.

Un mot enfin de Formose. A Formose l'étalon d'or ne fut pas établi en même temps qu'au Japon, — les relations commerciales de l'île et de la Chine étaient alors trop importantes — mais le commerce de Formose et du Japon s'étant considérablement accru, l'étalon d'or fut introduit dans l'île par une ordonnance du 4 juin 1904. A partir du 1^{er} juillet 1904, la circulation des pièces d'argent a été interdite. Elles continuent d'être acceptées par le Trésor qui ne les remettra pas en circulation.

II. — *Corée*. — M. Megata, conseiller du ministère des Finances du Japon, a publié un intéressant rapport sur la réorganisation financière de la Corée en novembre 1905. Nous en détachons ce qui a trait

à la réforme monétaire. La circulation monétaire passait pour être à base de métal argent : en réalité, il n'y avait pas d'étalon. La principale monnaie qui était de nickel, était très dépréciée, parce que le gouvernement en avait frappé de grandes quantités, pour en tirer profit, aux dépens de la qualité. En 1904, la monnaie du gouvernement fut fermée et cessa d'inonder le pays de pièces dépréciées. Un édit impérial de 1901 avait établi l'étalon d'or, la monnaie à frapper devant être de même nature que celle du Japon. Un édit de janvier 1905 fixa au mois de juin la mise en pratique de l'opération. Les vieilles pièces de nickel furent retirées de la circulation : on commença à frapper en octobre 1905 des pièces d'argent de 10 sens et des pièces de bronze de 1 et de 1/2 sen. On retira de la circulation une valeur de 10.722.162 dollars de Corée. Voici quelles étaient les principales dispositions du rescrit monétaire du 12 février 1901.

Art. 2. — La valeur de l'unité monétaire est donnée par le yen or qui contient 0,9 de son poids d'or ; 50 sens valent 1/2 yen et 100 sens valent un yen.

Art. 3. — Sont adoptées les différentes sortes de monnaies ci-après désignées :

Monnaie d'or : 20 yens, 10 yens, 5 yen.

Monnaie d'argent : 1/2 yen, 20 sens.

Monnaie de nickel : 5 sens.

Monnaie de cuivre : 1 sens.

.

Art. 6. — Il n'y a aucune limitation à l'emploi des monnaies d'or. Les monnaies d'argent ne pourront servir d'appoint que jusqu'à concurrence de 10 yens et celles de nickel et de bronze que jusqu'à concurrence de 1 yen. Toutefois, si les intéressés sont mutuellement d'accord pour les verser ou les accepter, cette limitation n'est pas impérative...

Voici également le rescrit du 18 janvier 1905 relatif à l'application de la loi monétaire.

Article premier. — La valeur des monnaies de notre pays reposera sur l'étalon d'or, de façon à donner à l'unité monétaire une base plus stable.

Art. 2. — Conformément à l'article ci-dessus le règlement monétaire établi par le rescrit de la cinquième année Koang-Mow (12 févr. 1901) sera mis en vigueur le 1^{er} juin de cette année...

La réforme monétaire de la Corée fut donc complète. Actuellement les monnaies d'argent n'y sont plus que des monnaies d'appoint : Les monnaies d'or seules y ont caractère de monnaies à cours légal illimité et de monnaie étalon.

III. — *L'Inde*. — Au début du XIX^e siècle, le système monétaire de l'Inde n'était point uniforme. L'or circulait seul à Madras. L'or et l'argent circulaient concurremment dans le Bengale. A partir de 1835 seu-

lement, l'or cessa d'avoir cours légal dans toute l'Inde : mais il continua à être employé par les particuliers. En 1864, l'Association commerciale de Bengale, de Bombay et Madras demandèrent l'établissement d'une circulation or. Le gouvernement de l'Inde proposa l'acceptation des souverains et des demi-souverains comme « *legal tender* » sur le taux de 1 souverain pour 10 roupies. Le gouvernement de la métropole n'admit pas que le souverain et le demi-souverain devinssent « *legal tender* » ; mais il décida que jusqu'à nouvel ordre, ils seraient reçus dans les caisses du Trésor sur le taux de 10 et de 5 roupies. Nous n'insisterons pas davantage sur les évolutions successives du système monétaire de l'Inde avant 1870 : elles n'ont qu'un intérêt historique. C'est le 6 septembre 1870 que fut promulgué le *Indian Coinage Act*. Il faut l'étudier de près, car c'est le texte fondamental de la législation monétaire indienne. Il proclamait d'abord la liberté de la frappe de l'or et de l'argent. Les hôtels des monnaies du gouvernement à Bombay et à Calcutta étaient ouverts au public qui pouvait y faire frapper ses matières après en avoir fait constater le titre d'après l'étalon en payant un droit de 1/100 sur l'or et de 2/100 sur l'argent. Les monnaies reconnues étaient d'or, d'argent et de cuivre. Voici les principales ; pour l'or : le mohur, pièce de 15 roupies, les 2/3 de mohur, pièce de 10 roupies ; le 1/3 de mohur pièce de 5 roupies. Il

y avait encore le double mohur, pièce de 30 roupies. Toutes ces pièces étaient au titre de $11/12$, soit de 0,91666, comme la monnaie anglaise. Dès le 12 décembre 1870 la frappe du double mohur était supprimée. A partir du 26 juin 1893, la frappe du mohur et de ses sous-multiples fut également prohibée, mais ils pouvaient être échangés dans les monnaies de l'Inde contre les roupies d'argent sur le pied de 1 mohur pour 21 roupies. Le gouvernement avait l'intention de remplacer ces diverses pièces par le souverain anglais.

D'après l'act de 1870, les monnaies d'argent sont : la roupie, la demi-roupie qui vaut 8 annas, le $1/4$ de roupie qui vaut 4 annas, le $1/8$ de roupie, pièce de 2 annas. Ces monnaies sont au titre de $11/12$ ou de 0,91666. Un acte du 26 juin 1893, sur lequel nous allons revenir, a suspendu la frappe libre de la roupie et de ses sous-multiples.

Quant aux monnaies de cuivre, ce sont : le double-pice ou demi-anna, le pice ou le $1/4$ d'anna, le demi-pice ou $1/8$ d'anna le pice ou le $1/3$ du pice ou $1/12$ d'anna.

A partir de 1873 — année où l'Allemagne passa à l'étalon d'or — l'argent subit une baisse à peu près continue : ce qui rendit très critique la situation de l'Inde, soit au point de vue du commerce des particuliers, soit au point de vue du budget de l'Etat, les uns et l'autre devant solder leurs dettes en or.

Aussi dès 1876, la Chambre de commerce du Bengale et l'Association commerciale de Calcutta demandèrent-elles que les hôtels des monnaies suspendissent provisoirement la frappe de l'argent.

Le gouvernement de l'Inde trouva que la mesure était prématurée : « Up to the present there is no sufficient ground for interfering with the standard of value ». Mais, la dépréciation de l'argent s'accroissant toujours, il changea bientôt d'avis et proposa d'adopter l'étalon d'or *gold standard*, éventuellement l'étalon anglais. Le gouvernement de la métropole s'y refusa (1879). Cependant l'argent baissait toujours par rapport à l'or, et par cela même, les embarras du gouvernement de l'Inde augmentaient. L'Inde ne cherchait plus le remède dans le changement de son étalon monétaire, mais dans l'élévation du prix de l'argent par des accords internationaux. En 1881, notamment, elle envoya des délégués à la Conférence monétaire de Paris avec la mission de rechercher les mesures qui pourraient rehausser le prix de l'argent... « to promote the re-establishment of the value of silver. »

Ses efforts dans ce sens ayant été vains, le gouvernement de l'Inde revint à sa première politique, le changement d'étalon monétaire. En 1891, dans son exposé budgétaire, Sir D. Balfour, ministre des Finances de l'Inde, déclare que «... Si les Etats-Unis renoncent à l'étalon d'argent, le mal sera trop grand

pour qu'on puisse y remédier par de simples palliatifs, et le gouvernement de l'Inde, forcé d'opter entre une opération difficile et une maladie chronique fera mieux d'adopter l'étalon d'or au taux du change du jour où la décision sera prise, que d'essayer de relever les cours des monnaies d'argent ».

Le 21 juin 1892, le vice-roi des Indes, lors Landdowe, déclarait au gouvernement anglais que « s'il devenait évident que la Conférence internationale n'aboutirait pas, l'Inde fermerait ses hôtels des monnaies à la frappe libre de l'argent et adopterait l'étalon d'or ». Le 22 janvier 1893 il exposait son dessein. Provisoirement les pièces d'or anglaises seraient *legal tender* sur le taux de 13 roupies $1/2$ pour un souverain. Une commission, présidée par lord Herschell, fut chargée de l'examen de ce projet ; elle le modifia d'une manière profonde. Elle admit la fermeture des Monnaies à la frappe libre de l'argent. Les particuliers ne pourraient plus faire frapper de roupies ; seul le gouvernement de l'Inde pourrait toujours en frapper pour son compte. Comme nous l'avons déjà indiqué, le mohur et ses sous-multiples ne pourraient plus être frappés, mais ils continueraient d'être acceptés dans les hôtels des Monnaies. Quant aux souverains et demi-souverains ils seraient reçus par les caisses publiques au taux de 15 et de 7 $1/2$ roupies. Le projet ainsi amendé acquit force de loi le 25 juin 1893.

Dans la pensée du gouvernement de l'Inde, la réforme de 1893 était destinée à ouvrir les voies à l'étalon d'or. Il fit un pas de plus en 1898. Voici, en substance, le projet qu'il proposa à la métropole. Il avait remarqué que depuis 1893 l'or était officiellement déprécié par rapport à l'argent. Il fallait faire hausser le prix de la roupie. Pour atteindre ce but, le meilleur moyen était de restreindre la circulation de la roupie, dès lors d'en retirer une certaine quantité de l'usage, approximativement 240 millions. Pour le succès de l'opération il était nécessaire de faire un emprunt afin de constituer une réserve d'or, destinée, d'une part, à parer à la perte que le gouvernement subirait en retirant les roupies de la circulation et en les revendant comme métal, et de l'autre à pourvoir à toutes éventualités qui pourraient se produire. Par ces mesures, le cours de la roupie remonterait et les souverains anglais seraient importés dans le pays. Pendant la discussion de ce projet, la hausse de la roupie s'effectua naturellement et les mesures proposées devinrent sans objet. A dater du 1^{er} janvier 1898, le change de l'Inde s'est tenu à 16 d. par roupie. De ce fait, une réserve d'or fort importante de 2.370.000 livres sterling s'était même constituée. Le moment paraissait arrivé de donner à l'Inde un étalon d'or. Des objections se firent jour : M. Lesley Probyr prétendit par exemple, que « mettre de l'or dans la circulation, autant vaudrait jeter de l'eau

dans un crible », mais on ne s'y arrêta pas ; finalement, l'on décida que le souverain anglais serait *legal tender* et monnaie usuelle de l'Inde. On aurait ainsi la même monnaie en Anglererre et dans l'Inde. La frappe de l'or serait libre. Qu'allait-on faire de la roupie, la seule monnaie légale jusqu'à 1893 ? Elle gardait cours légal illimité, comme le souverain. Le taux du change resterait de 16 pence par roupie. Toutes ces dispositions furent acceptées par la métropole le 25 juillet 1899 et transformées en loi par l'Inde le 15 septembre 1899.

En résumé : la loi du 25 juin 1893 avait établi dans l'Inde un système bimétalliste, limité la circulation en suspendant la frappe libre des monnaies d'or et des monnaies d'argent, fixé enfin un taux d'échange entre les souverains et les roupies. La loi du 15 septembre 1899 consacra l'existence du bimétallisme en reconnaissant deux monnaies à cours légal illimité — le souverain et le demi-souverain d'or d'une part, la roupie et la demi-roupie d'argent d'autre part — qui s'échangent au taux officiel de 16 pence par roupie. Mais elle s'efforça de modifier la circulation monétaire de l'Inde en libérant la frappe de l'or des entraves établies par la loi de 1893. La tentative a-t-elle réussi ? Il semble que non. Comme l'observe M. Arnauné, ce n'est pas contre des unités d'or indiennes que la roupie d'argent s'échange selon un rapport fixe : c'est pour le règlement des dettes et

des créances réciproques de l'Inde et de l'Angleterre et en monnaie anglaise qu'il y a un pair de la roupie.

IV. — *Philippines*. — Jusqu'en 1803, la circulation monétaire des Philippines était constituée par des dollars d'argent mexicains et une faible quantité de billets de la Banque Hispano-Philippine : d'où de larges fluctuations de valeur tenant d'une part aux variations du métal argent et de l'autre l'approvisionnement par les monnaies mexicaines. Après la conquête, les Etats-Unis résolurent de doter les Philippines d'un système monétaire autonome. M. Charles Conant fut envoyé à cet effet aux Philippines. Il proposa l'adoption d'un régime semblable à celui de l'Inde : bimétallisme mitigé à double circulation d'or et d'argent, le gouvernement limitant la circulation de l'argent. Ses conclusions furent adoptées par le Congrès des Etats-Unis en février 1893. Désormais, le régime monétaire des Philippines est le suivant : l'unité de valeur est le peso d'or. Il a le même poids que le dollar américain mais ne vaut qu'un demi-dollar or. C'est une monnaie fictive. La monnaie réelle est le dollar américain qui vaut 2 pesos. Il a cours légal et force libératoire illimitée. Des dollars d'argent à effigie spéciale continueront à servir pour toutes les transactions courantes. Ils ont aussi cours légal illimité. Ils ne peuvent être frappés que par le gouvernement local. Ils sont émis suivant les besoins, mais avec un minimum de 20 millions

de pesos et un maximum de 75 millions de pesos. Il y a aussi des monnaies divisionnaires d'argent de 50, de 20 et de 10 centavos. Ces pièces n'ont cours légal que jusqu'à concurrence de 10 pesos. Circule également une pièce de 5 centavos en nickel, une pièce de 1 centavo et une de un demi-centavo en cuivre.

Dès lors que l'on admettait la circulation parallèle des deux métaux, il était nécessaire de fixer un rapport d'échange. Commercialement ce rapport était alors de 42 à 1 : officiellement on le fixa à 32 contre 1, au lieu de 16 à 1, l'ancien rapport américain. Les pièces d'argent ayant une frappe spéciale sont inutilisables en dehors des Philippines. D'ailleurs leur valeur légale d'échange avec l'or étant supérieure au cours commercial, l'on ne peut pas craindre qu'elle quitte le territoire, mais il sera peut-être difficile de maintenir dans les banques une réserve d'or suffisante pour que l'échange entre les deux métaux se fasse d'une manière effective.

V. — *Siam*. — Il semble que c'est à l'instigation de l'Angleterre et du Japon que le Siam a procédé à sa réforme monétaire. L'Angleterre et le Japon projetaient, en effet, d'exécuter de grands travaux publics dans ce pays. Des opérations financières devaient en être la conséquence forcée : mais il était difficile de les lancer par suite de la baisse de l'argent d'où le décret du 20 décembre 1902. Jusqu'à cette date, l'unité monétaire officielle était le tical d'argent. Qui-

conque présentait des piastres à la monnaie siamoise pouvait faire frapper des ticaux. Pour 3 piastres l'on obtenait 5 ticaux : le tical valait donc $\frac{3}{5}$ de piastre soit, en supposant l'argent au pair, à peu près 3 francs.

Mais l'argent baissant toujours, la valeur en or des recettes de l'Etat allait en diminuant. Pour pouvoir payer en or les travaux projetés, il fallait soit augmenter les impôts, soit transformer l'étalon monétaire. C'est la deuxième solution qui l'emporta. A l'exemple des Indes, le gouvernement siamois décida : 1° d'arrêter la frappe de l'argent ; 2° de fixer un taux d'échange assez élevé entre le tical et la livre sterling. L'on estimait en effet que la raréfaction des monnaies d'argent produirait une hausse du change. 20 ticaux valaient alors une livre sterling, tandis que, au pair, 8 ticaux et demi devaient valoir 1 £.

Un arrêté du ministre des Finances décida que 17 ticaux vaudraient 1 £. La valeur du tical était ainsi fixée à 1 fr. 48, alors que, commercialement, elle était de 1 fr. 16, la piastre étant en effet cotée 1 fr. 94. Les banques élevèrent aussitôt des protestations : elles avaient, en effet, en dépôt des sommes considérables pour le compte du gouvernement siamois et auraient subi de grosses pertes s'il leur avait fallu opérer le remboursement d'après le taux fixé. D'abord, le gouvernement siamois refusa de rapporter les mesures arbitraires qu'il avait prises, mais les léga-

tions intervinrent et les banques fermèrent leurs caisses. Des dispositions transitoires furent adoptées. Le taux de 20 ticaux pour une livre sterling fut maintenu jusqu'en mars 1903. Le tical valait donc 1 fr. 25. Les banques obtinrent en outre de se libérer des sommes qu'elles devaient au gouvernement siamois à raison de ses dépôts, au taux ancien de 5 ticaux pour 3 dollars. Les piastres étant fort abondantes sur le marché, les banques en achetèrent immédiatement et remboursèrent avec elles les 6 millions de ticaux qu'elles devaient à l'Etat. A partir de mars 1903 le taux, qui était de 20 ticaux par £, devait s'élever progressivement jusqu'à 17 ticaux, par £. Il n'en restait pas moins que la réforme monétaire du Siam s'effectuait avec une perte de 50 o/o pour l'argent, puisque, au pair, 8 ticaux et demi valaient 1 £.

La réforme monétaire du Siam peut donc se résumer ainsi : en raréfiant le plus possible l'argent monnayé, le gouvernement espérait que le cours commercial du tical par rapport à l'or deviendrait rapidement égal à un cours officiel arbitraire. Il ne l'a pas encore atteint, mais il s'en rapproche. Voici quelques chiffres qui le démontrent. Le 10 décembre 1902, 20 ticaux s'échangeaient contre 1 £ ; le 17 décembre, 19 ticaux $3/4$; le 5 mars 1903, 19 ; le 22, 18 $1/4$; le 5 août 1903, 18 ; le 12, 17 $3/4$... Il est possible que le Siam arrive à ses fins, c'est-à-dire que le

taux de 17 ticaux soit atteint, parce que ses exportations dépassent de beaucoup ses importations. Mais il faut remarquer que ce taux de 17 ticaux par livre donne à la piastre une valeur de 2 fr. 47 à l'ancien change de 5 ticaux pour 3 piastres, et que cette valeur de la piastre n'est pas très éloignée de sa valeur commerciale. Il reste douteux que le Siam parvienne à continuellement maintenir le taux de 17 ticaux par livre, qui, en définitive, est arbitraire, si la piastre vient à baisser d'une manière très sensible et pendant un temps assez long en Extrême-Orient. Il semble d'ailleurs, comme nous le verrons plus loin, que dès 1906 la concordance entre le taux officiel et le cours commercial n'a pu être maintenue.

VI. — *Mexique*. — Jusqu'à la réforme que nous allons exposer, le Mexique avait toujours été bimétalliste, le rapport entre l'or et l'argent étant 1 à 15, 5 comme en France. Ce système se réduisait pratiquement au monométallisme argent. Il comprenait : 1° des piastres d'argent divisées en 100 centavos, avec des sous-multiples de 50, 25, 10 et 5 centavos ; 2° de pièces d'or de 20, de 10, de 5, de 2 1/2 et de 1 piastre. Mais, dans la réalité, la circulation était presque toute d'argent. Par suite de la baisse de l'argent, la production agricole et minière s'était peut-être trouvée stimulée au Mexique : mais le commerce et les banques étaient dans une situation difficile

et les capitaux étrangers n'allaient point vers ce pays. Enfin la dette publique se trouvait démesurément grossie. Pour parer à tous ces inconvénients, l'on recourut à divers expédients. Puis, en 1904, le gouvernement fit adopter par le Congrès un projet destiné « à assurer à la monnaie d'argent une fixité suffisante par rapport à l'or ». Il n'était pas possible d'établir l'étalon d'or avec circulation d'or ; cette réforme eût trop atteint les intérêts du Mexique qui est un pays producteur d'argent. On établit « l'étalon d'or, mais avec circulation d'argent, sous réserve de frapper plus tard des monnaies d'or. Grâce à ce procédé, on conservera dans la circulation plusieurs millions de kilogrammes d'argent à l'effigie du Mexique. On consommera ensuite en nouvelles frappes de nouvelles quantités de métal et on évitera les déceptions, les résistances et les conflits qu'engendrerait un changement brusque de monnaie » (1).

L'unité monétaire reste ce qu'elle était : c'est la piastre de 27 gr. 073, au titre de 0,9027. Sa valeur en or est officiellement diminuée de 50 o/o. Pour maintenir la piastre à son cours de stabilisation, on en suspend la frappe et on prohibe la réimportation des piastres d'Extrême-Orient. Comme les banquiers protestaient, l'on réduisit de 20 o/o les taxes qui pesaient sur l'argent. Enfin pour pour-

1. Exposé des motifs de la loi de 1904.

voir aux diverses éventualités qui pourraient se présenter, l'on décida de créer « une junta dont la mission serait de régulariser la circulation monétaire et d'obtenir dans toute la mesure du possible, la stabilité du taux du change extérieur. A cet effet, l'exécutif pourra donner à cette junta les attributs qu'il jugerait nécessaires, et lui confier en même temps le maniement d'un fonds spécial dont l'exécutif fixera le montant ». En résumé, le Mexique est aujourd'hui à l'étalon d'or, mais en théorie seulement car sa circulation reste toute d'argent. La réforme monétaire n'a en réalité qu'essayé de stabiliser la piastre à un taux arbitraire en la raréfiant.

De l'enquête à laquelle nous venons de procéder il résulte, en définitive, que les pays, chez lesquels le problème monétaire créé par la baisse de l'argent par rapport à l'or, s'est posé avec le plus d'acuité, l'ont résolu à l'aide de trois sortes de solutions. Les uns, comme le Japon, la Corée et Formose ont substitué l'étalon d'or à l'étalon d'argent. Dans ces pays, l'or a cours légal illimité. L'argent n'y est qu'une monnaie d'appoint. D'autres comme l'Inde et les Philippines ont adopté un bimétallisme mitigé. Ils ont établi une double circulation d'or et d'argent, donnant à ces deux métaux cours légal illimité avec un taux officiel de change. En outre en laissant la frappe de l'or libre et illimitée, et en restreignant la frappe de la monnaie d'argent dans d'étroites limi-

tes, ils se sont efforcés de donner à la monnaie d'or le rôle de monnaie étalon, sans y avoir entièrement réussi, semble-t-il. Enfin le Siam et le Mexique ont conservé leur circulation d'argent et essayé en raréfiant leur monnaie de stabiliser son change à un cours arbitraire.

Nous n'avons pas à rechercher quelle est la meilleure de ces solutions. Ce serait perdre notre peine : il n'y a pas de mesure qui soit universellement bonne en matière monétaire. Ce qu'il nous faudra dire, c'est celle qui peut le mieux convenir à l'Indo-Chine française, étant donnée sa situation économique interne et externe. Nous les apprécierons à ce point de vue en les retrouvant dans la suite de cette étude soit comme solutions actuellement proposées, soit comme efforts déjà tentés par la France depuis la conquête.

BIBLIOGRAPHIE

Bourguin. — L'étalon d'or au Japon dans la Revue d'Economie Politique, 1897, p. 709.

Rapport du Comte Matsukata, Masayoshi dans la Revue politique et parlementaire de mars, 1901.

Administration des Monnaies et Médailles. Rapports au ministre des Finances.

Alglave. — Questions monétaires contemporaines. Paris, 1906.

Arnauné. — La Monnaie, le Crédit, le Change.

Bulletin du Comité de l'Asie française. passim.

Bulletin économique de l'Indo-Chine, passim.

CHAPITRE III

La Politique Monétaire de la France en Indo-Chine depuis 1863

Ainsi que nous l'avons vu dans un précédent chapitre, les principales monnaies usitées en Indo-Chine lors de la conquête, étaient les lingots et feuilles d'argent, les sapèques, et surtout les piastres mexicaines. Circulaient encore, ou furent introduites depuis, diverses pièces d'argent analogues à la piastre mexicaine : le trade dollar américain, le yen japonais, le dollar anglais, etc. « Dès le début de la conquête, écrit M. de Lanessan, les officiers, les fonctionnaires, les fournisseurs du corps d'occupation durent être payés en piastres, parce que la piastre était la seule monnaie admise par tous les marchands européens, chinois ou annamites. » L'administration française s'inclina forcément devant ce fait et la piastre devint la monnaie officielle

de la colonie. Voici quelques extraits de la décision qui prit cette mesure.

Décision réglant les conditions du cours forcé des piastres mexicaines (10 avril 1862) :

Le Contre-Amiral, Commandant en chef,

Considérant que certaines habitudes prises principalement par les compradors dans le choix des piastres mexicaines portent atteinte à l'importance d'un numéraire dont la circulation est actuellement exclusive dans l'Extrême-Orient : que les intérêts du commerce et du Trésor souffrent de cet état de choses :

Décide :

Les piastres mexicaines, de bon aloi, marquées ou non marquées par les compradors, mais ayant le titre légal, auront cours forcé indistinctement dans toute l'étendue du territoire de la Cochinchine soumis à l'autorité de la France...

Les habitudes des compradors auxquelles l'amiral fait allusion consistaient à n'accepter que les piastres marquées au coin de leur maison, les chopped dollars : précaution destinée à les garantir contre les pièces fausses, qui étaient fort nombreuses. Nous avons déjà indiqué que cette mesure avait abouti à une véritable altération des chopped dollars qui perdaient par suite des coups de poinçons une partie de leur poids et devenaient une monnaie faible par rapport aux clean dollars. Rappelons que la

décision du 10 avril 1862, en donnant cours légal aux deux monnaies, eut comme conséquence fatale, mais imprévue, la fuite de la monnaie forte. L'agio-tage devint tel, que le commandant en chef restreignit les conditions dans lesquelles les chopped dollars avaient cours forcé, par l'arrêté du 14 août 1862 :

Le Vice-Amiral, Gouverneur, Commandant en chef,

Vu la décision du 10 Avril 1862 qui force le cours des pièces marquées, soit au nombre, soit au poids de 717 taëls (26 gr. 940) pour 1.000 piastres, selon le gré des parties intéressées... considérant que ce poids de 717 taëls ne représente réellement que 997 piastres 75 cents au lieu de 1.000 : que de cette différence naît un privilège illégitime en faveur des paiements au poids, et par conséquent au profit des piastres les plus altérées, qu'il importe de rétablir un juste équilibre dans les paiements dont le mode est à débattre entre les parties.

Arrête :

Les piastres mexicaines marquées n'auront cours forcé en Cochinchine, qu'autant qu'elles représenteront un poids égal aux piastres non marquées.

La mesure fut insuffisante. Un arrêté du 23 juin 1863 prohiba l'importation des piastres marquées. Enfin l'arrêté du 23 octobre 1863 supprima leur cours forcé et autorisa les particuliers à les échanger jusqu'au 10 novembre de la même année contre des

clean dollars aux caisses du Trésor à Saïgon. Nous avons rappelé ici la question des chopped dollars, parce qu'elle fut la source des premières difficultés qu'éprouva l'administration française lors de l'occupation, mais nous n'avons pas à insister davantage.

Ce qu'il faut souligner, c'est que, au moment de la conquête, « la piastre régnait en souveraine sous des noms différents, mais avec une valeur intrinsèque en argent fin assez uniforme » (1).

Dans ces conditions le problème de la piastre n'apparut d'abord pas à l'administration française sous toutes les faces que nous avons indiquées dans un précédent chapitre. Les premières difficultés qui furent sensibles, s'élevèrent à propos des relations entre le Trésor et les particuliers. A l'origine, le problème fut seulement un problème budgétaire : en quelles espèces le Trésor traduirait-il ses recettes et ses dépenses dans sa comptabilité ? En quelles monnaies compterait-il, soit pour recevoir, soit pour payer ?

Il semble qu'il eût été logique de tenir la comptabilité en piastres, puisque les comptables ne maniaient que des piastres. Il n'en fut rien : le budget fut établi en francs. C'est que « de 1864 à 1881, les amiraux qui gouvernent la Cochinchine s'y montrent préoccupés avant tout, d'avoir des budgets

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 511.

dans lesquels la métropole puisse lire clairement (1)». Ajoutez que les crédits inscrits au budget de la France pour le service marine et le service colonies — crédits qui constituaient par application du self supporting principe, la part la plus importante des dépenses de l'Indo-Chine — étaient fixés en francs. Il devaient être remboursés en francs. Enfin l'administration espérait, comme on le verra plus loin, remplacer les piastres par les monnaies françaises. Et c'était déjà faire un pas dans cette voie que de compter en francs. Voilà pourquoi les recettes et les dépenses du budget furent établies en francs sur le papier. De graves difficultés naissaient de ce fait même. En effet, « la piastre étant la seule monnaie courante du pays, les contribuables ne pouvaient donner au Trésor que des piastres, et le Trésor ne pouvait lui-même faire ses paiements qu'en piastres » (2). Il devint donc de toute nécessité d'évaluer le rapport de la piastre au franc. Il le fallait pour la régularité des écritures : il le fallait surtout pour savoir quelle quantité de piastres les contribuables devraient verser pour se libérer de leurs impôts établis en francs, et inversement, quelle quantité de piastres, le Trésor devrait verser pour régler ses fonctionnaires et ses fournisseurs.

Les voies et moyens qui semblaient indiqués pour

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 512.

2. De Lanessan, *op. cit.*, p. 512.

effectuer ces conversions de piastres en francs et de francs en piastres, c'était simplement de s'en tenir au cours commercial. Des particuliers auraient ainsi procédé. L'administration ne le fit point, par suite de l'absence d'une cote officielle : elle fixa conventionnellement le taux d'échange, mais il est équitable d'observer que, dans ses desseins, le cours conventionnel devait être calqué sur le cours commercial de Saïgon ou des places voisines. Voici un extrait d'une décision du Gouverneur du 20 mai 1863 qui le démontre : « conformément aux usages adoptés, le taux des piastres mexicaines non marquées... sera fixé à 0 fr. 10 au-dessous du dernier cours du clean dollar, tant sur la place de Singapour que sur le marché de Hong-Kong. A cet effet, le chef du service administratif adressera au Gouverneur, Commandant en Chef, des propositions basées sur les dernières nouvelles reçues des places voisines, et le taux ainsi adopté servira de cours jusqu'à l'arrivée du nouveau packet... »

En fait le cours administratif ne fut pas calqué sur le cours commercial. Le principe était que « au début de chaque exercice, le gouverneur de la colonie fixait la valeur en francs que le Trésor attribuerait à la piastre pendant toute l'année suivante. Ne se préoccupant pas des variations que la piastre subissait dans les banques et le commerce, il décidait que le Trésor la prendrait et la donnerait toujours

pour le même nombre de francs, et fractions de francs, soit, par exemple, pour 5 fr. 55 (1). » Ainsi en décida un arrêté du 19 septembre 1864. Dans la réalité, le taux de 5 fr. 55, supérieur dès ce moment à la valeur réelle de la piastre qui était de 5 fr. 37, fut maintenu pendant douze années, jusqu'en 1876. Et cependant, l'argent avait prodigieusement baissé : « Du 1^{er} janvier 1871 au 30 novembre 1876, la valeur commerciale moyenne de la piastre était de 4 fr. 91, son taux officiel moyen s'élevait à 5 fr. 55 ; c'est-à-dire que le Trésor prenait et donnait la piastre pour 64 centimes de plus qu'elle ne valait (2). »

De cet état de choses résultaient de graves inconvénients qui ont été très bien mis en lumière par M. Arnauné : « Le Trésor, écrit-il, émet à Saïgon des mandats postaux et délivre des traites à trente jours de vue sur la France. Les uns et les autres sont libellés en francs et donnent droit de toucher des francs dans la métropole. Mais le versement fait dans la colonie est fait dans la monnaie qui a cours, c'est-à-dire en piastres. Or, à cette époque (1876), le Trésor prenait la piastre à 5 fr. 20, c'est-à-dire que pour un versement de 100 piastres, il délivrait un titre de 520 francs. En réalité la piastre valait de 5 fr. 10 à 4 fr. 60, soit en moyenne 4 fr. 83...

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 513.

2. De Lanessan, *op. cit.*, p. 513.

Un titre de 520 francs coûtait donc de 510 à 460, en moyenne 483 francs. Il suffisait de verser 100 piastres au Trésor ou à la poste pour réaliser un bénéfice de 10 francs au moins, de 60 francs au plus, ou en moyenne de 37 francs ; même en déduisant les frais de retour des espèces, c'était là une opération de change singulièrement fructueuse dont le Trésor faisait les frais... (1). » Ajoutez encore que les contribuables gagnaient aussi à la différence entre le taux officiel et le taux commercial : le premier étant supérieur au second, ils avaient moins à déboursier. Il semblerait, à première vue, que le Trésor se « rattrapait » sur ses fournisseurs : mais il n'en était point ainsi. Pour ses fournisseurs de France, c'est évident. Quant à ceux de la Cochinchine, « il n'est pas permis de douter qu'ils ne tinssent compte, dans l'établissement de leurs prix, de la perte certaine à laquelle ils étaient exposés par le fait du change de la piastre ». En définitive, le budget ne réalisait de bénéfices que sur les traitements des fonctionnaires. Pour remédier à ces inconvénients, l'on eut recours à des expédients variés. La délivrance des mandats à destination de France fut d'abord restreinte à 300 francs par personne et par jour. Mais, « on enrégimentait, pour augmenter le nombre des parties prenantes, des employés, des coolies, des boys qui assiégeaient les guichets de

1. Arnauné, *op. cit.*, p. 702.

la poste » (1). Le 26 janvier 1876, le Gouverneur suspendit l'émission des mandats sur la France, ainsi que l'achat de rentes par l'intermédiaire du Trésor. Un tiers du traitement des fonctionnaires pouvait être payé en mandats sur la France. De plus, les fonctionnaires devaient, à l'avenir, recevoir une indemnité de change de 7 o/o.

Cen'étaient là que des palliatifs, d'autant plus inefficaces que la baisse de l'argent allait se précipitant. « Du 1^{er} décembre 1876 au 31 décembre 1881 le cours commercial moyen de la piastre est de 4 fr. 815, tandis que son cours officiel moyen est de 5 fr. 35... » (2). De nouveau, l'on songea à l'introduction de la pièce de 5 francs. Cette tentative ayant échoué — pour des raisons que nous exposerons plus loin — une solution nouvelle intervint. « ... Le budget est établi en piastres : le Trésor ne reçoit et ne donne que des piastres (3). » Il semble que M. de Lanessan « simplifie » un peu les dispositions qui furent prises en 1881. Une distinction complète fut faite d'une part entre les services métropolitains, de l'autre entre les services locaux. Pour les premiers, l'on continua de compter en francs : pour les seconds, les écritures furent tenues en piastres.

Il s'ensuivait que, pour les services métropolitains, la monnaie réelle différait de la monnaie de compte :

1. Arnauné, *op. cit.*, p. 702.

2. De Lanessan, *op. cit.*, p. 513.

3. De Lanessan, *op. cit.*, p. 512.

d'où cette conséquence qu'il restait nécessaire de fixer un taux de conversion du franc en piastre et réciproquement. Cette fois encore, l'on ne s'en tint point au cours commercial ; mais l'on s'efforça de le serrer de plus près.

Un décret du 5 juillet 1881, disposa, en effet, que « en ce qui concerne les opérations effectuées pour le compte du service local hors la Cochinchine, les recettes et les dépenses du service colonial et de tous les services publics métropolitains, ainsi que les opérations se rapportant à ces divers services, le taux auquel la piastre est convertie en francs est fixé trimestriellement, dans les dix premiers jours du mois de décembre, mai, juin, septembre de chaque année, à partir du mois de décembre 1881 inclusivement, par arrêtés du Gouverneur, rendus en Conseil privé, sur la proposition du Trésorier payeur, et d'après la moyenne des cours effectifs du change pendant le dernier trimestre écoulé, sans fraction de centime... Dans le cas où une variation importante du cours commercial de la piastre le rendrait nécessaire et urgent, le Gouverneur peut exceptionnellement, et sans attendre les époques réglementaires, modifier la valeur de cette monnaie... » Ce système qui tendait à rapprocher le plus possible le taux officiel de la piastre de son taux commercial était assurément préférable à celui qui avait été pratiqué jusque-là, mais, comme le remarque M. de Lanessan, « il y

avait toujours une différence entre les deux taux et, par suite, une cause de trouble et d'agiotage » (1). La spéculation était atténuée : elle n'était pas supprimée : d'autant que l'administration ne suivit pas bien fidèlement la ligne de conduite qu'elle s'était fixée et que les deux taux — l'officiel et le commercial — furent souvent assez différents. Notons encore, que, par suite des variations incessantes du taux, les créanciers et les débiteurs du Trésor payaient et recevaient plus ou moins selon le moment où ils se présentaient aux guichets. Nous savons maintenant quelle fut la pratique adoptée de 1881 à 1886 en ce qui concerne les services métropolitains.

Quant aux services locaux, la solution qui prévalut fut la suivante : « à partir de l'exercice 1882 inclusivement, le budget du service local de la Cochinchine sera établi en piastres. En conséquence, la piastre sera l'unité de valeur servant de base à l'établissement, à la constatation et à la perception des contributions, droits, taxes et produits de toute nature compris à ce budget. Les dépenses dudit budget seront également liquidées, ordonnancées et acquittées en piastres. La comptabilité financière et le compte administratif de la Cochinchine seront tenus et rédigés exclusivement en piastres... » (2), De telles dispo-

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 518.

2. Décret du 5 juillet 1881.

sitions étaient justifiées par « un considérant » qu'il n'est pas inutile de rappeler : « Considérant que la piastre, avec ses équivalents, est la seule monnaie en usage pour toutes les transactions en Cochinchine, et que l'obligation de compter en francs imposée à l'administration locale, alors que ses recettes et ses paiements se font exclusivement en piastres, constitue une situation anormale dont les inconvénients ont été à plusieurs reprises signalés... »

Il est certain que, du moment que la piastre était la seule monnaie usitée, il était logique de la prendre pour base unique de toutes les opérations financières locales. L'administration ne s'y résolut pas complètement. Les créances de la colonie furent bien établies en piastres, quant aux dépenses, elles continuèrent assez souvent d'être engagées en francs, alors qu'elles devaient être liquidées en piastres, d'après le décret ci-dessus cité : ainsi des traitements des fonctionnaires européens ; ainsi du marché conclu pour la concession du chemin de fer de Saïgon à Mytho... Le système présentait d'ailleurs de graves difficultés. « Le taux de la piastre, changeant chaque jour, le budget n'avait aucune fixité ni dans ses recettes, ni dans ses dépenses. Pour obtenir cette fixité indispensable, on eut recours à une simple fiction : on décida que dans les écritures du budget la piastre serait considérée comme ayant une valeur uniforme de 5 francs. Les

prévisions du budget de 1882 se trouvaient être ainsi pour les dépenses, de 4.748.000 piastres, à 5 francs ou 23 millions 740.000 francs. Grâce à cette fiction de la piastre évaluée à 5 francs, on obtenait la fixité du budget ni plus ni moins bien que quand ce dernier était établi en francs ; mais on n'évitait aucune des difficultés de la première période... (1) » Qu'on veuille bien se souvenir ici que, précédemment, le taux de conversion était de 5 fr. 35, et l'on remarquera que, par suite de son abaissement à 5 francs, les impôts se trouvèrent augmentés de 7 0/0. Mais l'administration accorda des dégrèvements équivalents, de telle sorte que les contribuables, s'ils firent moins de bénéfices qu'antérieurement sur le Trésor, continuèrent cependant d'en faire. En 1882, par exemple, la piastre valait de 4 fr. 20 à 4 fr. 60 dans le commerce et le Trésor la prenait pour 5 francs. Quant aux fonctionnaires, la situation était inverse : ils se voyaient imposer pour 5 francs des piastres qui valaient 4 fr. 60 ou 4 fr. 70. Somme toute, les mesures adoptées en 1881 n'étaient pas parfaites ; mais elles constituaient cependant un progrès sur le régime précédent, parce qu'elles permettaient de serrer de plus près la réalité. L'écart entre le cours officiel de la piastre et son cours commercial était moins considérable, par suite de l'agiotage moins profitable.

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 317.

Malheureusement l'administration ne se résigna pas à faire passer les intérêts généraux avant ses intérêts particuliers : il lui parut que c'eût été trop d'abnégation. « Pour atténuer la perte des fonctionnaires, le Conseil Colonial avait bien voté en 1883, un premier abondement de 7 o/o, puis, en 1885, un second abondement de 9 o/o, ce qui portait à 16 o/o l'augmentation des traitements, malgré cet abondement, les fonctionnaires, à la fin de 1886, perdaient encore 4 o/o sur le change, puisque la valeur commerciale de la piastre était de 4 francs, c'est-à-dire, inférieure de 20 o/o à sa valeur budgétaire. Ajoutons que l'abondement, n'étant pas applicable aux accessoires de la solde, ceux-ci avaient subi en 1886 un abaissement réel de 20 o/o » (1). D'où l'arrêté suivant du 30 décembre 1886 ; « à partir de l'exercice 1887, inclusivement, le budget local de la Cochinchine sera établi en francs ; en conséquence le franc sera l'unité de valeur servant de base à l'établissement, à la constatation et à la perception des contributions, droits, taxes et produits de toute nature, compris à ce budget... La piastre française, dite de commerce, la piastre mexicaine et leurs équivalents continueront à être admises en recette et données en paiement par les caisses publiques au taux officiel déterminé ainsi qu'il est disposé dans l'article suivant :

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 518 et 519.

«...Le taux auquel la piastre sera convertie pour les recettes et les débours sera fixé par le Gouverneur en Conseil privé, le 25 de chaque mois pour tout le cours du mois suivant... Le compte financier du service local et des services régionaux et municipaux sera tenu et rédigé en francs. Seront également établis en francs les rôles des titres de perception quelconque, servant à la perception des impôts directs et indirects, ainsi que les mandats et états de liquidation servant à l'acquittement des dépenses des divers services désignés ci-dessus... » Cet arrêté, qui abrogeait le décret de 1881, avait été autorisé par une dépêche ministérielle, malgré son évidente illégalité, mais ce point de vue ne doit pas nous retenir ici. Ce que nous avons à examiner, ce sont ses conséquences financières. Une première difficulté se présentait : à quel taux fixerait-on la conversion en francs des dépenses engagées en piastres et aussi des impôts à percevoir en piastres ? Pour les dépenses, voici ce qui fut décidé : les marchés passés en piastres en vertu du régime précédent ne furent pas modifiés : les soldes et accessoires de soldes furent convertis au taux de 5 francs. Quant aux recettes, on aurait pu « se borner à refaire en sens inverse l'opération [de] 1882, c'est-à-dire à inscrire dans le budget de 1887 autant de fois 5 francs qu'il y avait de piastres. Mais comme depuis cinq ans la piastre avait considérablement baissé de valeur, on aurait aug-

menté d'un seul coup tous les impôts d'au moins 20 o/o. On n'osa pas aller si loin ou plutôt on n'osa pas faire la chose avec tant de brutalité... On décida donc qu'en opérant la conversion en francs des piastres inscrites aux diverses recettes, on admettrait des taux variables avec la nature des impôts... (1) » En fait, les taux varièrent de 4 à 5 francs par piastre. Voici, en ce qui regarde les conséquences, comment se traduisit le passage d'un régime à l'autre : les impôts furent considérablement augmentés ainsi que les traitements des fonctionnaires. D'après M. de Lanessan, l'aggravation des impôts fut de 4 millions au minimum... et l'augmentation des soldes et accessoires de 20 o/o. Notons que cette augmentation ne porta pas seulement sur les fonctionnaires métropolitains qui souffraient de la dépréciation de la piastre, mais encore sur les fonctionnaires indigènes qui ne pouvaient pas légitimement y prétendre.

Nous savons maintenant sur quelles bases se fit la « liquidation » ; reste à dire à quel taux — dans le système nouveau — la piastre serait acceptée et donnée par les caisses publiques. D'après l'arrêté que nous avons cité ci-dessus, ce taux devrait être fixé chaque mois par le gouverneur en conseil privé.

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 520.

L'on connaît déjà les inconvénients d'un pareil procédé. Les voici très bien résumés par M. de Lanessan : « inégalité des charges, les contribuables payant plus ou moins pour un même impôt suivant le mois où ils effectuaient leurs versements au Trésor. Accroissement mécanique et en quelque sorte spontané des impôts par le seul fait de l'abaissement du taux commercial de la piastre. Alternative pour le Trésor ou de nuire à ses créanciers en élevant le taux officiel de la piastre ou d'augmenter les impôts en l'abaissant. Encouragement à l'agiotage à tous les degrés de l'échelle administrative et jusque dans les villages. » (1). Pour empêcher les spéculations qui avaient leurs racines dans les variations mensuelles du taux de la piastre, le gouverneur décida par un arrêté du 19 avril 1887, que les mandats seraient payés au taux officiel de la piastre, au jour de l'ordonnancement, si bien que l'administration qui ordonnait et fixait le taux officiel « pouvait procurer à sa volonté profit ou perte à ses créanciers ». L'Inspection des Finances ne reconnut pas la légalité de cet arrêté qui, de fait, supprimait le délai d'un an qu'a le titulaire d'un mandat pour se faire payer. Finalement, — par un arrêté du 24 décembre 1887 — l'on revint avec quelques changements au régime de 1881.

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 124.

De nouveau la nécessité s'imposait de « liquider » le passage d'un régime à l'autre. Pour les dépenses résultant de marchés passés en francs, les francs furent convertis en piastres au taux officiel du jour de l'ordonnancement. Quant aux traitements, ils furent convertis sur le pied de 4 francs la piastre pour les fonctionnaires métropolitains, et de 5 francs pour les indigènes. Enfin, les impôts et taxes diverses furent convertis à un taux unique : 4 francs par piastre... En définitive, les augmentations de traitements et d'impôts qui avaient été le résultat de la réforme de 1887 furent consolidés.

A partir du 1^{er} janvier 1888, l'on reprit à peu près, comme nous l'avons déjà dit, le système de 1881. Le budget local fut établi en piastres, mais « le gouvernement persiste dans l'habitude de fixer à la piastre un taux officiel auxquelles se font les recettes et les dépenses du Trésor » (1). D'après M. Arnauné, on peut citer trois faits entre beaucoup d'autres à l'appui de l'observation de M. de Lanessan. « Un décret du 7 septembre 1887 a fixé l'organisation du personnel de l'administration des contributions indirectes et des douanes en Cochinchine. Un tableau annexé à ce décret contient l'échelle des grades, classes et traitements des agents de ce service, qui sont rétribués sur les fonds du budget local. Tous les

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 534.

traitements sont fixés en francs. Un arrêté du 28 mars 1888 fixe également en francs les traitements des agents de la Trésorerie au Tonkin. D'autre part, si le plus grand nombre des impôts sont tarifés en piastres, quelques-uns le sont en francs : tels les droits de douanes... Il y a plus. On compte en piastres, mais on pense en francs. Ainsi les budgets locaux de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge sont d'abord établis en francs : c'est sous cette forme qu'ils sont soumis au Conseil Intérieur des Colonies, et approuvés par décret. Puis, dans l'arrêté du Gouverneur qui promulgue le décret en Indo-Chine, les francs sont convertis en piastres au taux fixe de 4 francs (1). »

Pour rapprocher le taux officiel du taux commercial, l'on décida que le premier serait fixé mensuellement, et non plus trimestriellement, comme en 1882. Nous ne reviendrons pas sur les inconvénients qui découlent de la différence entre le taux commercial et le taux officiel de la piastre. Il suffit de dire qu'ils n'ont cessé de se manifester depuis 1888 et avec une acuité toujours plus grande.

C'est qu'en effet, dans ces dernières années, la politique monétaire suivie en Indo-Chine a continué de s'inspirer des mêmes principes qu'en 1881 et en 1888. Sans doute, l'arrêté des ministres des Finances et

1. Arnauné, p. 711-712.

des Colonies du 7 avril 1899 porte dans son article 1^o :

« Le budget général de l'Indo-Chine, ainsi que le compte administratif des recettes et des dépenses de ce budget sont établis en piastres. En conséquence, la piastre est l'unité de valeur servant de base à l'établissement, à la constatation, et à la perception des contributions, droits, taxes et produits de toute nature, compris à ce budget. Les dépenses dudit budget sont également liquidées, ordonnancées et acquittées en piastres... » Il paraît difficile d'être plus formel. Et cependant, nombreuses sont les recettes et aussi les dépenses qui depuis ont été établies en francs. Pour les recettes on peut citer la taxe sur les alcools européens, sur le sel, les droits de douane à l'exportation. Pour les dépenses, les intérêts et annuités d'amortissement de l'emprunt de 200 millions, les primes à la marine marchande créées en 1903.

En dépit de l'arrêté du 7 avril 1899, que nous avons rappelé ci-dessus, la piastre n'est donc pas la seule monnaie de compte du Gouvernement de l'Indo-Chine. Dans un discours prononcé le 20 août 1903, devant le Conseil supérieur, M. Beau remarquait même que, en ce qui regarde les dépenses, le budget général de l'Indo-Chine devait en solder les $\frac{2}{3}$ en francs : ces $\frac{2}{3}$ constituant une somme de près de 40 millions de francs, employés à payer le contingent dû à la métropole, les traitements du personnel

français, les importations de provenance européenne, quelquefois même asiatique, les annuités des emprunts, les primes à la marine. Les recettes, par contre, s'effectuent presque toutes en piastres; exception faite cependant pour les droits de douane et l'impôt sur le sel, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, et aussi pour les taxes télégraphiques internationales. Quant aux budgets locaux, leur situation est à peu près la même que celle du budget général. Une très grosse partie de leurs dépenses sont évaluées en francs. Ils ont peu de recettes en cette monnaie.

De cet état de choses, découlent de graves conséquences pour les Finances de la colonie, ainsi que l'observait dans son discours M. le Gouverneur Général Beau. En 1903, une baisse de 0,05 dans le cours de la piastre entraînait pour le budget général une perte de 150.000 piastres; pour le budget local de la Cochinchine, une perte de 57.000 piastres pour le budget local du Cambodge, une perte de 10.000, pour le budget local de l'Annam, une perte de 14.000, pour le budget local du Tonkin, une perte de 56.000; pour l'ensemble une perte de 300.000 piastres environ; mais 300.000 piastres, c'est à peu près $\frac{1}{125}$ du total des budgets. On conçoit dès lors combien il importe à l'administration que le taux de la piastre prévu au budget concorde avec son taux réel. Mais le moyen d'aboutir à une exacte concordance, quand la baisse de l'argent est brusque

et considérable, comme par exemple, de 1901 à 1903 ?

Le système en vigueur est une source de déficits et par suite d'impôts nouveaux. Il ne profite qu'aux fonctionnaires et aux fournisseurs qui, réglés dans la Colonie, obtiennent davantage de piastres, à mesure que se produit la baisse. Si, par contre, une hausse survenait, la situation serait entièrement retournée ; mais jusqu'ici, c'est la baisse qui a prédominé.

En définitive, dès lors que certaines recettes et certaines dépenses continuaient à être évaluées en francs, un taux de conversion entre la piastre et le franc restait nécessaire. L'administration conserva l'habitude de fixer un taux officiel qui, en théorie, doit être modifié tous les mois. Les auteurs les plus autorisés condamnent cette pratique qu'ils jugent inutile et néfaste. Entre autres, M. de Lanessan considère : « la fixation d'un taux officiel comme une mesure défectueuse et à laquelle il faudrait renoncer... En ce qui concerne les recettes, la chose est aussi simple que possible. Le contribuable sait, au début de chaque exercice, le nombre de piastres qu'il doit verser au Trésor pour chaque impôt, et le Trésor les encaisse sans se préoccuper de leur valeur. Il ne tient compte que du nombre... Pour le budget des dépenses, l'opération n'est guère moins simple. Les fonctionnaires métropolitains,

dont la solde est établie en francs, sont payés en piastres au taux du jour. Quant aux fournisseurs et entrepreneurs et aux fonctionnaires coloniaux, rien n'empêcherait d'établir en piastres leurs factures, leurs marchés et leurs soldes. Mais, si pour obtenir une fixité plus grande dans les prévisions budgétaires, on voulait établir en francs cette dernière catégorie des dépenses, on procéderait à leur égard comme pour la solde des fonctionnaires métropolitains, c'est-à-dire qu'on ferait les paiements en piastres au taux du jour ; avec cette manière de procéder le taux officiel de la piastre, qui nous a causé tant d'embarras depuis vingt-cinq ans, est rendu tout à fait inutile » (1). L'administration de l'Indo-Chine n'a pas cru devoir entrer dans cette voie, même depuis 1898, parce que le taux commercial ne lui a pas paru offrir une authenticité suffisante. Il y a toujours un taux officiel qui, en principe n'est modifié que chaque mois. Remarquons encore que la conversion se fait au jour de la liquidation des recettes et des dépenses : de telle sorte que si le cours a varié au jour du recouvrement ou du paiement, il y a perte ou gain soit pour le Trésor, soit pour le particulier.

D'après M. Arnauné, « le moyen de sortir des embarras auxquels ce double système de computa-

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 536.

tion voue le gouvernement local, est fort simple. Il faut appliquer dans son esprit comme dans sa lettre le décret du 5 juillet 1881, établir en piastres tous les titres de dépenses et de perception (1) ». Il est certain que la computation en piastres serait une solution radicale des difficultés qui s'élèvent à l'intérieur du pays entre le Trésor local et les particuliers. Les parties intéressées comptant en piastres et payant en piastres ne pourraient plus souffrir des variations de valeur de cette monnaie.

Mais cette solution laisserait subsister d'autres difficultés : celles qui s'élèvent dans les transactions extérieures de notre Colonie et qui proviennent de la dépréciation toujours plus grande du métal qui sert d'étalon monétaire. Les particuliers continueraient à souffrir de la crise de la piastre. Le Trésor local, lui-même, serait encore atteint dans l'état actuel des choses. En effet, les emprunts contractés par la Colonie l'ont été nécessairement en francs : les annuités d'amortissement ne peuvent être payés qu'en francs : quant aux marchés, les fournisseurs européens ne les passeraient pas volontiers en piastres : le commerce ne s'accommoderait que bien difficilement des variations incessantes de la piastre. Mais ce n'est pas le lieu d'insister sur ces considérations.

Nous devons nous borner ici à constater que tou-

1. Arnauné, *op. cit.*, p. 712.

tes les tentatives faites en vue de fixer officiellement un cours de change entre la piastre et le franc ont entraîné avec elles les plus graves difficultés. Le mal, en définitive, vient de ce fait unique, à savoir, que l'Indo-Chine a une monnaie dépréciée. N'était-il pas possible d'y appliquer le remède adéquat, c'est-à-dire de donner à la colonie « une monnaie qui pût s'échanger au pair avec les monnaies européennes... ? » (1).

L'administration locale le crut en 1886. « Le procédé actuellement étudié, disait le directeur de l'Intérieur dans la séance de la Chambre de commerce de Saïgon du 12 août, consisterait à faire entrer dans la circulation la pièce de 5 francs en or et ses multiples en billets de banque. D'après ce système, le budget ne recevrait que des francs et ne paierait qu'avec des francs... » Sans doute les difficultés contre lesquelles on se débattait depuis tant d'années eussent été résolues si la réforme projetée avait été possible. Mais l'était-elle ? L'un des membres de la Chambre de commerce, M. Juvet, laissa paraître quelque scepticisme : il pria le Directeur de l'Intérieur de vouloir bien expliquer à la Chambre par quelles mesures il espérait retenir cet or et ces billets de banque dans la colonie et en empêcher le drainage hors de la colonie. Pour tout autre que

1. Arnauné, *op. cit.*, p. 712.

pour le haut fonctionnaire la question eût été embarrassante. Il donna, quant à lui, la certitude que des mesures pourraient être prises afin que l'or ne fit jamais défaut et qu'il y en eût toujours une quantité suffisante pour satisfaire à tous les besoins. De cette façon, employés et entrepreneurs seraient payés en francs et l'impôt serait reçu en francs... Selon la juste remarque de M. de Lanessan, « l'administration paraissait ignorer que l'Extrême-Orient est entièrement dépourvu d'or et qu'y introduire notre monnaie d'or, ce serait la jeter dans un gouffre sans fond » (1). On a déjà vu dans un précédent chapitre que tout l'or qui pénètre là-bas est immédiatement fondu et transformé soit en bijoux, soit en lingots. Dans de telles conditions, c'eût été folie que d'essayer d'introduire en Indo-Chine notre monnaie d'or. Aussi, l'on y renonça. Ne pouvait-on du moins remplacer la piastre par la pièce de 5 francs française ?

L'administration y songea au lendemain même de la conquête. Et un arrêté du 24 janvier 1864 est démonstratif à cet égard : « Attendu que l'abondance de la récolte actuelle du riz en Cochinchine a eu pour conséquence de diminuer notablement les facultés que l'administration trouvait d'ordinaire à se procurer des piastres mexicaines, soit sur les

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 526.

lieux mêmes, soit dans les places voisines de la Colonie...

« Attendu que l'encaisse actuelle du Trésor, très réduite par suite de ces circonstances, impose l'obligation de limiter, jusqu'à nouvel ordre, les paiements en piastres aux seuls créanciers de l'Etat dont les services doivent être acquittés obligatoirement avec cette monnaie et de payer la solde des troupes et des équipages au moyen de nos monnaies nationales... Considérant, au surplus, qu'il est conforme au désir exprimé à diverses reprises par le gouvernement de l'empereur d'introduire dans la colonie nos monnaies nationales, dont l'existant au Trésor suffit et au delà, aux besoins actuels du service :

« Décide :

« La solde acquise pendant le présent mois de janvier 1864 par les troupes et les équipages sera acquittée en pièces de 5 francs, de 2 francs, 1 franc et 0 fr. 50, et en monnaie de billon...

« A compter de ce jour et jusqu'à nouvel ordre dans toutes les localités quelconques de la colonie, la pièce de 5 francs sera donnée et reçue pour 90 centièmes de piastre, le franc pour une ligature, la pièce de 0 fr. 10 pour un taillant de 60 sapèques, la pièce de 0 fr. 05 pour 30 sapèques... » Cette tentative fut infructueuse. « Les pièces de 5 francs trouvèrent une telle défaveur dans le commerce que le gouvernement dut les retirer de la circulation. Les monnaies

divisionnaires (introduites dès le 5 mars 1863), qui étaient nécessaires pour les appoints de la piastre et pour les besoins du petit commerce, continuèrent seules à circuler (1). » M. Arnauné fait ici observer que « si le commerce répugnait à accepter la pièce française de 5 francs, c'est que l'arrêté du 24 janvier 1864 lui assignait une valeur inférieure à sa valeur réelle par rapport à la piastre... » (2). Cet échec, qui pouvait s'expliquer par une raison particulière, ne parut pas décisif. Et le 25 septembre 1876, M. Léon Say, alors ministre des Finances, écrivit à la direction des Colonies : « Peut-être les circonstances seraient-elles favorables pour introduire dans le système monétaire de la Cochinchine une réforme qui ferait cesser pour l'avenir l'anomalie qui résulte de ce que toutes les opérations de recettes et de dépenses sont réglées en francs dans un pays où l'unité monétaire principalement en usage est la piastre : Je veux parler de l'introduction de nos monnaies et particulièrement de la pièce de 5 francs. D'une part, nos monnaies divisionnaires (pièces de 2 francs, 1 franc, 0 fr. 50, 0 fr. 10, 0 fr. 05) me paraissent facilement acceptées en Cochinchine... Notre unité monétaire est donc déjà connue et, récemment encore, la pièce de 5 francs faisait prime à Saïgon. D'autre part, les

1. Compte rendu des travaux de la Chambre de Saïgon, 1880.

2. Arnauné, *op. cit.*, p. 695.

circonstances se prêtent à un envoi important de notre monnaie d'argent, pour tel chiffre que vous jugeriez à propos de prévoir... Je me demande si, par un ensemble de mesures transitoires,.. il ne serait pas possible d'arriver, après une période plus ou moins longue, à faire des pièces à l'effigie nationale, le principal instrument des échanges dans l'intérieur de notre colonie. »

En conséquence, des pièces de 5 francs furent envoyées en Cochinchine par le Trésor. « Cette fois, dit M. Arnauné, les écus furent acceptés, recherchés même par le commerce : mais ils ne restaient pas dans la circulation, ils étaient immédiatement réexportés. Le Trésor recevait et livrait les piastres, à cette époque, au taux fixe de 5 fr. 35. En réalité, par suite de la dépréciation de l'argent, la piastre ne valait guère plus de 4 fr. 75. C'est à ce taux que le banquier recevait du commerçant obligé de faire une remise sur Paris les espèces que celui-ci aurait reçues du Trésor au taux de 5 fr. 35. Au contraire, l'écu aux empreintes françaises était toujours pris au taux minimum de 4 fr. 85. A la vérité, cet écu contenant moins d'argent fin que la piastre, il peut paraître surprenant qu'il valût 0 fr. 10 de plus, mais un écu français est en réalité une valeur fiduciaire garantie par le gouvernement français et qui, à Paris, peut s'échanger contre 5 francs d'or... Le bénéfice de l'exportation des écus a grossi avec

la dépréciation de l'argent... Dès 1878, les écus, à peine arrivés dans la colonie, étaient réexportés en France... On a même prétendu que par suite d'opération de cette nature, des caisses de monnaies d'argent furent réexpédiées dans la métropole sans avoir même été ouvertes... (1). »

Un témoin oculaire affirme que « dans une période de quatre mois, tout fut absorbé et retourné en Europe, soit par le commerce, soit par les banques qui achetaient à prime les pièces de 5 francs ». L'épreuve était-elle décisive cette fois et allait-on renoncer désormais à vouloir remplacer les piastres par la pièce de 5 francs. L'échec tenait-il à des causes essentielles ? Ne tenait-il pas seulement à des causes accidentelles ?

En 1886, l'administration émit de nouveau l'idée d'introduire en Indo-Chine la pièce de 5 francs. « La France en a plus qu'il ne lui en faut : elle nous en donnera autant que nous en voudrons et nous pourrions substituer cette monnaie nationale à la piastre dans toutes les opérations financières de la Colonie. » Le projet n'aboutit pas, et ne pouvait pas aboutir. Dans un travail lu devant la Chambre de commerce de Saïgon, le 16 août 1886, l'un des plus notables commerçants de la Colonie en donnait les raisons ; les voici, très brièvement : Si l'on remplaçait totalement

1. Arnauné, *op. cit.*, p. 696.

la piastre par la pièce de 5 francs, « c'est surtout dans les règlements avec les places voisines, avec lesquelles se font les 90 o/o de notre commerce, que nous serions gênés. Ces places nous doivent toujours : elles ne pourront nous envoyer des pièces de 5 francs n'en ayant pas. Comment nous paieront-elles ? En traites sur l'Europe ? Mais notre besoin de remise en Europe est limité, tandis que le besoin d'argent est constant ». Quant aux indigènes, leur mécontentement serait grand et légitime. « Les indigènes possèdent aujourd'hui une pièce qui contient 27 gr. 1/2 d'argent ; vous allez la leur prendre et encore leur demander 0 fr. 30, soit environ 8 grammes (puisqu'il faut à peu près 1 piastre 30 centièmes pour payer une pièce de 5 fr.), et qu'allez-vous leur donner en échange de ces 35 gr. 1/2 d'argent fin ? Une pièce qui en contient 25 grammes seulement. Qu'en penseront-ils ? Qu'on les trompe, et ils n'auront pas tort : *car vous n'avez pas ici la circulation d'or pour garantir cet argent surfait...* »

Il ne faut pas davantage songer à la circulation parallèle de la piastre et de la pièce de 5 francs. « La circulation parallèle est l'eau la plus trouble dans laquelle on puisse pêcher. On livrerait le pays aux agioteurs et aux changeurs. » Qui d'ailleurs se chargerait de l'introduction de la pièce de 5 francs en Indo-Chine ? Les commerçants ou le Trésor ? Les

commerçants ? non, puisqu'ils non guère besoin que de piastres. Le Trésor ? Oui, mais où voulez-vous que le Trésor prenne cette encaisse ?... Le Trésor n'est pas un banquier, c'est un caissier qui, comme tous les caissiers, ne paie qu'autant et avec l'argent qu'il encaisse... Il encaisse des piastres, il peut les changer contre des pièces de 5 francs, mais pour faire cette transformation, il n'est pas plus fort qu'un autre : il la fera au cours, comme un simple marchand... Ce n'est qu'au prix de grands risques et sans doute de grosses pertes que le Trésor peut transformer son encaisse... » Quant à la France, aurait-elle intérêt à introduire sa pièce de 5 francs en Indo-Chine ? « Il semblerait que oui, puisqu'elle est une menace pour elle... Si elle pouvait vendre pour 5 francs d'or ses écus *d'argent et en secouer à jamais la responsabilité*, ce serait une opération des plus heureuses, mais il ne s'agit pas de cela, il s'agit tout simplement d'échanger des pièces de 5 francs contre des piastres au cours... » Nous avons insisté assez longuement sur la substitution de la pièces de 5 francs à la piastre, parce que d'aucuns y ont vu la solution du problème monétaire indo-chinois. Il fallait faire tomber cette illusion.

En résumé, depuis la conquête, l'administration française s'est débattue en vain contre les difficultés que cause l'emploi monétaire de la piastre. En n'appliquant pas dans son esprit le décret de 1881, elle a maintenu en partie les inconvénients de l'em-

ploi du franc comme monnaie de compte entre le Trésor local et les particuliers. Mais même si elle les avait fait disparaître par l'emploi d'une computation absolue en piastre, elle aurait encore eu à solutionner les difficultés qu'occasionne aux particuliers et au Trésor l'emploi de la piastre comme monnaie étalon. A ce point de vue ses tentatives pour établir l'étalon d'or ou introduire le système métropolitain ont complètement échoués.

Depuis 1903, au contraire, les efforts tentés pour remédier à la situation monétaire de l'Indo-Chine ont été beaucoup plus rationnels et beaucoup plus efficaces. Le danger était d'ailleurs tel qu'il devint nécessaire de sortir d'une routine optimiste. A la fin de l'année 1901, la baisse de la piastre se précipita : le change sur la France tomba à 2 fr. 30 et bientôt à 1 fr. 95. Et la crise devint plus aiguë que jamais.

Par un arrêté des ministres des Colonies et des Finances du 26 décembre 1902, une commission d'études fut instituée. D'après M. le Gouverneur Général Beau, cette commission proposa d'établir en francs le budget et les impôts : mais le Gouvernement de l'Indo-Chine s'y opposa. Il semble bien que, relativement à la circulation monétaire, ladite commission ait recommandé de l'uniformiser et pour ce faire, qu'elle ait préconisé les mesures suivantes : suppression de la piastre mexicaine et remplacement par la piastre de commerce française — l'existence des

piastres mexicaines en Indo-Chine équivalent en fait, à une frappe libre de l'argent, puisque la France ne peut rien sur elles. — Il importe dès lors essentiellement de les faire disparaître et de leur substituer des monnaies sur lesquelles nous ayons prise, c'est-à-dire des monnaies françaises. Bref, il faut avant tout mettre l'Indo-Chine dans la situation où était l'Inde à la veille de la réforme de 1893. L'Inde n'avait alors qu'une monnaie d'argent ; l'Indo-Chine ne doit, elle non plus, avoir qu'une monnaie d'argent : la piastre de commerce française. Le gouvernement de la métropole s'est rendu compte de cette nécessité, et par deux décrets en date du 3 juin 1903, il a d'une part prohibé l'importation des monnaies d'argent étrangères, et de l'autre supprimé les droits de sortie, qui étaient jusque-là de 3 o/o sur lesdites monnaies. Désormais donc les piastres mexicaines ne pourront plus pénétrer en Indo-Chine et même l'exportation de celles qui s'y trouvent sera facilitée. Cette suppression des droits de sortie suffira-t-elle à nous débarrasser des piastres mexicaines qui circulent déjà en Indo-Chine ? Il semble que oui : les deux tableaux que voici sont si éloquents à cet égard, qu'il serait superflu de les commenter. Les décrets dont nous recherchons les effets sont du 3 juin 1903. Dès la fin de 1904, l'importation des piastres mexicaines est nulle, et leur exportation par contre se chiffre, de juin 1902 à décembre 1904, par le solde de 8.163.093.

Effets des deux décrets du 3 juin 1903

Tableau I: Importation des piastres

Mois	Années	Piastres françaises ou de commerce provenant		Piastres mexicaines
		de France	d'ailleurs que de France	
Juin	1903		69.180 \$	
Juillet	»	760.000 \$	28.080	990 \$
Août	»	250.006	291.250	29.940
Septembre	»	1.532.000	16.503	
Octobre	»	754.000	81.126	
Novembre	»	1.200.000	39.395	
Décembre	»	1.976.000	58.725	11.420
Janvier	1904	1.222.000	6.474	32.672
Février	»		11.035	7.907
Mars	»	942.000		
Avril	»	1.126.000		75
Mai	»		2.800	
Juin	»		46.520	
Juillet	»	100.000	41.323	16.829
Août	»		10.990	12.239
Septembre	»		5.219	1.138
Octobre	»		14.272	919
Novembre	»		1.818 \$ 14	165
Décembre	»		1.005	40
Totaux.....		9.862.006 \$	725.715 \$ 14	114.334
Total de l'importation des \$ françaises ou de commerce				
			10.587.721 \$ 14	
Total général.....			10.702.055 \$ 14	

Tableau II : Exportation des piastres

Mois	Années	Piastres françaises ou de commerce	Piastres mexicaines
Juin	1903	61.100 \$	1.247 \$
Juillet	»	1.000	126.300
Août	»	100.000	1.541.560
Septembre	»		1.775.680
Octobre	»	500	653.543
Novembre	»	4.900	694.814
Décembre	»		801.960
Janvier	1904		402.205
Février	»		55.641
Mars	»	1.358.852 60	53.935
Avril	»	4.200	50.320
Mai	»	1.000	171.370
Juin	»		98.600
Juillet	»	100.000	303.150
Août	»	22.000	327.488
Septembre	»	28.600	89.400
Octobre	»	245.098	180.495
Novembre	»	42.905	312.600
Décembre	»	418.900	522.785
Totaux.....		2.384.055 \$ 60	8.163.093
Total général....		10.547.148 \$ 61	

Dans le rapport de la Banque de l'Indo-Chine du 11 mai 1904 nous relevons des constatations concor-

dantes. On y lit, en effet, que : « Alors que l'année dernière les encaisses étaient composées en grande partie de piastres mexicaines, elles ne comprennent plus pour ainsi dire à l'heure actuelle que des piastres françaises. On peut donc entrevoir déjà le moment où la piastre mexicaine pourra être démonétisée. » C'est chose faite aujourd'hui. Un arrêté du Gouverneur Général qui suivit de près le rapport de la Banque d'Indo-Chine (le rapport est du 11 mai et l'arrêté du 3 septembre), décida, en effet, que la piastre mexicaine cesserait d'avoir cours légal à dater du 1^{er} janvier 1905. Désormais, la piastre française, dite piastre de commerce et ses subdivisions ont seules cours légal. Par leur disparition les piastres mexicaines créent un vide dans la circulation qu'il est urgent de combler en fabriquant des piastres françaises. « Dès 1878, écrit M. Arnauné (1), le gouvernement reconnut l'impossibilité de maintenir les écus dans la circulation de la Cochinchine et la nécessité de conserver le système de la piastre... Ce premier point admis, on était conduit à se demander s'il n'y avait pas un intérêt politique à fabriquer des piastres françaises, au lieu d'utiliser les piastres mexicaines et les dollars américains comme on l'avait fait jusqu'alors. En émettant nous-mêmes des piastres portant le nom de la France, nous affirmions notre

1. Arnauné, *op. cit.*, p. 697.

souveraineté sur le pays... » A ces considérations d'ordre politique s'en ajoutaient d'autres que M. Arnauné relève également : « L'émission d'une piastre française permettait, en outre, de conjurer une crise monétaire imminente. La piastre mexicaine était à ce moment devenue fort rare, par suite des troubles du Mexique, à ce point qu'elle faisait prime sur l'argent... On avait pu craindre que l'encaisse de la succursale de la Banque de l'Indo-Chine à Saïgon ne fût attaquée... Pour parer à ce danger il était utile de lui permettre, ainsi qu'au commerce indo-chinois en général, de se procurer des piastres en les faisant frapper à la Monnaie de Paris, dans des conditions analogues à celles où la Banque de France et le commerce français peuvent, en cas de besoin, faire frapper de l'or (1). » Une commission fut instituée à l'effet d'étudier la question. Et la création de la piastre de commerce française fut décidée (1879). Mais, en réalité, c'est à partir de 1885 seulement que la Monnaie de Paris fabriqua des piastres entières. Nous avons dit ailleurs à quel chiffre s'éleva la frappe de ces piastres. Mais ce serait une erreur de croire que toutes celles qui ont été introduites en Indo-Chine y circulent toujours. Beaucoup ont disparu, voici pourquoi : jusqu'en 1895, le poids de ces piastres fut de 27 gr. 215.

1. Arnauné, *op. cit.*, p. 697.

C'est dire qu'il était supérieur à celui de la piastre mexicaine. Il arrivait en conséquence, qu'on les fondait : si bien que les 13.170.471 piastres frappées à ce poids ne figurent plus, en réalité, dans la circulation. Avant même les deux décrets de 1903, dont l'un prohibe l'introduction des monnaies d'argent étrangères, et dont l'autre a pour but d'encourager l'exportation de ces mêmes monnaies, avant même ces deux décrets, la quantité de numéraire était insuffisante en Indo-Chine. En 1903, M. Payen estimait que la circulation réelle ne dépassait pas 60 millions, et qu'il était nécessaire de la porter à 100 millions. Aujourd'hui, par suite de la disparition d'un grand nombre de piastres mexicaines, il faudrait procéder à une frappe de piastres françaises plus abondante que ne le prévoyait M. Payen ; mais une pareille tâche n'est pas au-dessus des moyens de la Monnaie de Paris qui travaille beaucoup pour l'étranger.

En résumé, depuis 1903, le gouvernement n'a guère poursuivi qu'un dessein : celui d'évincer de la colonie toutes les piastres étrangères et de les remplacer par des piastres françaises.

Ce but est aujourd'hui atteint : l'Indo-Chine se trouve dans la même situation que l'Inde à la veille de sa réforme de 1893. A la politique de préparation et de palliatifs qui a été celle de ces dernières années, serait-il possible de substituer une politique de réformes plus profondes ? Et quelles pourraient être ces réformes ?

BIBLIOGRAPHIE

La plupart des renseignements de ce chapitre sont tirés du Rapport du Directeur de l'Administration des Monnaies et Médailles au Ministre des Finances (année 1902).

De Lanessan. — L'Indo-Chine française. Paris, Alcan, 1889.

Arnauné. — La Monnaie, le Crédit et le Change.

CHAPITRE IV

Le Commerce extérieur de l'Indo-Chine

Dans son numéro du 2 janvier 1903, *La Dépêche Coloniale* annonçait à ses lecteurs la nomination d'une commission interministérielle, présidée par M. Pallain, gouverneur de la Banque de France, et qui devait étudier le régime monétaire de l'Indo-Chine et rechercher les modifications qu'il y aurait lieu d'y apporter. Des commentaires d'ordres divers accompagnaient cette nouvelle : nous n'avons pas à les reproduire ici. Ce qu'il nous faut retenir, c'est la conclusion de l'article : « La question, déclarait l'auteur, se résout à savoir quel est le commerce de l'Indo-Chine. Est-il plus important avec les pays à étalon d'or ou à étalon d'argent ? Tout est là. » C'est dans ces termes, en effet, que se pose le problème que nous avons à résoudre. Nous l'aborderons d'une manière toute objective, nous effaçant devant les faits et les laissant parler.

Et, d'abord, quel a été, de 1892 à 1905, le commerce extérieur global de l'Indo-Chine ?... Dans quelle mesure a-t-il progressé ? Notre enquête ne remontera pas au delà de 1892 : C'est, en effet, à dater de cette époque que l'essor économique de notre colonie a pu se développer, la pacification étant, en somme, accomplie.

Dans la période quinquennale qui va de 1892 à 1896 le commerce extérieur de l'Indo-Chine, cabotage et transit compris, mais numéraire déduit, s'éleva aux chiffres suivants :

1892	195.850.322	francs
1893	224.570.811	»
1894	214.265.147	»
1895	229.688.626	»
1896	215.720.669	»

D'où il suit que l'année moyenne fut de : 216 millions 019.115 francs, les variations d'une année à l'autre ayant été fort peu importantes. A partir de 1897 au contraire, la progression est rapide, comme en témoigne le tableau suivant qui embrasse la période quinquennale 1897-1901 :

1897	257.123.310	francs
1898	298.518.837	»
1899	357.523.194	»
1900	471.625.143	»
1901	531.424.000	»

L'année moyenne « monte » à 383.242.896 francs : en augmentation de 76 o/o environ sur l'année moyenne qui l'avait précédée. De tels résultats ont

assez de signification de soi, pour qu'il soit inutile de les souligner.

Les chiffres que nous venons de citer comprennent à la fois, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, les exportations, les importations, le cabotage et le transit : il faut indiquer quelle est la part relative de ces divers éléments ; la voici :

Années	Exportations		Importations	Cabotage	Transit
—	—		—	—	—
1892	95.071.570	fr.	68.630.834	23.423.220	8.724.698
1893	93.874.501	«	68.088.000	53.854.421	8.753.829
1894	103.399.247	«	67.923.105	36.661.506	6.872.289
1895	95.222.301	«	89.018.496	36.661.292	8.786.537
1896	88.809.575	«	81.084.040	38.387.539	9.438.915
1897	115.762.596	«	88.182.991	40.457.801	11.259.500
1898	125.553.314	«	102.444.346	55.959.380	12.604.132
1899	137.937.288	«	115.424.494	87.834.657	16.331.275
1900	155.557.800	«	185.850.566	109.423.115	20.791.662
1901	159.799.000	«	202.295.000	138.548.000	30.693.000

Il résulte de ces statistiques que de l'année moyenne 1892-1896 à l'année moyenne 1897-1901, l'augmentation a été environ de 55 o/o pour les exportations, de 90 o/o pour les importations, de 129 o/o pour le cabotage et de 166 o/o pour le transit. Essor merveilleux qui a été suivi d'une période de recueillement. Voici, en effet, quel a été le commerce extérieur de l'Indo-Chine de 1902-1905, cabo

tage et transit compris, numéraire déduit, comme il a été dit ci-dessus :

1902	578.133.063
1903	503.746.840
1904	517.243.901
1905	538 347.635

Dans ces totaux, les exportations, les importations, le cabotage et le transit figurent respectivement pour les sommes suivantes :

Années	Exportations	Importations	Cabotage	Transit
—	—	—	—	—
1902	185.265.589	215.162.998	149.177.494	28.525.892
1903	120.448.505	204.253.812	154.883.453	24.161.019
1904	156.409.846	184.995.664	150.308.269	25.530.122
1905	138.141.533	223.944.159	145.645.823	30.616.320

Il faut observer que de 1892 à 1900 exclusivement, les exportations de l'Indo-Chine avaient toujours été supérieures à ses importations. Par contre, de 1900 à 1905, les importations l'ont emporté sur les exportations. C'est que, dans ce laps de temps, a commencé l'exécution du plan Doumer de 1898, relatif aux grands travaux à faire dans la colonie, et notamment la construction de nombreux chemins de fer. Les matériaux ont été payés avec les fonds provenant de l'emprunt de 200 millions, lequel a été souscrit en France. Au fond, la France a avancé l'ar-

gent nécessaire, mais l'Indo-Chine devra le rétribuer et l'amortir par annuités : de telle façon que, en définitive, ce sera la colonie qui soldera la dépense et non pas la métropole, comme on l'a dit à tort. Par cela même que l'accroissement des importations tient à la cause que nous venons d'indiquer, il semble qu'il sera transitoire.

Nous avons, dans l'exposé qui précède, mesuré mathématiquement les progrès réalisés en Indo-Chine de 1892 à 1905, nous savons dans quel sens et dans quelles limites la colonie a évolué : mais nous ignorons toujours quels sont ses ressources réelles et quels sont aussi ses besoins vrais. Seul, l'examen détaillé des produits exportés et des produits importés peut nous renseigner à cet égard.

Qu'on veuille bien ici se rappeler les conclusions du chapitre I de cette étude. Nous y avons établi que, par suite des conditions du sol et du climat, le produit naturel et nécessaire de l'Indo-Chine était le riz. Il faut dès lors s'attendre à ce qu'il tienne une place absolument prépondérante dans les exportations : ce que démontrent d'ailleurs les statistiques. Le riz étant hors de pair, nous lui consacrerons une enquête approfondie, tandis que pour les autres produits, nous nous bornerons à des indications sommaires, mais, s'il est possible, significatives.

Sur le riz, M. de Lanessan donne des détails intéressants encore qu'ils remontent un peu loin en

arrière. Rappelons-les sans insister. Il observe d'abord que, en 1863, c'est-à-dire l'année de la conquête, l'exportation du riz indo-chinois n'existait pas. Puis, il la suit de 1877 à 1887 : voici les chiffres qu'il fournit : En 1877, l'Indo-Chine vend à l'étranger pour 25.000.000 de francs de riz ; en 1881, pour 28.980.000 ; en 1883, pour 57.000.000 ; en 1884, pour 54.000.000 ; en 1885, pour 36.520.000 ; en 1886, pour 36.000.000 ; en 1887 enfin, pour 35.000.000. Une remarque s'impose, c'est que les sommes indiquées ci-dessus ne sont pas absolument en proportion des quantités de riz exportées. La valeur de la piastre ayant sans cesse baissé, il n'en reste pas moins que de 1884 à 1887, les exportations de riz tendirent plutôt à diminuer. Elles se relevèrent vivement de 1887 à 1895 : mais c'est, en somme, à partir de cette dernière année seulement que l'Indo-Chine a pris place parmi les grands pays exportateurs de cette denrée sous ses diverses formes : paddy ou riz non décortiqué, riz cargo ou mélange de riz blanc et de paddy, riz blanc, brisures et farines de riz. Voici quelques statistiques assez éloquentes :

*Exportation globale des riz de l'Indo-Chine
en tonnes et en francs*

Années	Tonnes	Francs
1895	679.623	69.813.779
1896	569.298	62.097.747
1897	775.160	86.311.761
1898	812.049	97.554.931
1899	894.951	98.295.757
1900	915.635	
1901	911.754	
1902	1.115.608	
1903	676.018	
1904	976.410	108.168.772
1905	622.037	69.489.351

Exception faite pour l'année 1896 et surtout pour les années 1903 et 1905 dont la récolte de riz fut particulièrement mauvaise, les exportations n'ont pas cessé de s'accroître pendant la dernière période décennale : à tel point que, actuellement, l'Indo-Chine vient immédiatement après la Birmanie qui occupe le premier rang dans l'échelle des pays exportateurs.

Nous nous sommes borné à indiquer l'exportation globale des riz de l'Indo-Chine, nous ne l'a-

vons point décomposée d'après les divers pays de provenance : Cochinchine, Cambodge, Annam et Tonkin. Il nous a paru qu'il n'y aurait qu'un médiocre intérêt à le faire, étant donné le problème que nous avons à résoudre, mais il est cependant utile de remarquer que l'Annam et même le Tonkin ne participent que dans une faible mesure à ces exportations.

Et maintenant qu'on veuille bien rapprocher les deux tableaux dans lesquels nous avons relevé d'une part les exportations totales de l'Indo-Chine et de l'autre les exportations de riz, et l'on verra que les chiffres sont assez peu différents. Preuve que nous avons raison de dire que le riz tenait une place hors de pair dans les produits de la colonie.

Sur les autres produits que l'Indo-Chine vend à l'étranger, nous serons bref, parce que, relativement du moins, leur importance est modeste. Voici quelques chiffres : Dans la période quinquennale qui s'étend de 1892 à 1896, l'Indo-Chine a exporté en moyenne pour 2.955.000 francs de denrées coloniales (poivres, sucre, thé) et, dans celle qui a suivi — 1897-1901 — pour 7.362.000 francs ; c'est dire que l'augmentation a été de 150 o/o.

Depuis, la progression s'est maintenue : qu'on nous permette quelques détails. L'exportation des poivres de la Cochinchine et du Cambodge a été de :

1.323 tonnes	en.....	1897
2.325 »		1898
2.016 »		1899
2.538 »		1900
2.647 »		1901
		1902
4.415 »		1903
5.343 »		1904

si bien que l'Indo-Chine occupe actuellement le quatrième rang parmi les pays exportateurs : elle vient après la Péninsule malaise, l'Inde et Java. Quant au sucre, il en a été exporté 2.537 tonnes en 1904. Enfin pour ce qui est du thé, le progrès a été également remarquable : 10.000 kilos en 1897 ; 39.000 en 1898 ; 137.000 en 1899 ; 180.000 en 1900 et, pour abréger, 329.030 kilos en 1904.

Dans les mêmes années moyennes, 1892-1896, et 1897-1901, l'exportation des produits de la pêche s'est élevé respectivement à 7.068.000 francs et à 8.255.000 francs, en augmentation de 17 0/0 par conséquent. L'exportation des produits minéraux, du charbon, notamment, est passée de 861.000 francs à 3.787.000 francs, soit un accroissement de 340 0/0. Enfin l'exportation des huiles et sucres végétaux a progressé de 895.000 francs à 2.507.000 francs, en augmentation de 183 0/0.

Si, continuant cette enquête, nous nous occupons des autres produits de l'Indo-Chine, d'une importance moindre, nous verrions que, toujours dans les

mêmes années moyennes, l'exportation des dépouilles d'animaux, par exemple, est passée de 2.553.000 francs à 4.500.000 francs, en augmentant ainsi de 78 o/o. Quant à celle des ouvrages en sparterie, elle s'est élevée de 377.000 francs à 1.257.000 francs : d'où le gain énorme de 234 o/o.

Pour finir, relevons que l'exportation des filaments et tiges à ouvrer a progressé de 1.306.000 francs à 2.023.000 francs, s'accroissant ainsi de 55 o/o. Et celle des fruits et graines est passée de 691.000 à 1.406.000 francs, en augmentation de 134 o/o.

On remarquera que nos statistiques s'arrêtent, sauf pour le riz, à 1902. C'est que nous avons procédé par période quinquennale et que la dernière sur laquelle nous ayons des résultats d'ensemble est celle qui va de 1897 à 1902, la suivante étant encore en cours. Mais nous devons ajouter que les renseignements fragmentaires parus depuis, témoignent de la progression constante des exportations des produits divers.

Nous savons désormais quelles sont les principales marchandises que l'Indo-Chine exporte : reste à rechercher quelles sont celles qu'elle importe. Rappelons d'ailleurs que ces exportations permettent beaucoup mieux que les importations d'apprécier les progrès économiques d'un pays, et que, pour notre colonie spécialement, les importations sont un peu artificielles — tout au moins celles qui sont de pro-

venance française — nous reviendrons sur ce dernier point. Voici, d'après M. Brenier, quelques-uns des principaux objets importés en Indo-Chine. Des renseignements portent sur les deux périodes quinquennales, 1892-1896 et 1897-1902. Parmi les importations, les tissus figurent au premier rang ; voici quelques chiffres en millions de francs :

1892	15.730.000 fr.	
1893	16.044.000	
1894	11.986.000	
1895	22.249.000	
1896	19.135.000	soit : 17.029.000 fr.

pour l'année moyenne.

1897	17.888.000	
1898	18.923.000	
1899	26.826.000	
1900	42.467.000	
1901	50.651.000	soit : 31.351.000 fr.

pour l'année moyenne, d'où une augmentation de 84 o/o.

Viennent ensuite les métaux, les fils, les boissons, etc.

L'importation des métaux a été, en millions de francs, de :

3.571.000 fr.	en 1892
2.780.000 »	1893
2.595.000 »	1894
6.527.000 »	1895

5.048.000	1896	soit de 4.104.000 fr.
pour l'année moyenne.		
4.934.000	1897	
8.223.000	1898	
11.109.000	1899	
16.683.000	1900	
17.308.000	1901	soit de 11.651.000 fr.
pour l'année moyenne, en augmentation de 189 o/o.		

Pour les fils, voici quelques indications :

1892	7.890.000 fr.	
1893	6.724.000	
1894	7.522.000	
1895	7.485.000	
1896	6.090.000	soit : 7.142.000 fr
pour l'année moyenne.		
1897	9.132.000	
1898	9.651.000	
1899	7.650.000	
1900	19.865.000	
1901	12.256.000	soit : 11.710.000 fr.
pour l'année moyenne : augmentation de 55 o/o.		

Quant aux boissons, les chiffres sont les suivants :

1892	3.552.000
1893	4.395.000
1894	4.954.000
1895	5.936.000

1896	5.493.000	soit : 4.866.000 fr.
pour l'année moyenne.		
1897	5.860.000	
1898	7.215.000	
1899	6.498.000	
1900	8.554.000	
1901	8.553.000	soit : 6.906.000 fr.
pour l'année moyenne, d'où une augmentation de 43 o/o.		

Voici quelques renseignements fragmentaires, mais qui ont l'avantage de porter sur les toutes dernières années :

En 1903, il a été importé en Indo-Chine 753 tonnes d'animaux vivants : moutons...

En 1904, il a été importé en Indo-Chine 328 tonnes seulement d'animaux vivants : moutons...

En 1903, importation de poissons secs et salés : 384 tonnes.

En 1904, importation de poissons secs et salés : 394 tonnes.

En 1903, tonnes de farine de froment 7.051 tonnes.

En 1904, tonnes de farine de froment 8.854 tonnes.

Pour les boissons, voici les chiffres :

	1903	1904
Vins.....	7.860.000 litres	8.229.000 litres
Eaux-de-vie.....	630.000 »	484.000 »
Bière.....	2.574 tonnes	2.780 tonnes
Eaux minérales..	1.238 »	1.116 »
Champagne.....	208 »	240 »

En 1905 enfin, les importations ont été supérieures de 38.948.195 à ce qu'elles avaient été en 1904. Les chapitres dans lesquels les augmentations ont été les plus fortes sont :

Les poissons secs et salés.	116.360 fr.
Le froment.	133.952
Le tabac.	241.767
Le chocolat.	138.952
Les légumes conservés.	126.291
Les vins ordinaires.	1.733.553
Le champagne.	522.192
La bière.	349.069
Les eaux-de-vie en bouteilles.	255.874
Les eaux-de-vie en fûts.	99.590

Une remarque s'impose ici : c'est qu'en somme les articles dont l'importation a le plus progressé sont ceux qui sont surtout consommés par les Européens : ainsi du froment, ainsi des boissons.

Résumons les résultats auxquels nous sommes parvenus : nous connaissons d'une part quel est le commerce extérieur global de l'Indo-Chine, et de l'autre, quelles sont ses marchandises principales qu'elle exporte et qu'elle importe. Ce sont deux des données du problème que nous cherchons à résoudre ; mais il en est une troisième qui la domine, qui en est la clef : c'est de celle-là que nous devons main-

tenant parler. De quels pays proviennent les importations de l'Indo-Chine? Et vers quels pays se destinent ses exportations ?

Voici d'abord quelques renseignements généraux relatifs aux importations : nous les empruntons au rapport fait par M. Doumer au Conseil Supérieur de l'Indo-Chine, en mars 1902. D'après le Gouverneur Général, les marchandises vendues par la France à l'Indo-Chine s'élèveraient aux sommes ci-après :

1896	30.547.037 fr.
1897	35.784.730 »
1898	44.415.786 »
1899	55.210.060 »
1900	74.226.403 »
1901	100.067.696 »

D'où l'on peut conclure, si l'on veut bien rapprocher ces chiffres de ceux que nous avons cités précédemment et qui indiquent le total des importations, que les exportations des pays autres que la France furent de :

50.537.003	en 1896
52.398.211	» 1897
58.028.560	» 1898
60.214.434	» 1899
111.624.163	» 1900
102.310.688	» 1901

En 1902, <i>la France</i> figure avec :	105.500.000
» l'étranger »	108.662.998
En 1903, <i>la France</i> »	94.000.000
» l'étranger »	120.253.812

Enfin, pour les deux dernières années, 1904-1905, voici des statistiques précises et détaillées :

Importation des différents pays par ordre d'importance

	1904	1905
France et Colonies	86.501.409	111.953.862
Hong-Kong	51.474.099	46.423.349
Chine et Japon (directs)	14.176.782	23.443.155
Singapore	13.161.706	13.752.401
Birmanie et Siam	8.034.920	6.641.209
Autres pays d'Asie	6.385.244	7.714.783
Autres pays d'Europe	5.066.077 . . Angleterre . .	3.315.028
	. . Etats-Unis . .	3.160.618
	. . Russie . .	1.744.117

Marchan- dises étrangères importées de France et des Colo- nies françaises		Marchandises étrangères im- portées de	
	195.827	France . .	1.747.034
		Allemagne. .	1.298.939
Total :	185.756.064		

Marchandises étrangères im- portées des Co- lonies fran- çaises	948.884
Hollande.	753.151
Suisse	721.044
Autriche.	132.972
Belgique.	66.569
Italie.	65.905
Turquie	27.078
Espagne et Por- tugal.	22.057
Danemarck	5.881
Suède	5.022
Total :	223.944.159 fr.

Diverses observations sont ici nécessaires. De toutes les statistiques que nous avons indiquées, il résulte à l'évidence, que les relations commerciales de l'Indo-Chine et de la France ont suivi une marche rapidement ascendante. Mais c'est le lieu de rappeler que la France, en appliquant à sa colonie le tarif douanier de 1892, s'est assurée une situation privilégiée sur le marché indo-chinois. Tous ses pro-

duits manufacturés sont protégés contre la concurrence étrangère : tellement que depuis l'application de ce tarif, l'importation des tissus étrangers a diminué des 3/5. Les importations de la France en Indo-Chine ont donc, de ce fait, quelque chose d'artificiel. Notons encore que chaque année, la France affecte plus de 20 millions au service de la marine dans la colonie. Et n'oublions pas enfin que tous les matériaux destinés aux grands travaux publics et qui forment l'un des éléments principaux des importations françaises ont été payés avec l'emprunt de 200 millions ! de telle sorte que la progression de nos importations en Indo-Chine est un peu factice et tient, en grande partie, à des causes qui pourraient bien n'être que passagères. En 1903, par exemple, il a été importé 10 millions de moins que l'année précédente pour le compte des chemins de fer en construction. Ce caractère artificiel de nos relations commerciales avec l'Indo-Chine a un inconvénient pour la colonie : il amène le renchérissement des prix dans un pays qui, en définitive, est pauvre.

Par contre, les importations des pays voisins : Philippines, Siam, Japon, Chine surtout, sont indiquées, naturelles, et elles sont considérables. Voici quelles elles ont été pour 1904, non compris celles qui se sont faites par les ports de transit de Hong-Kong et de Singapore, et que nous allons bientôt apprécier.

Pays de Provenances	Cochinchine	Tonkin	Annam	Cambodge
Philippines.	»	129	23	»
Siam	9.178.302	853.264	1.151.371	116.644
Chine (Di- rect).....	2.530.125	»	8.085	5.260.352
Japon.....	175.836	205.323	1.930	»
Indes Néer- landaises	1.212.804	2.265	1.131	»
Indes an- glaises...	171	987.526	18	»
Totaux.....	13.097.238	2.048.507	1.162.558	5.376.996
Soit au total	21.685.299			

Si l'on joint maintenant les importations effectuées par Hong-Kong et Singapore, qui proviennent de l'Extrême-Orient, et que l'on raisonne sur des années moyennes, l'on arrive à penser avec M. Brenier, que les importations de la Chine en Indo-Chine s'élèvent à plus de 50 millions annuellement, et les importations des divers pays voisins — y compris la Chine — à plus de 60 millions.

En résumé, la France figure au premier rang des pays importateurs en Indo-Chine : nous en avons expliqué le pourquoi... La Chine vient après.

En est-il de même pour les exportations ? Non : La France achète bien moins qu'elle ne vend à sa

colonie. Les exportations sur la France et l'étranger ont été respectivement de :

France	Autres pays	Années
10.143.905	78.665.670	1896
16.059.014	99.703.014	1897
29.198.786	96.354.528	1898
23.546.583	114.390.705	1899
34.827.481	120.730.319	1900
34.549.995	125.249.005	1901
39.000.000	146.266.589	1902
20.000.000	100.448.505	1903

Ce sont là des indications d'ensemble, mais qui suffiront déjà à montrer que la France est loin d'être le meilleur client de l'Indo-Chine. En voici d'autres, détaillées et précises pour 1904-1905 :

	1904	1905
Sur la France.....	38.257.377	30.374.398
Sur les colonies françaises....	2.660.130	1.188.493
Sur les autres pays d'Europe.	5.519.423	751.242
Angleterre.....	»	1.244.498
Allemagne.....	»	446.082
Chine et Japon (Direct).....	14.272.384	21.164.416
Birmanie et Siam.....	2.126.381	2.019.625
Sur Singapore.....	7.135.381	9.012.802
Hong-Kong.....	57.823.190	44.173.010

Autres pays d'Asie.....	33.077.056	21.192.875
Réexportation de marchandi-		
ses françaises.....	1.142.940	7.710.431
Etrangères.....	2.466.957	8.421.846
Total.....	156.409.846	138.141.533

De tels chiffres ne laissent aucun doute : La France ne constitue pas le principal débouché des produits de l'Indo-Chine, loin de là. Encore faut-il remarquer que ce débouché serait moins important qu'il n'est, si le tarif douanier de 1892 ne jouait pas, c'est qu'en effet, les riz indo-chinois sont admis en franchise en France, tandis que les riz étrangers paient un droit de 50 o/o *ad valorem*. Et l'on sait assez que les riz sont incomparablement le premier article des exportations indo-chinoises.

Ce sont, sans conteste, les pays voisins et surtout la Chine qui représentent pour l'Indo-Chine sa meilleure clientèle. Cette conclusion ressort, à l'évidence, des chiffres déjà cités, en remarquant que les exportations qui vont en Chine passent en majorité par Hong-Kong. La statistique suivante le confirme et le précise pour 1904 :

Exportations de l'Indo-Chine en 1904

Pays de destination	Cochinchine	Tonkin	Annam	Cambodge
Philippines..	23.974.481	»	32.981	»
Siam.....	1.284.619	1.904.111	253.858	10.732

Chine (Direct)	1.259.788	»	15.242	1.095.462
Japon.....	9.508.963	»	43.520	»
Indes néerlandaises.....	5.838.397	48	8.533	»
Indes anglaises et Birmanie.....	4.966	133.689	»	»
	41.871.214	2.037.848	354.134	1.106.194

Soit au total : 45.369.390.

Qu'on veuille bien ajouter maintenant les exportations à destination de la Chine qui se font par Hong-Kong et Singapore, et qui atteignent par année moyenne une soixantaine de millions s'il faut en croire M. Brenier. Et l'on reconnaîtra que les deux tiers des exportations de l'Indo-Chine s'effectuent sur les pays voisins et très principalement sur la Chine.

Ces conclusions se pouvaient prévoir *a priori*, pour diverses raisons, et notamment celle-ci : c'est à savoir que, ainsi que nous l'avons montré plus haut, le riz tient de beaucoup la première place dans les exportations de notre colonie. Or, vers quels pays se dirige ce riz ?

Voici quelles ont été ces destinations dans quelques-unes des récentes années :

	<u>1897</u>	<u>1899</u>	<u>1901</u>
	tonnes	tonnes	tonnes
France	86.972	107.369	170.286
Colonies françaises . . .	15.723	11.933	35.407
Europe	134.661	83.260	48.675
Chine et Japon (Direct) .	33.190	14.448	9.391
Hong-Kong.	169.423	409.150	230.564
Singapore	120.422	32.897	9.232
Philippines.	1.081	92.500	146.662
Divers	76.093	47.227	172.996

	<u>1903</u>	<u>1904</u>
France	87.665 tonnes	232.180 tonnes
Colonies françaises . . .	2.167 »	19.612 »
Ports d'Europe	2.113 »	48.131 »
Port-Saïd à ordre	» »	29.968 »
Indes néerlandaises . . .	15.095 »	41.413 »
Singapore	2.151 »	10.298 »
Philippines.	203.217 »	176.108 »
Hong-Kong.	197.433 »	245.222 »
Ports Chinois	» »	4.731 »
Japon	74.398 »	74.846 »
Divers	1.988 »	2.166 »

De ces diverses statistiques se dégagent toujours les mêmes enseignements : à savoir que les pays d'Extrême-Orient et particulièrement la Chine, cons-

tituent les vrais débouchés des produits de l'Indo-Chine.

Ajoutons — et c'est par là que nous terminerons — que les hommes compétents qui se sont occupés des relations commerciales de l'Indo-Chine ont été unanimement d'accord sur ce point. Témoin, M. de Lanessan qui écrivait : « Lorsque la Chine demande les riz de Saïgon, les affaires avec les autres pays deviennent difficiles : elles sont même impossibles avec l'Europe. On charge pour Hong-Hong, à une piastre 60 cents par tonneau, soit 7 à 8 francs : On charge pour l'Europe à 40 et 50. La Chine peut donc payer nos riz bien plus cher que l'Europe (1). » Et il ajoutait : « Les marchés de l'Extrême-Orient nous apparaissent donc comme les seuls sur lesquels les riz cochinchinois pourront, pendant longtemps encore, trouver des débouchés. Mais ceux-ci sont certains, parce que tout l'Extrême-Orient se nourrit de riz et parce que ni la Chine, ni la Malaisie, ni les Indes hollandaises et espagnoles n'en produisent la quantité nécessaire à leur alimentation. Le Tonkin et l'Annam sont dans ce cas et ne peuvent pas actuellement se passer des riz de la Cochinchine (2). » M. de Lanessan « retarde » aujourd'hui pour quelques détails : mais, dans le fond, sa manière de voir reste juste.

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 279.

2. *Ibid.*, p. 383.

Dans le rapport que nous avons souvent cité de M. Brenier, nous trouvons des remarques qui ont ici leur place « malgré les fluctuations assez sensibles d'une année à l'autre et qui tiennent, soit aux variations des récoltes dans le sud de la Chine, soit à des difficultés particulières, comme l'existence de la peste à Hong-Hong, et les quarantaines qui en sont la suite (1901) le débouché de la Chine méridionale avec sa population débordante est encore le plus sûr de ceux sur lesquels peut compter la production indochinoise. En 1895, la Chine a absorbé 504.000 tonnes de riz sur une exportation totale de 894.000 tonnes... »

Tout récemment a paru, sous les auspices de M. le député Eugène Etienne, un ouvrage qui défendait les mêmes vues. L'auteur y disait, en substance : « Les produits indo-chinois ont un débouché tout naturel — certain et rémunérateur — en Chine. Avant de franchir la distance considérable qui les sépare des marchés français où ils viendraient, frappés d'un fret coûteux, concurrencer les produits nationaux, ils iront à très peu de frais en Chine qui est à 100 kilomètres... Dans quelques années lorsqu'au lieu d'emprunter la voie du fleuve Rouge, difficile, longue et parfois incertaine, les marchandises pourront être drainées directement et rapidement par la voie ferrée, n'est-il pas évident qu'Hanoï et Haï-phong deviendront les aboutissants nécessaires d'un

commerce d'échanges que la tranquillité et le bon voisinage, rendront de plus en plus actif et puissant?... »

A l'heure actuelle, le mouvement économique de l'Indo-Chine se subdivise à peu près ainsi :

1° Un peu moins de la moitié du trafic se fait avec la France et ses colonies ;

2° Une fraction sensiblement égale s'effectue avec les pays d'Extrême-Orient, particulièrement avec la Chine, soit directement, soit par l'intermédiaire de Hong-Kong et Singapore ;

3° Le reste enfin, se fait avec divers autres pays.

Le trafic avec la France a quelque chose d'artificiel et par suite de transitoire peut-être. Le véritable marché de l'Indo-Chine, c'est l'Empire chinois, marché à capacité à peu près illimitée, aisé à atteindre, par conséquent plus facile à servir que le marché métropolitain. Dès maintenant, l'Indo-Chine a en Chine de solides points d'appui, les concessions françaises de Chang-Haï, par exemple. Des magasins et des entrepôts y sont d'un établissement facile. De suite, l'on y peut trouver des clients : ce sont, en effet, de réels centres commerciaux. Il serait nécessaire de relier les ports indo-chinois à ceux de la Chine par une grande ligne maritime et de doter ainsi le commerce d'un important moyen d'action.

Non seulement le trafic maritime de la colonie avec la Chine s'est développé : mais il en a été de

même du transit avec le Yunnan. Ainsi, d'après le relevé des douanes chinoises, les importations sur Mongtzé ont progressé de 8.930.000 francs en 1897 à 11.539.000 francs en 1900, et les exportations de Mongtzé de 3.945.000 francs à 9.512.000 francs. Il est à prévoir que, les échanges se multiplieront, parce qu'il y a entre le Yunnan et l'Indo-Chine des différences de climat qui forcément entraînent des différences de productions et nécessitent, par suite, des importations et des exportations. Le Yunnan fournira à l'Indo-Chine de la soie et des produits miniers : il en recevra du coton, du sucre, du tabac, mais les relations commerciales entre ces deux contrées ne se développeront vraiment que le jour où « le Grand Indo-Chinois » aura été construit. Pour l'Indo-Chine, la Chine est le débouché de l'avenir, plus encore que du présent.

S'il en est ainsi, et qu'il soit vrai — ainsi que nous l'avons admis au début de ce chapitre — que le problème monétaire se résout à savoir quel est le commerce de l'Indo-Chine, nous pouvons dire qu'il est à demi résolu. Est-ce avec les pays à étalon d'or ? Est-ce avec les pays à étalon d'argent qu'il est le plus important ? La réponse se fera de soi, dès que nous connaissons le régime monétaire des divers pays avec lesquels l'Indo-Chine a des relations d'affaires.

BIBLIOGRAPHIE

Presque tous les renseignements contenus dans ce chapitre ont été puisés dans le *Bulletin économique de l'Indo-Chine* qui a été dépouillé de 1900-1906.

CHAPITRE V

Situation monétaire des pays en relations commerciales avec l'Indo-Chine et très principalement des pays de l'Extrême-Orient.

Dans le chapitre qui précède nous avons indiqué avec quels pays l'Indo-Chine avait ses principales relations commerciales. Reste à dire quelle est la situation monétaire de ces pays. C'est, en effet, une loi économique — ainsi que nous l'avons établi — que le régime monétaire d'un peuple finit toujours par être déterminé par celui des peuples avec lesquels s'opèrent ses transactions les plus considérables.

Il n'y a pas lieu d'insister sur le système monétaire de la France et des autres pays d'Europe. Monométallistes or ou bimétallistes, ils sont tous à étalon d'or. Leurs transactions avec l'Indo-Chine se règlent : les exportations en francs, marks, livres... que notre colonie doit acheter à un change onéreux, les impor-

tations en piastres qu'ils paient en or et d'après leur valeur en or.

Ce chapitre sera donc exclusivement consacré à l'exposé de la situation monétaire des pays d'Extrême-Orient. Nous la décrirons telle qu'elle est actuellement, sans nous préoccuper des différentes phases par lesquelles elle a pu passer, phases que nous avons, d'ailleurs, pour la plupart, rappelées et appréciées plus haut. Notre enquête portera sur les pays suivants : Indes anglaises, Indes néerlandaises, Indes portugaises, les détroits, le Siam, Hong-Kong, les Philippines, le Japon, la Corée et la Chine. Ce sont en effet là, les peuples d'Extrême-Orient qui achètent et vendent à l'Indo-Chine et sur le commerce desquels les statistiques publiées par le *Bulletin économique de l'Indo-Chine* fournissent des renseignements quelquefois assez précis et détaillés.

1^o Indes Anglaises

La baisse progressive de l'argent eut, aux Indes anglaises, de douloureuses répercussions : des maisons de banque importantes durent déposer leur bilan : le budget de l'Etat fut déséquilibré, par suite de la dette or du pays. Des mesures de sauvegarde et d'assainissement s'imposèrent. Nous avons déjà exposé les réformes de 1893 et 1899. Rappelons qu'actuellement l'Inde est bimétalliste, car

elle possède une circulation d'or et d'argent avec cours légal illimité pour les souverains et demi-souverains, pour les roupies et demi-roupies, ainsi que un taux fixe de change entre l'or et l'argent. En outre, depuis 1899, l'Inde est en théorie à étalon d'or : la frappe de l'or y est libre et illimitée, tandis que la frappe de l'argent est réservée au gouvernement.

Mais, en réalité, c'est toujours la roupie d'argent qui constitue la circulation presque intégrale, les Indiens la préférant de beaucoup aux monnaies d'or : si bien que, depuis la loi du 15 septembre 1899 qui a introduit l'étalon d'or jusqu'à 1904, le gouvernement a frappé pour 508 millions de roupies.

Théoriquement donc, les Indes anglaises sont à l'étalon d'or : pratiquement, pour les pays autres que l'Angleterre, elles sont à l'étalon d'argent.

2° *Indes Néerlandaises*

Légalement, c'est le système monétaire métropolitain qui est en vigueur : donc, le monométallisme or. L'entrée des piastres mexicaines et du british dollar est proscrite depuis la fin de novembre 1904, sauf pour de très petites sommes, 10 piastres au maximum. Mais maintenant, la circulation des piastres mexicaines et du british dollar est encore supérieure à celle des florins d'or. Dans les Indes néer-

landaises, comme dans les Indes anglaises, l'argent constitue presque tout le métal monnayé circulant.

3° *Indes Portugaises*

Ce pays est à l'étalon d'argent. Depuis le mois de septembre 1905, les seules monnaies d'argent qui aient cours sont les roupies portugaises.

4° *Détroits*

Jusqu'au 1^{er} septembre 1904, les seules monnaies en usage dans les British Settlements étaient la piastre mexicaine et le dollar britannique frappé à Bombay. Depuis cette date, la piastre mexicaine et le dollar britannique n'ont plus cours légal : l'importation en est prohibée. Ils ont été remplacés par une monnaie locale, le straits dollar, dollar d'argent de même poids et de même titre que le dollar britannique, mais dont la valeur varie avec celle de l'argent métal. Ici, comme tout à l'heure, dans les Indes portugaises, nous nous trouvons dans un pays à étalon d'argent.

5° *Siam*

Nous avons indiqué qu'à la fin de 1902, le Siam fixa à 1 fr. 48 la valeur du tical argent ; 17 ticaux valent donc une livre sterling. Le Gouvernement se réserva en même temps la frappe du tical afin de pouvoir plus aisément maintenir sa valeur au taux

fixé, en le raréfiant. Le Siam est donc toujours à étalon d'argent. Il n'est même pas certain qu'il ait réussi à maintenir le cours du tical au taux officiel choisi. Voici en effet, ce que nous lisons dans le *Bulletin économique de l'Indo-Chine* de juin 1906, sous la plume de M. Dauphinot, chef du service commercial de l'Indo-Chine : « Le Siam n'a pas stabilisé le tical ni établi l'étalon d'or. Il s'est contenté de renfermer le cours du tical dans d'étroites limites ». Des renseignements assez différents que nous avons recueillis sur le régime monétaire du Siam, il paraît résulter que le but du gouvernement n'était bien que la stabilisation du tical, mais qu'il a été impuissant à la maintenir effectivement.

6° Hong-Kong

Les monnaies usitées à Hong-Kong sont la piastre mexicaine et le dollar britannique. Des discussions se sont ouvertes à la Chambre de commerce de cette ville sur la question de savoir s'il n'y avait pas lieu d'adopter l'étalon d'argent, mais il a été reconnu qu'une telle réforme ne serait possible que si la Chine prenait l'initiative d'une réforme du même genre, et l'on est resté dans le *statu quo* — encore que ses inconvénients soient plus sensibles à Hong-Kong — et aussi à Singapore — que partout ailleurs, parce que la plupart des affaires qui s'y font se traitent

pour le compte de pays à étalon monétaire différent. Hong-Kong et Singapore sont surtout des villes de « courtiers ».

7° *Les Philippines*

Nous avons indiqué qu'après la conquête, les Américains s'étaient efforcés de doter les Philippines d'un système monétaire autonome. Ce système est caractérisé par une double circulation d'or et d'argent. Le dollar d'or et le peso d'argent ont cours légal illimité, avec un taux officiel de change. A dater du 1^{er} octobre 1904, la circulation des piastres mexicaines et espagnoles a été interdite : mais cette prohibition n'a pas eu plein effet. En outre, la frappe de l'argent étant réservée au gouvernement, les Philippines sont, en théorie, à l'étalon d'or, mais la quantité d'or en circulation est très faible. Enfin, la quantité de monnaies d'argent frappées est assez considérable. Elle s'élevait en 1903 à 17.438.712 pesos pour les pesos et les sous-multiples, et à 14.155.017 pesos pour les pesos seuls. Si bien que les Philippines ont en théorie l'étalon d'or, mais que la circulation presque entière est formée par l'argent.

8° *Le Japon*

Le Japon, sur l'initiative de son ministre des Finances, le comte Matsukata, a définitivement adopté

l'étalon d'or par une loi du 8 mars 1897. Il a pu mener à bien cette réforme, grâce à l'indemnité de guerre qui lui a été payée en or par la Chine. Le Japon a été plus heureux cette fois qu'il ne le fut en 1871. A cette époque déjà il avait adopté l'étalon d'or : mais exclusivement entouré de pays à étalon d'argent, il échoua dans sa tentative. A l'heure actuelle d'ailleurs, la circulation de l'argent reste fort importante au Japon. Elle se compose de pièces de un yen, de 50 sens, de 20, de 10 et de 5 sens.

9° *Corée*

Depuis le 1^{er} janvier 1905, c'est le régime monétaire japonais, donc l'étalon d'or qui est en vigueur en Corée. La seule différence, c'est que les pièces sont marquées d'inscriptions coréennes.

10° *Chine*

Il est presque impossible d'indiquer d'une façon précise quelle est la circulation monétaire de la Chine. Elle est constituée par « une macédoine » de monnaies. Les auteurs les plus renseignés s'y perdent. Voici d'abord quelques détails que nous empruntons à un ouvrage de M. A. del Mar, ingénieur des mines ; cet ouvrage a paru en 1899 et a été traduit de l'anglais en français par les soins de la Ligue bimétallique. D'après cet écrivain, la monnaie

courante de la Chine consiste en pièces de bronze. En 1834, des monnaies d'argent furent subrepticement frappées. En 1845, au moment de la guerre dite de « l'opium », il y eut une frappe de dollars d'argent pour payer les soldats. Mais; même aujourd'hui, il y a peu de monnaies d'argent en Chine. Des billets furent émis en 1853 ; en 1861, ces billets perdaient 97 o/o. En 1880, leur valeur avait un peu remonté : ils ne perdaient plus que 90 o/o. C'est que le gouvernement avait décrété qu'ils valaient pour l'achat des titres de noblesse.

Nous trouvons d'autres renseignements dans un ouvrage tout récent de M. Joseph Dubois (1). Les Célestes, d'après cet auteur, ont deux métaux, l'argent et le cuivre, l'intermédiaire des grands échanges et le véhicule des petites transactions. « Grâce à la sapèque, écrit le Père Hue, on trafique en Chine sur les infiniment petits. On peut acheter une tranche de poire, une noix, boire une tasse de thé... Cette division extrême de la monnaie donne naissance à une infinité de petites industries faisant vivre des milliers d'individus. » A une population qui grouille, il faut une monnaie qui foisonne, c'est pourquoi l'initiative privée pourvoit sans limite ni restriction à la procréation de la sapèque. Pour ce

1. *L'empire de l'argent*. Etude sur la Chine financière, 1906.

qui est de l'argent, les Chinois ne comprennent que le lingot, ils n'ont que préventions contre toute monnaie frappée. De là, la défaveur qui accueillit les piastres de commerce empruntées à l'Indo-Chine, que le corps d'occupation français apporta avec lui en 1900. Les banques anglaises établies en Chine mirent à profit cet état d'esprit. Elles tuèrent la piastre de commerce par la simple pancarte suivante qu'elles affichèrent dans leurs bureaux :

FRENCH DOLLAR

DISCOUNT 6 PER 100

Les Célestes se précipitèrent aux guichets pour échanger leurs french dollars, et les banques les rapatrièrent en Indo-Chine, réalisant ainsi d'assez jolis bénéfices. Peut-être ces détails n'ont-ils qu'un lien un peu lâche avec notre sujet. Ils éclairent du moins la mentalité chinoise sur la question « monnaies », et c'est à ce titre que nous les avons relatés ici. Il faut maintenant venir à des précisions — autant que faire se pourra — et donner des indications plus directement en rapport avec le but que nous poursuivons.

D'après un rapport de M. Silvestre paru en 1905, l'or n'est en Chine qu'un moyen d'épargne. Il se présente soit sous forme de barres que les Célestes enfouissent, soit sous forme de bijoux qu'ils portent.

Quant à l'argent, il ne circule qu'en lingots de

formes diverses. Ceux du Gouvernement sont rectangulaires à coins arrondis. D'après les termes du traité de 1858, l'unité monétaire qui doit servir de base aux règlements en douane est le hai kouan taël. C'est une monnaie fictive, une monnaie de compte représentant 0 k. 037.783 d'argent au titre de 980/1.000, dont la valeur de change est fixée au début de chaque mois par la direction des douanes impériales chinoises. Il y a vingt ans le taël valait 7 francs : il vaut aujourd'hui 3 fr. 70 approximativement. Le taël ou léang se subdivise en 10 tsien ; le tsien en 10 fen ; le fen en 10 li ; le li en 10 has ; l'has en 10 sen ; le sen en 10 hou. Dans la réalité, le taël est un poids d'argent de valeur essentiellement diverse, puisqu'elle varie presque de ville à ville et de marchandise à marchandise. Il y a un taël pour le riz, il y en a un pour la soie, un autre pour le bois, un autre encore pour le thé. Les taëls les plus usités dans le commerce international sont ceux de Chang-Haï, Tien-Tsin, Canton et Hankéou. Un exemple que nous empruntons au *Bulletin économique de l'Indo-Chine* donnera quelque idée de l'extrême complication du système monétaire de la Chine. 100 taëls hai kouan = 111,4 taëls chanping de Chang-Haï (nous spécifions qu'il s'agit de taëls chanping, parce que à Chang-Haï, il y a plusieurs taëls) = 102 taëls de Canton = 103,40 taëls hang-ping de Tien-Tsin. A Tien-Tsin, comme à Chang-Haï, les taëls sont multiples. Et

cette complication va croissant, parce que le droit de monnayage appartient, non pas au gouvernement central, mais aux vice-rois qui en usent comme bon leur semble dans les limites de leurs provinces. C'est ainsi que le vice-roi de Hou-Kouang a récemment créé le taël de Han-Kéou : c'est ainsi encore que, en 1904, « la Province de Houpé a émis des taëls qui, d'après un avis du Ministère des Finances, doivent être acceptés pour le paiement des droits et impôts. »

Les monnaies d'argent de la Chine forment vraiment « une macédoine », selon l'expression pittoresque mais exacte que nous avons déjà rappelée. Nombreux et considérables sont les inconvénients d'un pareil état de choses, soit à l'intérieur du pays, soit surtout à l'extérieur. En Chine, le faux monnayage y trouve si bien son compte qu'il est devenu une véritable plaie. Avec le dehors, les transactions sont très gênées : elles ne peuvent, en effet, s'accommoder d'une telle complexité. C'est si vrai que dans le traité conclu le 8 octobre 1903, entre la Chine et les Etats-Unis, les Américains ont pris soin de stipuler que la Chine introduira chez elle une unité monétaire qui servira de monnaie légale entre Chinois et Américains pour le paiement des douanes et des impôts.

En somme, il n'y a pas, à proprement parler, de monnaies indigènes d'argent en Chine : il n'y a que des lingots de poids et de titres marqués. On a vu

que des pièces d'argent furent frappées à diverses reprises, mais qu'elles n'eurent pas de succès, la mentalité chinoise y étant hostile.

Quant aux monnaies étrangères d'argent, leur circulation est importante. Citons la piastre mexicaine, seule admise à Chang-Haï; le trade dollar, qui a presque disparu; le dollar des straits settlements qui a surtout cours à Hong-Kong et à Canton; la piastre à colonne que l'on ne trouve plus guère; le yen japonais qui a été fort mal accueilli; les chopped dollars enfin, très répandus, parce que, ayant été essayés, ils offrent les garanties d'une monnaie régulière et normale.

Nous avons assez longuement insisté sur la circulation monétaire (argent) de la Chine, parce que c'est l'argent qui est l'instrument des échanges internationaux, et par conséquent des échanges avec l'Indo-Chine. En résumé, la Chine est à l'étalon d'argent. C'est là le point qui nous intéresse particulièrement. Mais il faut rappeler — Silvestre est sur cela d'accord avec del Mar — que la monnaie de cuivre, de bronze, de laiton et quelquefois de fer est la véritable monnaie de la Chine. Elle consiste en disques plats de 2 à 4 centimètres de diamètre. Ces disques sont percés d'un trou carré central qui permet de les enfiler, d'en faire des ligatures « tchouan » de 100 à 270 tsien ou sapèques, 6.249 tchouan de 270 tsien valent 1 mao de tsien.

Le tsien porte comme inscription : Thong pao (précieuse circulante) et quelquefois l'ère ou le nom de l'atelier monétaire. Son poids est très variable : il va de 3 gr. 15 à 7 gr. 80, d'où l'un des défauts les plus sensibles de cette monnaie : elle est fort encombrante. Sa valeur, par rapport à l'argent, est susceptible de très amples oscillations, selon la rareté ou l'abondance des métaux composants. Pour se procurer un taël, il faut quelquefois donner 500 tsien et quelquefois plus de 1.500 (1.555 en juin 1905 pour le taël de Chang-Haï). Bien que la valeur des sapèques soit très modique, les Célestes en fabriquent cependant de fausses.

Si grands que soient les défauts de ces menues monnaies, les Chinois les tiennent en grande faveur. Un enseignement peut se dégager de là : c'est que les monnaies doivent être proportionnées au volume et à la nature des transactions qu'elles servent à régler : c'est en cela que réside leur essentielle et primordiale qualité.

Dressons maintenant le bilan des résultats jusqu'ici acquis. Nous avons établi que le système monétaire d'un pays donné devait être déterminé par les relations commerciales de ce pays. La masse de son commerce se fait-elle avec des peuples à étalon d'or ? Il devra adopter l'étalon d'or. Se fait-elle, au contraire, avec des pays à étalon d'argent ? Il devra adopter l'étalon d'argent. Nous avons ensuite cher-

ché à appliquer ce principe à l'Indo-Chine. Pour ce faire, nous avons analysé et mesuré ses relations d'affaires. Enfin, nous avons indiqué quel est l'étalon monétaire des pays avec lesquels elle traite. Toutes les données du problème nous sont donc connues, il ne reste qu'à conclure.

Dans un ouvrage qui a paru en 1904 (1), M. A. Neton s'est trouvé en face de la même question. Voici en substance quelles sont ses remarques et ses solutions. Il raisonne sur l'année 1902 : « Les données exactes faisant défaut pour classer les produits importés et exportés en produits payés en monnaies à étalon d'or et en monnaies à étalon d'argent, car les marchandises étrangères manquent souvent de certificat d'origine, il faut faire ce classement d'une manière approximative. » Cette observation préliminaire faite, il indique les résultats auxquels il arrive :

1^o Importations réglées en or :

- a) Toutes celles qui viennent de France et d'Europe, soit..... 106.000.000
b) Celles qui viennent du Japon, soit..... 2.000.000
c) Une partie de celles qui viennent de Hong-Kong et de Singapore, partie qu'il est difficile de préciser, les vendeurs de ces pays étant en effet, tantôt des négociants qui travaillent pour leur propre compte — et alors ils règlent

1. Albéric Neton. *L'Indo-Chine et son avenir économique*.

en piastres — tantôt de simples courtiers qui travaillent pour le compte de maisons européennes, lesquelles traitent en or. D'après M. A. Neton, les importations qui de ce chef s'effectueraient en or, seraient approximativement de.....

50.000.000

d) Une partie enfin, de celles qui viennent « des pays divers », partie qu'il évalue à peu près à.....

3.500.000

Au total, l'examen des importations de 1902 conduirait, pour l'or, à l'approximation suivante.....

161.500.000

Seraient, au contraire, réglées en argent « en piastres » les importations que voici :

a) Celles qui viennent de Chine, soit.....

16.000.000

b) Celles qui viennent de Siam et de Birmanie, soit.....

5.000.000

c) Une partie de celles qui viennent de Hong-Kong et de Singapore, soit.....

14.000.000

d) Une partie enfin de celles qui viennent des « pays divers », soit.....

500.000

Ensemble..... 35.500.000

En définitive, les importations qui devraient être réglées en or seraient, pour l'année 1902, supérieures de 126.000.000 à celles qui devraient l'être en argent.

Quant aux exportations, voici les résultats auxquels parvient M. Neton :

1° Exportations réglées en or :

a) Les exportations sur la France et l'Europe, soit.....	45.000.000
b) Les exportations sur le Japon, soit.....	500.000
c) Une partie des exportations sur Singapore et Hong-Kong, soit.....	5.000.000
Ensemble.....	<u>50.500.000</u>

2° Exportations réglées en argent :

a) Les exportations sur la Chine (direct), soit.....	5.500.000
b) Les exportations sur la Birmanie et le Siam, soit.....	2.000.000
c) L'immense majorité des exportations sur Singapore et Hong-Kong, soit.....	57.500.000
d) Les exportations sur les « pays divers », soit.....	45.500.000
Ensemble.....	<u>110.500.000</u>

Toujours pour l'année 1902, les exportations réglées en argent auraient été supérieures de 60.000.000 à celles qui l'auraient été en or.

En résumé, pour l'année 1902, le commerce de l'Indo-Chine avec les pays à étalon d'or se soldait ainsi :

Importations.....	161.500.000 frs.
Exportations.....	50.500.000 »
dont la différence....	111.000.000 »

devait être réglée en or par notre colonie.

Au contraire, le commerce avec les pays à étalon d'argent se soldait par :

Exportations.....	110.500.000 frs.
Importations.....	35.500.000 »
dont la différence....	75.000.000 »

devait être réglée en argent à notre colonie.

L'Indo-Chine reçoit donc de l'argent de ses débiteurs et elle doit payer en or ses créanciers. Il peut d'abord paraître que notre colonie obligée d'acheter cet or à perte avec ses piastres dépréciées aurait intérêt à changer d'étalon pour faciliter ses paiements. Mais il faut repousser cette conclusion pour les deux raisons suivantes :

Les dettes de l'Indo-Chine sont causées par l'excédent des importations sur les exportations vis-à-vis des pays à étalon d'or. Or, la masse des importations vient de France. C'est le lieu de se souvenir que ces importations ont un caractère artificiel pour diverses raisons que nous avons énumérées. Notons surtout ici qu'une notable partie de ces importations a été payée avec l'or avancé par la France (emprunt

de 200.000.000). Sans doute la colonie devra rembourser, mais par annuités échelonnées sur un long espace de temps. Et si, par suite de la baisse de l'argent, et de la nécessité de régler en or, ses finances se trouvent lourdement grevées, ses charges toutefois sont moins sensibles, parce qu'elle n'a pas à payer « en bloc ».

En second lieu, changer d'étalon serait pour l'Indo-Chine tarir ses revenus. Tandis que la masse des importations vient de France, une masse à peu près égale des exportations va dans des pays d'Extrême-Orient, parce qu'elle est, en presque totalité constituée par le riz sous toutes ses formes. Et c'est l'excédent de ces exportations qui crée les ressources de notre colonie. Mais, observe M. Albéric Neton, l'unité monétaire de presque tout l'Extrême-Orient, c'est la piastre d'argent. L'Indo-Chine est un pays de grande exportation pour le riz. Or le riz est presque tout à destination de l'Extrême-Orient. D'où la nécessité impérieuse pour l'Indo-Chine de conserver la piastre tant que cet état de choses existera. L'un des côtés essentiels de la question, c'est en effet de savoir avec quelle monnaie peuvent payer les pays d'Extrême-Orient où l'Indo-Chine exporte ses riz. Or, à de très rares exceptions près, ils ne peuvent payer qu'en piastres.

Ainsi que nous l'avons déjà remarqué, les renseignements donnés par M. Albéric Neton sont relatifs

à l'année 1902. Mais qu'on veuille bien se reporter aux statistiques que nous avons nous-même reproduites dans le précédent chapitre, surtout aux statistiques si détaillées des années 1904-1905, et l'on verra que les conclusions que l'on en pourrait dégager seraient les mêmes. En définitive, et pour nous résumer d'un mot, l'Indo-Chine dépend de l'Extrême-Orient et particulièrement de la Chine au point de vue monétaire, parce qu'elle en dépend au point de vue commercial. Par la nature même des choses, l'Indo-Chine gravite vers la Chine. Aussi longtemps que la Chine gardera l'étalon d'argent, l'Indo-Chine devra s'y tenir aussi : de telle sorte que, en réalité, c'est en Chine que se résoudra le problème monétaire qui intéresse si hautement l'Indo-Chine. Du jour où la Chine adopterait l'étalon d'or, l'Indo-Chine devrait l'adopter également. C'est une question de savoir si ce jour est proche ou s'il est lointain. Sans doute, la baisse de l'argent a eu de désastreux effets pour les finances de la Chine. Sa dette extérieure s'est accrue dans d'inquiétantes proportions. L'indemnité à payer au Japon s'est trouvée majorée de 90 millions de francs en capital, et de 3 millions pour le service des annuités. Sans doute encore, les variations incessantes du change entravent le commerce extérieur, mais, si nous en croyons les Européens compétents qui ont vécu en Chine, l'établissement naturel de l'étalon d'or est encore lointain. C'est qu'en

effet l'unité monétaire d'un pays se détermine par le genre et le volume de ses transactions. Or, une partie de la Chine en est encore au système du « troc ». Un économiste américain, Jenks, a cependant proposé d'introduire en Chine l'étalon d'or. Il suffit d'avoir signalé ici cette tentative : nous l'apprécierons plus loin, ainsi que celles du même ordre qui l'ont suivie. Nous n'avons pas dans ce chapitre à envisager ce que pourra être l'avenir. A l'heure où nous écrivons, la piastre est presque la seule monnaie (exception faite, bien entendu, pour la sapèque) qui circule effectivement en Extrême-Orient : d'où, pour parler comme M. A. Neton « l'impérieuse nécessité pour l'Indo-Chine de la conserver. »

C'est là sans doute rendre plus onéreux les paiements qu'elle doit faire aux pays d'Europe, mais les importations européennes n'ont qu'une importance passagère. Mieux vaut les payer plus cher que de porter atteinte au véritable commerce de notre colonie, d'obstruer les débouchés de ses produits naturels et d'arrêter ainsi son essor économique. C'est l'idée fondamentale qui nous guidera dans l'examen des solutions proposées pour remédier à la crise monétaire de notre colonie.

BIBLIOGRAPHIE

La plupart des renseignements contenus dans ce chapitre sont empruntés au *Bulletin économique de l'Indo-Chine* (1900-1906).

Dubois (J.). — L'empire de l'argent. Etude sur la Chine financière (1906).

Neton (A.). — L'Indo-Chine et son avenir économique.

Silvestre. — Notice sur les monnaies de la Chine.

CHAPITRE VI

Les Solutions proposées

Dans le chapitre où nous avons posé le problème de la piastre, nous remarquions qu'il n'était, en définitive, susceptible que de deux solutions pleinement adéquates : l'une qui consisterait à stabiliser l'argent au moyen d'une entente internationale, puisque sa stabilisation naturelle est très improbable, la stabilisation de l'argent étant la condition *sine qua non* de la stabilisation de la piastre ; l'autre qui consisterait à changer d'étalon, à remplacer l'étalon d'argent par l'étalon d'or. Il y aurait bien une autre solution ; mais elle est si radicale et par suite de réalisation si lointaine qu'il nous a semblé qu'il n'y avait même pas lieu de l'envisager. Il ne s'agirait de rien moins que de remplacer l'argent et aussi l'or par une monnaie de papier internationale ! Théoriquement, c'est

là une conception qui peut être intéressante : mais elle a le défaut d'être à échéance trop longue et indéterminée ; nous ne nous y arrêterons pas.

Il n'est pas douteux que si l'on réussissait à stabiliser par une entente internationale la valeur de l'argent par rapport à l'or, du même coup, la piastre serait stabilisée et le problème qui se pose à son sujet solutionné. C'est l'évidence même, mais est-ce possible ? De multiples tentatives ont été faites dans ce sens : nous allons les rappeler. Il semble que la première en date remonte à 1878. C'est le Président des Etats-Unis qui en prit l'initiative, sur l'invitation d'ailleurs du Parlement américain (loi du 28 février 1878). La conférence se réunit à Paris, le 10 août 1878 et fut présidée par M. Léon Say. Les délégués des Etats-Unis proposèrent que les divers Etats admissent la frappe libre de l'argent. Ils voulaient que l'emploi de l'argent fût illimité et que son pouvoir libérateur fût absolu, comme celui de l'or ; d'un mot ils préconisèrent le bimétallisme général et complet. Ils se heurtèrent à une opposition irréductible de la part de l'Angleterre, de la Suisse, de la Belgique et de la Norvège ; quant à l'Allemagne elle n'était pas représentée. La France ne prit nettement parti, ni dans un sens ni dans l'autre. Bref, l'on se mit d'accord sur les conclusions que voici :

1. Il est nécessaire que l'argent garde dans le monde son rôle monétaire, mais il appartient à cha-

que Etat de voir ce qu'il lui convient de faire à cet égard ;

2° C'est également à chaque Etat de décider la question de la limitation du monnayage de l'argent ;

3° Il s'est manifesté au sein de la Conférence des opinions trop contradictoires pour qu'il y ait lieu de discuter la question d'un rapport international de valeur à établir entre l'or et l'argent, d'autant que même les Etats à double étalon se regardent comme dans l'impossibilité de prendre un engagement relatif à la frappe illimitée de l'argent.

L'échec était entier, néanmoins les Etats-Unis ne se découragèrent pas. En 1881, d'accord avec la France, ils essayèrent de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence internationale. Dans le programme qui fut adressé aux divers Etats les deux gouvernements demandaient que l'on examinât :

1° Si le stock d'or existant dans le monde était assez considérable pour suffire à lui seul à tous les besoins monétaires ;

2° Si, étant donnée la nécessité d'une monnaie d'argent, il était possible de la constituer sans fixer un taux légal d'échange entre les deux métaux.

Ce programme n'agréa pas au Cabinet de Londres qui demanda des modifications, sous le prétexte que les gouvernements de Paris et de Washington avaient l'air d'admettre par avance la nécessité du bimétallisme. D'assez longs pourparlers s'engagè-

rent. Finalement le but de la Conférence devint « de soumettre à l'acceptation des gouvernements représentés un plan et un système pour l'établissement, au moyen d'une conférence internationale, de l'usage de l'or et de l'argent comme monnaie bimétallique ».

La conférence se réunit à Paris, comme précédemment, et ce fut M. Pallain, Gouverneur de la Banque de France, qui la présida. Presque tous les pays étaient représentés : France, Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Etats-Unis, Angleterre, Pays-Bas, Russie, Suisse, Suède et Norvège, Espagne, Italie et Grèce. Il apparut promptement que les puissances formaient deux camps nettement tranchés. Du côté bimétalliste figuraient la France, les Etats-Unis, les Indes, l'Italie, l'Autriche et les Pays-Bas. Du côté monométalliste or prenaient rang l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, la Suède et la Norvège. Après une existence assez agitée, la Conférence s'ajourna indéfiniment, sans prendre de résolutions (12 avril 1882).

Dix ans plus tard, les Etats-Unis reprirent, pour la troisième fois, l'initiative d'une Conférence internationale. Elle avait pour programme de « considérer les mesures qui, le cas échéant, pourraient être prises pour augmenter l'usage de l'argent dans le système monétaire des nations ». Elle se réunit à Bruxelles, sous la présidence de M. Monte-Fiore Lévy, le

26 novembre 1892. Vingt gouvernements y étaient représentés : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Indes Anglaises, Grèce, Italie, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Suisse, Turquie. Comme précédemment, les délégués des Etats-Unis commencèrent par proposer le bimétallisme international. Mais l'on vit tout de suite que la discussion ne serait pas possible sur cette base. Des expédients de toute espèce furent mis en avant : aucun n'ayant abouti, la proposition des Etats-Unis revint sur le tapis. L'Angleterre la combattit et la Conférence de Bruxelles se sépara sans avoir obtenu de résultat pratique.

En 1896, les Etats-Unis essayèrent à nouveau d'arriver à une entente internationale. Aussitôt après son élection qui s'était faite sur la question monétaire, le président Mac-Kinley déclara, dans son message, que la question du bimétallisme international serait sans délai l'objet de sa sérieuse attention et que son effort constant tendrait à le réaliser avec le concours des autres grandes puissances commerciales. Le Sénat et la Chambre des Représentants s'empressèrent de prendre acte de cette déclaration. Par 46 voix contre 4 et par 279 voix contre 3, ils votèrent un bill autorisant le président à convoquer une conférence monétaire internationale et à désigner d'ores et déjà les délé-

gués américains. Mac-Kinley estima avec raison, qu'avant de réunir une conférence internationale, il serait sage de trouver d'abord une base de discussion et d'entente. A cet effet, il envoya en Europe une mission qui avait à sa tête le sénateur Wolcott. Elle devait tâter le terrain en se mettant en rapport avec les chefs du mouvement bimétalliste en France, en Angleterre et en Allemagne.

Elle vint d'abord en France et y fut bien accueillie. Il fut convenu que les Etats-Unis et la France rouvriraient leurs monnaies à la frappe libre de l'argent, *si les autres Etats prenaient le même engagement*. La France aurait même conservé l'antique rapport de 1 à 15 1/2 entre les deux métaux. Il importerait beaucoup à la France que la valeur de l'argent fut relevée, le stock d'argent qu'elle détient étant considérable. On l'évaluait en 1903, à 2.130.000.000 sur lesquels 1.100.000.000 se trouvaient dans l'encaisse de la Banque de France.

De Paris, la mission Wolcott se rendit à Londres et là elle fut moins heureuse. Le cabinet anglais commença par déclarer catégoriquement qu'il ne pouvait pas être question d'ouvrir les monnaies britanniques à la frappe libre de l'argent, mais qu'il était disposé à discuter les autres propositions qui pourraient être produites. Les membres de la mission américaine demandèrent alors à l'Angleterre d'abroger la loi qui a fait du souverain l'étalon légal

des Indes et de rouvrir les monnaies de ce pays à la frappe libre de l'argent. Ils demandèrent aussi que l'argent restât étalon légal dans les détroits et dans les autres colonies anglaises.

Le cabinet britannique répondit qu'il prenait ces propositions en sérieuse considération, mais qu'il devait en référer, avant de décider quoi que ce soit, au gouvernement de l'Inde. Celui-ci se montra nettement hostile : « Pour résumer notre réponse aux questions posées par Votre Seigneurie, nous Lui demanderons de refuser de participer à l'entreprise de la France et des Etats-Unis. Notre opinion *unanime et décisive est qu'il serait fort peu sage de rouvrir les monnaies*, en qualité de partie dans l'arrangement proposé, particulièrement au moment où nous approchons, selon toute apparence, de la *stabilité du change*, par l'effet de *notre action seule et indépendante*. »

Cette attitude du gouvernement de l'Inde se concevait très bien : il avait peu à gagner au succès des réformes proposées par les Etats-Unis et la France, puisqu'il était presque parvenu à la *stabilité du change* ; mais il avait beaucoup à perdre à leur insuccès, s'il survenait après qu'il aurait lui-même renoncé à la réforme qui lui avait coûté tant de peines et qui semblait en voie de réussir. La réponse de l'Inde amena l'échec de la mission Wolcott. « Notre offre, déclara Wolcott devant le Sénat, notre

offre a été refusée et le refus doit être considéré comme définitif jusqu'à la faillite complète de l'expérience tentée par le Gouvernement de l'Inde. »

Il gardait donc quelque espoir : mais cet espoir n'était fondé que sur l'échec de la réforme tentée aux Indes, échec qu'il prévoyait. Cette façon de voir était partagée par le président Mac-Kinley, lequel disait « l'action satisfaisante de notre grande République sœur, la France, qui s'est jointe à ce pays pour tenter d'amener une entente entre les grandes nations commerciales d'Europe à l'effet d'établir un rapport fixe entre l'or et l'argent, fournit l'assurance que nous ne sommes pas seuls parmi les grandes nations du monde à comprendre le caractère international de ce problème, et à désirer d'atteindre une solution sage et pratique ». Ces espérances devaient être déçues parce que l'expérience de l'Inde réussissait contrairement aux prévisions de Wolcott et que la baisse de l'argent se poursuivait et s'accroissait, pendant même que l'on discutait sur les moyens de surélever sa valeur.

Depuis l'échec de la mission Wolcott, il n'y a plus eu de tentative en vue « d'un accord bimétallique international » mais de nouveaux pourparlers furent entamés en 1903, relativement à la question monétaire. Voici à la suite de quels faits : au début de 1903, le gouvernement du Mexique présenta au Cabinet de Washington un mémorandum ayant trait à la

fâcheuse situation des pays à étalon d'argent. A la même date, la Chine présenta de son côté un mémorandum analogue, arguant en outre de l'impossibilité où elle était de payer en or l'indemnité de guerre.

Comme suite à ces communications, le sénateur Patterson déposa un amendement à la loi sur le système monétaire des Philippines autorisant le Président Roosevelt à inviter l'Angleterre, la France, l'Allemagne et les autres pays à étalon d'or, ainsi que le Mexique, la Chine, et les pays à étalon d'argent, à nommer des délégués pour étudier un plan d'échange commercial entre les Etats à base monétaire différente. L'amendement Patterson fut adopté par le Sénat, mais repoussé par le Congrès, le 28 février.

Le président Roosevelt tourna la difficulté : il nomma trois commissaires qui, d'accord avec trois délégués du gouvernement mexicain, devaient se rendre en Europe, afin d'y procéder à une enquête *officieuse* près des divers gouvernements. Eventuellement, ils discuteraient les bases d'une entente internationale et feraient part au cabinet de Washington du résultat de leurs démarches. L'on verrait ensuite, d'après l'accueil qui leur serait fait, quelle suite *officielle* il y aurait lieu de donner à cette affaire. La délégation américaine se composait de M. J.-W. Jenks, professeur d'Economie politique à Cornell, auteur d'articles très connus sur les Trusts ; de M. Charles Conaut, trésorier du trust Morton à New-York, qui avait été l'inspirateur de la réforme

monétaire des Philippines ; de M. Hanna, sénateur de l'Indiana, très versé dans les questions monétaires. Deux secrétaires avaient été adjoints à ces personnalités, MM. Guthbrige et Guerlac, ce dernier professeur de français à l'Université de Cornell. Quant à la commission mexicaine, elle était formée de MM. Enrique Crell, banquier et député, de M. Louis Camacho et de M. Head.

La Commission américaine commença par bien préciser le but qu'elle poursuivait. Dans le memorandum qu'elle remit au Cabinet de Paris, elle s'exprimait ainsi : « Il n'entre pas dans l'intention de notre gouvernement de faire un effort pour *ressusciter la question d'un accord bimétallique international* ; il reconnaît, en effet, qu'un accord de cette nature, quels qu'aient pu être ses avantages il y a quelques années, est *maintenant écarté du domaine de la politique pratique*. »

Les deux commissions — l'américaine et la mexicaine — étaient indépendantes ; mais leur but était le même. Elles allèrent d'abord à Londres. Le cabinet britannique s'empessa de désigner des délégués qui devaient discuter avec elles. On ignore quelles conclusions furent adoptées, les délibérations ayant été tenues secrètes. De Londres, les commissions vinrent à Paris. Le gouvernement les mit en rapport avec les personnalités les plus compétentes : M. Pallain, gouverneur de la Banque de France ; Arnauné, directeur

de la Monnaie ; de Foville, Conseiller maître à la Cour des comptes ; Bénac, directeur du mouvement des fonds au ministère des Finances ; Stanislas Simon, directeur de la Banque d'Indo-Chine ; Raphaël Georges Lévy, l'économiste bien connu. Pour les mêmes raisons qu'à Londres, c'est-à-dire par ce que les commissions américaine et mexicaine devaient faire le tour de l'Europe et s'aboucher avec les divers gouvernements, les discussions demeurèrent secrètes. Il semble qu'elles portèrent principalement sur le régime monétaire actuel de la Chine qui est un obstacle à son exploitation commerciale.

De Paris, les commissions se rendirent, conformément à leur programme, dans les principales capitales européennes et furent bien accueillies partout, s'il faut en croire le président Porfirio Diaz, dont les déclarations, quoiqu'assez vagues, présentent un haut intérêt. « En prenant l'initiative près des autres nations, le pouvoir exécutif n'a pas prétendu *conclure des traités ou des conventions, ni déterminer la réunion de conférences internationales*, comme celles qui, en d'autres circonstances, ont traité des sujets analogues. Cette fois, les démarches du gouvernement, appuyées par celui des Etats-Unis, *ont tendu à provoquer des échanges d'opinion au sujet du remède à apporter à la situation monétaire de certaines nations ou colonies ; à permettre aux pays, où l'étalon*

d'argent est en vigueur, de continuer à employer l'argent comme monnaie, en lui donnant, *quand c'est possible, une valeur fixe* dans sa relation avec l'or, en appuyant *sur des bases fondamentales uniformes*, les réformes qui seraient admises, afin que la solution cherchée ait plus de force et de prestige ; enfin à éviter, *autant qu'il dépendra des gouvernements*, la continuation des effets pernicieux, produits sur le marché de l'argent par les causes qu'il s'agit de modifier... J'ai la satisfaction de vous annoncer que les démarches de la mission mexicaine à l'étranger ont obtenu un *résultat favorable* et que le Pouvoir exécutif a reçu de toutes parts des *témoignages de sympathie pour notre pays*, et de *bonne volonté* pour l'œuvre de la mission mexicaine et de celle des Etats-Unis. »

Le président Porfirio Diaz est catégorique sur ce que les missions ne devaient pas proposer. Il n'entrait point dans les desseins des gouvernements qui les avaient constituées de provoquer la réunion d'une conférence internationale analogue à celles que nous avons étudiées ci-dessus. Mais il est moins affirmatif sur ce qu'elles devaient proposer. Il semble qu'elles s'occupèrent surtout des réformes à opérer au Mexique et en Chine. Leurs conclusions furent sans doute qu'il serait souhaitable d'établir dans ces deux pays l'étalon d'or, en maintenant le plus possible une circulation intérieure d'argent.

C'est la solution qui depuis a prévalu, au moins en théorie, au Mexique. Nous n'avons pas à l'apprécier, si ce n'est pour remarquer qu'elle a encore restreint le rayon d'action de la piastre et qu'elle a rendu plus difficile le succès de la politique monétaire française en Indo-Chine. L'on sait en effet que depuis 1903 l'objectif de cette politique a été de débarrasser l'Indo-Chine des piastres mexicaines qui l'encombraient. La réforme opérée au Mexique créait un obstacle de plus, puisque parmi les mesures destinées à maintenir la piastre à son cours de stabilisation figure la prohibition de la réimportation des piastres d'Extrême Orient. Mais cet obstacle a été heureusement surmonté, ainsi que nous l'avons montré dans une autre partie de cette étude. Par ce point seulement, important sans être capital, la réforme monétaire du Mexique intéressait l'Indo-Chine. Nous avons en effet indiqué que l'introduction de l'étalon d'or au Mexique n'a eu aucune portée pratique, puisque les monnaies restent toutes d'argent, aussi bien pour les transactions intérieures que pour les transactions extérieures. La réforme consiste surtout en mesures permettant de limiter le nombre des piastres en circulation pour maintenir leur valeur au cours arbitraire de stabilisation.

Au contraire, si la solution préconisée par la Commission mexico-américaine avait été adoptée

par la Chine, la question monétaire changeait du tout au tout, pour notre colonie ; mais cela était-il possible ? Il semble d'abord que le gouvernement de Pékin n'y était pas hostile. Il envoya une mission au Japon à l'effet d'y étudier le régime monétaire et à son retour le chef de cette mission devint ministre des finances. Mais en Chine plus encore que dans les autres pays, il y a loin de l'étude d'une réforme à sa réalisation. Il est même fort possible que le gouvernement de Pékin n'ait pris cette attitude que pour impressionner favorablement les pays d'Europe. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, il semble bien que le gouvernement, le voulut-il sincèrement, ne pourrait pas actuellement établir l'étalon d'or en conservant le plus possible une circulation intérieure d'argent. La balance du commerce n'est pas assez favorable pour assurer la stabilité d'un tel système, les dettes en or de la Chine étant trop considérables pour qu'elle puisse former la réserve d'or indispensable à cette réforme. Sans doute la Chine pourrait être aidée à cet égard, si les divers gouvernements consentaient à accepter le paiement de l'indemnité en argent. Déjà les Etats-Unis l'ont fait. L'Angleterre le ferait peut-être dans le but de favoriser son commerce en Chine par l'établissement dans ce pays d'un bon système monétaire. De même la France qui a un intérêt analogue à celui de l'Angleterre et qui, de

plus, verrait sa colonie de l'Indo-Chine bénéficier de cette réforme. Peut-être la Russie et l'Allemagne y consentiraient-elles également, ces nations ayant le légitime désir de voir le marché chinois s'ouvrir aux produits de la grande industrie européenne. Mais ne serait-ce pas aller trop vite en besogne que d'introduire en Chine l'étalon d'or avec circulation intérieure formée surtout d'argent ? Il ne faut pas oublier ce que nous avons exposé dans un précédent chapitre : à savoir, d'une part, que la circulation monétaire de ce pays est faite principalement de cuivre et, de l'autre, que les monnaies d'argent y forment comme une « macédoine ». Un résultat très appréciable serait déjà acquis si l'on parvenait à habituer les Chinois à se servir dans tout l'empire d'une pièce de monnaie ayant un titre et un poids déterminé. Il faut d'abord tendre vers ce but et sérier les efforts. Il est rarement sage de brûler des étapes. Nous n'insisterons pas davantage sur la politique monétaire qu'il y aurait lieu pour la Chine de suivre. Ce serait sortir de notre sujet, mais il reste certain — et c'est là ce qu'il fallait souligner — que cette politique doit être attentivement suivie par la France et par l'Indo-Chine, toutes les modifications qui s'y produiraient devant avoir leur retentissement dans notre colonie.

En résumé, l'on peut distinguer deux phases dans les tentatives faites par les gouvernements en vue de

stabiliser l'argent par rapport à l'or. De 1878 à 1897 les divers cabinets sur l'initiative des Etats-Unis et de la France recherchent une solution *générale* du problème. Il s'agit de savoir dans les conférences internationales qui se succèdent à Paris et à Bruxelles, s'il ne serait pas possible *d'établir le bimétallisme international*. Toutes les propositions de ce genre ayant échoué par suite de l'opposition de divers pays, mais surtout de l'Angleterre, et d'autre part les Etats-Unis ayant adopté l'étalon d'or, l'objectif des gouvernements devient moins ambitieux. Il n'entre plus dans leurs intentions *de ressusciter la question d'un accord bimétallique international*. Ce qu'ils désirent, c'est seulement *échanger des opinions au sujet du remède à apporter à la situation monétaire de certaines nations ou colonies*. Ces échanges d'opinions restent même théoriques au point de vue international ; aucune entente ne se fait. On n'arrive pas à *appuyer sur des bases fondamentales uniformes les réformes à faire*. Et cependant le président Porfirio Diaz se déclare satisfait ! « J'ai la satisfaction de vous annoncer, dit-il aux Représentants, que les démarches de la mission mexicaine ont obtenu un résultat favorable et que le pouvoir exécutif a reçu de toutes parts des *témoignages de sympathie* pour notre pays et de *bonne volonté* pour l'œuvre de la mission mexicaine et de celle des Etats-Unis. »

De prime abord l'on serait tenté de trouver que

le Président Porfirio Diaz a la satisfaction facile. Mais en diplomatie, c'est dans les formes qu'il emploie que se traduisent les échecs. La question de la stabilisation de l'argent n'a pu se régler sur le terrain international. C'était cependant le seul sur lequel elle eût pu l'être. Aux pays qui souffraient le plus de la dépréciation de l'argent par rapport à l'or, les puissances ont, en somme, dit : Réformez vous-mêmes votre système monétaire. Nous assistons en spectateurs bienveillants à vos efforts, nous ne pouvons faire davantage. C'est pourquoi, depuis 1903, les Etats à base d'argent n'ont plus guère compté que sur eux-mêmes pour améliorer leur circulation monétaire. Généralement, ainsi que nous l'avons vu ailleurs, ils ont évolué vers l'étalon d'or. L'Indo-Chine ne pourrait-elle pas prendre exemple sur eux ? Et puisqu'il ne faut plus songer à stabiliser l'argent par une entente internationale, n'y aurait-il pas lieu pour notre colonie de changer d'étalon ?

Rappelons d'abord brièvement quels seraient les avantages de l'introduction de l'étalon d'or. D'abord les importations venant d'Europe et particulièrement de France ne pourraient qu'y gagner. C'est, en effet, un redoutable aléa pour le commerce européen que celui qui résulte des variations des valeurs de l'argent et du change. Comme nous le disions ailleurs, une affaire qui était bonne au moment de sa con-

clusion peut devenir mauvaise au moment du règlement : c'est un axiome économique que « la dépréciation de l'argent agit comme une barrière à l'importation ». Mais c'en est un autre, par contre, qu'elle agit « comme une prime à l'exportation ». Ce dernier effet, s'il est vrai, n'est d'ailleurs que temporaire. Il en est de ces épanouissements artificiels comme des fiévreuses floraisons que l'art des horticulteurs sait provoquer à un moment donné et qui laissent ensuite la plante anémiée et languissante.

Colons et fonctionnaires trouveraient à l'établissement de l'étalon d'or des avantages que nous avons déjà signalés : leurs capitaux incorporés là-bas et leurs économies verraient disparaître une cause de diminution, d'amoindrissement. Quant au budget de l'Indo-Chine, il s'en trouverait également bien. La principale cause de ses déficits s'évanouirait. Il faut se souvenir, en effet, que la colonie de l'Indo-Chine a emprunté 355 millions à la métropole : 80 millions sous le gouvernement de M. Rousseau et 275 millions sous celui de M. Doumer. Or les intérêts et amortissements sont payables en or.

Il résulte de ces faits que l'introduction de l'étalon d'or dans notre colonie serait fort souhaitable. Cela explique pourquoi cette mesure trouve tant de défenseurs. Les opinions sont d'ailleurs très différentes sur les moyens à employer pour la mener à bien, et le plus souvent fort peu explicites. Il semble

cependant qu'elles peuvent se ramener à trois principales.

Tout d'abord la plus radicale : il faut établir en Indo-Chine l'étalon d'or avec circulation d'or : l'or deviendrait la monnaie unique de notre colonie ou tout au moins la seule monnaie légale et la plus importante monnaie réelle. On se rappelle que l'expérience fut proposée. Dans la séance de la Chambre de Commerce de Saïgon du 12 août 1886, le Directeur de l'Intérieur crut pouvoir affirmer que la France fournirait à la Cochinchine autant de monnaie d'or qu'elle en pourrait désirer. On sait aussi de quelle illusion c'était se bercer, « l'Extrême-Orient étant entièrement dépourvu d'or, introduire notre monnaie d'or, ce serait la jeter dans un gouffre sans fond » (1). Introduire l'étalon d'or avec circulation d'or ? C'était chimérique en 1886 : serait-ce aujourd'hui réalisable ? Les conditions économiques n'ont pas assez changé pour qu'il soit possible de l'espérer. Cependant le Japon, Formose et la Corée ont adopté un système monétaire qui est un véritable monométallisme or. L'or a seul cours légal illimité et sa frappe est libre. L'argent n'a plus force libératoire que jusqu'à 10 yens et ne peut être frappé que pour le compte de l'Etat. Mais deux raisons expli-

1. De Lanessan, *op. cit.*, p. 526.

quent le succès de cette réforme au Japon. Son « industrialisation » très rapide en a fait un fort débiteur des pays à étalon d'or et l'a détaché en grande partie des pays à étalon d'argent. En outre l'indemnité de guerre que lui a payée la Chine lui a permis de constituer une forte réserve d'or et de retirer sa monnaie d'argent de la circulation. Ces deux raisons n'existent pas pour notre colonie : mais dira-t-on existaient-elles pour Formose et la Corée ? Oui, car ces pays sont des satellites du Japon. Et d'ailleurs ces réformes sont très récentes. Il n'est pas certain que le Japon ne puisse souffrir de ne plus avoir le même étalon monétaire que ses voisins les plus proches.

Voyons maintenant la proposition opposée d'établir en Indo-Chine l'étalon d'or avec circulation intérieure formée exclusivement d'argent. Il nous paraît difficile de concevoir exactement cette réforme. L'or étalon, c'est l'or servant de mesure aux valeurs échangées dans les transactions. Jouera-t-il son rôle dans les transactions intérieures ? C'est bien peu probable puisqu'il leur sera complètement étranger ; d'ailleurs nous avons vu que les inconvénients de l'étalon d'argent dans les transactions intérieures sont fort discutés, et peu considérables. L'or ne jouera donc son rôle que dans les transactions extérieures. Mais c'est donc qu'on pourra payer les importations en or, c'est-à-dire sans souffrir des

variations de la valeur absolue de la monnaie d'argent. Il faudra pouvoir se procurer avec la monnaie réelle d'argent, de la monnaie d'or soit à l'intérieur du pays, soit à l'extérieur, à un taux invariable. Il nous paraît donc que l'opinion précédente envisage un pays où la monnaie d'argent circule seule, soit qu'elle ait seul cours légal, soit qu'elle puisse seule convenir aux besoins et aux habitudes, mais où l'on peut échanger cette monnaie d'argent contre de la monnaie d'or à un taux fixe, soit que le Trésor opère lui-même cet échange, soit que le change avec les pays où circule de la monnaie d'or reste invariable. L'échange par le Trésor nécessiterait un stock d'or assez considérable; en concevant même que l'or, sans circuler, soit admis dans les caisses publiques en paiement, de façon que l'or reçu comme prix des exportations vienne se concentrer entre les mains du trésor, il est évident que le stock précédent s'épuisera vite si la balance de commerce est défavorable. Il semble d'ailleurs que les défenseurs de l'opinion précédente n'ont pas en vue un tel échange. Ils donnent en effet comme exemple de la réforme proposée le Siam et le Mexique. Est-il vraiment possible de dire qu'il y a eu dans ces pays un changement d'étalon monétaire? Qu'a-t-on fait en définitive? Pris des mesures pour être maître de la circulation argent et plus spécialement pour la raréfier, de façon à maintenir la monnaie d'argent à un taux fixe. Sans

doute, si dans l'avenir le tical continuait à valoir 1/17 de livre sterling sur les places étrangères, on pourrait dire qu'avec une circulation d'argent le Siam est à l'étalon d'or, puisque ce serait en vérité la livre sterling qui servirait de mesure des valeurs. Mais comment supposer qu'on pourra toujours être assez maître de la circulation pour maintenir la valeur arbitraire choisie pour la monnaie ? Si l'on suppose la quantité de la monnaie réduite au minimum possible, que fera-t-on pour remédier à une baisse de l'argent ? Quel'on puisse par cette méthode réduire les fluctuations de change, nous le concédons. Que l'on puisse les supprimer, nous ne le croyons pas. D'ailleurs préconiser la réforme pour l'Indo-Chine est chose inutile. Les mesures prises par la France en 1903 valent celles prises par le Siam à la fin de 1902 et par le Mexique en 1904. Que manque-t-il pour faire comme ces deux pays ? de fixer un taux de stabilisation correspondant à une baisse de l'argent de 50 o/o environ. Nous n'en apercevons pas l'utilité.

Les deux réformes extrêmes nous paraissent l'une irréalisable, l'autre réalisée, mais insuffisante parce qu'elle n'est pas ce qu'elle prétend être. Serait-il au moins possible d'établir en Indo-Chine l'étalon d'or avec circulation d'or et d'argent ? Ce serait, à notre sens, le seul moyen d'introduire l'étalon d'or dans notre colonie, parce que sa circulation intérieure

doit être en majorité faite d'argent, qui est seul adéquat aux habitudes de la population, et parce que l'absence absolue de l'or, son existence seulement fictive font d'un changement d'étalon monétaire une simple affirmation administrative. Il serait sans doute bon de limiter autant que possible la circulation d'or, ce métal ne pouvant rendre aucun service comme monnaie réelle dans les transactions intérieures de notre colonie. *A ce dernier point de vue* la réforme monétaire de l'Inde pourrait nous inspirer, puisque la circulation intérieure y est restée presque toute d'argent. Mais nous ne pouvons penser que, *même sous cette forme, un changement d'étalon soit utile, à plus forte raison nécessaire à notre colonie.* L'heure est, à notre avis, prématurée. Les partisans de cette réforme objectent qu'elle a déjà été réalisée avec succès aux Philippines et surtout dans l'Inde.

Il ne nous semble pas qu'il y ait lieu de faire état du succès de la réforme monétaire des Indes, pour la tenter en Indo-Chine. En effet, tandis que les deux tiers des exportations de l'Inde sont à destination des pays à étalon d'or, les trois quarts des exportations de l'Indo-Chine sont à destination des pays à étalon d'argent. La situation est donc essentiellement différente : elle ne saurait dès lors commander les mêmes solutions. Que l'on s'inspire de la politique monétaire des Indes, non point pour en

copier les solutions, mais pour en suivre les principes. Qu'a fait l'Inde, au fond, si ce n'est sacrifier ses moins bons clients, les pays à étalon d'argent, à ses meilleurs, les pays à étalon d'or ? Son exemple ne peut donc pas être invoqué en faveur d'un changement d'étalon en Indo-Chine : tout au contraire. Nous avons vu que le Japon avait dû le succès de sa réforme à une raison identique. Les évolutions monétaires opérées ces dernières années en Extrême-Orient constituent une démonstration de plus de la vérité de ce principe que nous posions au début d'un précédent chapitre : à savoir que le système monétaire d'un pays donné doit être déterminé par les relations commerciales de ce pays. C'est là une sorte de loi naturelle qui s'impose. Que l'on veuille bien se souvenir de ce que nous avons dit ailleurs de Hong-Kong. Des propositions s'étaient produites devant la Chambre de Commerce qui tendaient à l'établissement de l'étalon d'or, mais il fut reconnu à l'unanimité que le *statu quo* devait être maintenu à Hong-Kong, tant que la Chine n'aurait pas modifié son régime monétaire.

Les partisans de l'introduction de l'étalon d'or en Indo-Chine ne méconnaissent pas la valeur de ces considérations, mais ils prétendent que les transactions de notre colonie deviennent de plus en plus importantes avec les pays à étalon d'or. Nous savons ce qu'il faut penser de cette assertion puis-

que nous avons étudié ci-dessus dans le détail les diverses relations de l'Indo-Chine. Certes, si l'on tenait un égal compte des importations et des exportations, la remarque serait juste. Rappelons, en effet, que pour l'année 1902; par exemple, les importations payables en or étaient approximativement de 120 millions supérieures à celles qui devaient être réglées en argent. Quant aux exportations, par contre, celles qui étaient payables en argent étaient d'à peu près 60 millions supérieures à celles qui l'étaient en or. Mais l'on a vu que l'on ne peut pas tirer d'utiles enseignements de statistiques brutes : il faut les analyser. Les importations à destination d'Indo-Chine viennent surtout de France et ont un caractère artificiel. Il est à prévoir qu'elles diminueront de plus en plus et qu'un jour viendra où la colonie, suffisamment outillée, suffira à toutes ses dépenses, mais subviendra à tous ses besoins. Les produits qu'elle demande actuellement à l'Europe et surtout à la France seront dans un avenir prochain fabriqués dans ses usines et ses ateliers. Dès lors, il n'y a guère lieu de tenir compte des importations d'Europe pour déterminer le régime monétaire qu'elle doit avoir.

Il est vrai que la mise en valeur de l'Indo-Chine ne se fera que grâce à l'afflux de capitaux européens et surtout français et que, de ce chef, elle se trouvera débitrice de pays à étalon d'or. D'où des déficits

budgétaires en perspective, ses dépenses se soldant en or, du moins quand elles s'effectuent à l'étranger, et ses recettes se percevant en argent. Mais l'on peut espérer que l'équilibre s'établira, sans que la colonie soit forcée de changer d'étalon. Si la prospérité générale s'accroît, comme il n'est pas douteux, de toutes les transformations actuelles, les impôts pourront être augmentés, sans que la charge qui en résultera paraisse plus lourde, et les trous budgétaires seront bouchés. Si ces réflexions sont justes, si les importations venant des pays à étalon d'or sont destinées sans cesse à diminuer et même à cesser à peu près, si dès lors les exportations de l'Indo-Chine doivent seules être envisagées quand il s'agit de rechercher quel est le régime monétaire qui lui convient, la conclusion qui s'impose, c'est qu'un changement d'étalon n'est pas actuellement possible. La Chine, en effet, est de beaucoup le meilleur client de notre colonie et la Chine paie en argent. Nous ne reviendrons pas ici sur ce point qui a été longuement développé.

Diverses objections ont été faites par les partisans de l'étalon d'or. Nous ne les croyons pas très solides. Ils ont dit, par exemple : Ne vous préoccupez donc pas tant de la clientèle de la Chine. Elle n'est, en somme, acheteur que de riz, et il n'est pas souhaitable que l'Indo-Chine produise de plus en plus de riz : elle arriverait à la *monoculture*, ce qui

ne serait pas sans danger. Raisonner ainsi, c'est oublier les conditions climatologiques de notre colonie. Par la force même des choses, le riz est et restera la production essentielle de l'Indo-Chine. Nous l'avons établi au début même de cette étude, dans notre premier chapitre. C'est oublier, d'autre part, que la Chine constitue le plus vaste réservoir d'hommes qu'il y ait au monde, et que ces hommes ne se nourrissent guère que de riz. D'ailleurs, le voulût-elle, l'Indo-Chine ne pourrait arriver à la monoculture du riz. Sa géographie localise, nous l'avons vu, les productions agricoles et en particulier le riz dans les plaines basses et humides : quand elles seront toutes employées à cette culture, la production du riz aura atteint son développement maximum.

Les partisans de l'étalon d'or disent encore (et il semble que les deux objections se détruisent l'une l'autre) que, même si l'Indo-Chine changeait d'étalon monétaire, elle n'en conserverait pas moins la clientèle de la Chine. Le besoin forcerait ce pays à nous acheter cette marchandise, dont il ne lui est pas possible de se passer. Il serait oiseux de combattre cette argumentation : la famine qui sévit si cruellement en Chine en ce moment même est une réponse hélas ! trop péremptoire. Si l'on meurt de faim aujourd'hui en Chine faute de pouvoir payer le riz d'Indo-Chine qui est d'un extrême bon marché,

que serait-ce si, par suite d'un changement d'étalon monétaire, le prix s'en trouvait surélevé ?

Ce que M. de Lanessan écrivait en 1889 reste vrai : « La piastre est devenue dès le premier jour la monnaie officielle de notre colonie, et, quoiqu'on fasse, elle conservera ce caractère tant que notre Indo-Chine restera soumise aux conditions économiques dans lesquelles elle est aujourd'hui placée. Tant que la Cochinchine produira plus de riz qu'elle n'en consomme, tant qu'elle en exportera en Chine pour une valeur supérieure à celle des marchandises qu'elle demande à ce pays, la piastre s'imposera au commerce de la Cochinchine et, par suite, dominera la situation financière de notre colonie. Quant au Tonkin, à l'Annam et au Cambodge, leurs exportations sont si faibles qu'ils ne peuvent être considérés que comme des satellites de la Cochinchine, et qu'ils obéissent fatalement aux mêmes lois économiques » (1). On ne saurait mieux dire.

Nous pouvons résumer en quelques formules nos conclusions relatives au problème de la piastre.

Parmi les difficultés auxquelles donne lieu l'emploi de cette monnaie, les unes proviennent de l'existence de monnaies de compte différentes à côté de la piastre, monnaie légale. Elles n'apparais-

1. De Lanessan, *loc. cit.*, p. 511 et 512.

sent que dans les transactions intérieures de notre colonie et une computation absolue en piastres suffirait à les faire disparaître. Les autres ont pour cause l'emploi comme étalon monétaire d'un métal dont la valeur subit des fluctuations considérables. Elles se manifestent surtout dans les relations extérieures de l'Indo-Chine. Puisqu'on ne peut espérer leur disparition par stabilisation naturelle ou conventionnelle de l'argent, le seul remède possible est un changement d'étalon.

Il serait donc désirable que l'Indo-Chine puisse établir l'étalon d'or, tout en conservant une circulation intérieure faite pour la plus grosse part d'argent. Mais il serait prématuré de le faire aujourd'hui. Il faudra attendre que la situation économique de notre colonie le permette ; c'est-à-dire que ses principaux clients, à savoir : Hong-Kong et la Chine, aient adopté l'étalon d'or, puisqu'on ne peut prévoir une évolution dans sa clientèle.

Par conséquent, la politique monétaire actuellement suivie est la seule qui soit opportune. Elle a déjà produit les plus heureux résultats, puisqu'elle a permis d'uniformiser la circulation et de la régler désormais au gré du gouvernement français. D'ores et déjà, le terrain est préparé pour changer d'étalon. Mais il faut que les conditions économiques s'y prêtent. Il faut que la Chine évolue la première vers l'étalon d'or. Cette évolution sera lente peut-être, car,

selon une expression pittoresque de M. Léon Say,
« tandis que les hommes blancs recherchent la mon-
naie jaune, les hommes jaunes recherchent la mon-
naie blanche ».

BIBLIOGRAPHIE

Alexandre del Mar. — Systèmes monétaires.

Conférences monétaires internationales : Livres bleus anglais.

Correspondance between the british and indian
governements respecting the silver question.

Rapport du gouvernement indien de 1892.

Rapport de la commission Herschell.

Administration des Monnaies et Médailles. Rapports au ministre des Finances.

Journal officiel de l'Indo-Chine.

Rapport Pardon, au Congrès colonial de 1903.

Le Myre de Villers. — La crise de l'argent et l'Indo-Chine dans
les questions diplomatiques et coloniales (1903).

Bulletin du Comité de l'Asie Française.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

Administration des Monnaies et Médailles : Rapports au ministre des Finances depuis 1896.

Alglove. — Questions monétaires contemporaines. Paris, 1906.

Annuaire général de l'Indo-Chine Française. Schneider, Hanoï.

Arnaudé. — La Monnaie. Le Crédit. Le Change.

Atlas des Colonies françaises, dressé par ordre du ministère des Colonies par Paul Pelet. Armand Colin, 1902.

Atlas Schrader.

L'Avenir du Tonkin : Hanoï.

Baudoin (H.). — La Banque de l'Indo-Chine. Thèse de Paris.

Billet (Dr A.). — Le Haut-Tonkin dans les Annales de Géographie, n° 30 (15 novembre 1897).

Bonneville. — Traité des Monnaies d'or et d'argent.

Bourguin. — L'étalon d'or au Japon dans la Revue d'Economie politique, 1897.

Bulletin du Comité de l'Asie Française depuis avril 1901.

Bulletin de l'Ecole Française d'Extrême-Orient depuis 1901.

Bulletin économique de l'Indo-Chine, publié par le Gouverne-

ment Général de l'Indo-Chine. Direction de l'Agriculture, depuis 1898.

Bulletin de la Chambre de Commerce de Saïgon.

Bulletin officiel de l'Indo-Chine.

Chambre de Commerce de Marseille. Rapport sur le régime monétaire de l'Indo-Chine.

Les Colonies Françaises au début du *xx^e* siècle. Marseille, 1906.

Conférences monétaires internationales : Livres bleus anglais.
Correspondance between the british and indian
Governments respecting the silver question.

De Chaudoir. — Recueil des Monnaies de la Chine, du Japon, de la Corée, de l'Annam et de Java. Saint-Pétersbourg, 1842.

Le Courrier Saïgonnais, Saïgon.

Doumer (P.). — Rapport sur la situation de l'Indo-Chine, 1897-1901. Hanoi, 1902.

Dubois (J.). — L'empire de l'argent. Etude sur la Chine financière, 1906.

Grenard. — Organisation budgétaire de l'Indo-Chine. Paris, 1904.

Journal officiel de l'Indo-Chine française.

Lacroix (D.). — Numismatique Annamite. Saïgon, 1900.

Lanessan (de). — L'Indo-Chine française. Paris, Alcan, 1889.

Alexandre del Mar. — Systèmes monétaires.

Le Myre de Villers. — La crise de l'argent et l'Indo-Chine, dans les Questions diplomatiques et coloniales de 1903.

Neton (Albéric). — L'Indo-Chine et son avenir économique.

Notices Coloniales publiées à l'occasion de l'Exposition universelle d'Anvers de 1885. Imprimerie Nationale, 1885.

L'Opinion, Saïgon.

Paradam. — Les possibilités économiques de l'Indo-Chine française, dans le Bulletin du Comité de l'Asie française.

Pavie (Aug.). — La mission Pavie en Indo-Chine, 1879-1895. Paris, Leroux, 1898.

Pelissier (J.). — La question monétaire et la piastre en Indo-Chine. Challamel, Paris, 1898.

Postel (R.). — A travers la Cochinchine. Paris, Challamel, 1887.

Les Questions diplomatiques et coloniales.

La Quinzaine coloniale.

Rapport de Noël Pardon, ancien gouverneur de la Cochinchine au Congrès colonial de 1903 (29 mars-4 avril).

Rapport de la mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine. Lyon, A. Rey, 1898.

Rapports de l'Administration aux Sessions du Conseil Supérieur de l'Indo-Chine.

Rapport annuel du budget du ministère des Colonies à la Chambre et au Sénat dans le Journal officiel.

Rapport du comte Matsukata Masayoshi dans la Revue politique et parlementaire, mars 1901.

Rapport du gouvernement indien, 1892.

Rapport de la Commission Herschell.

Rapports du Conseil d'Administration de la Banque d'Indo-Chine.

Revue d'Economie Politique.

Revue Politique et Parlementaire.

Schræder (A.). — Etudes numismatiques. Paris, 1905.

Silvestre. — Notice sur les monnaies de la Chine dans le Rapport de l'Administration des Monnaies et Médailles de 1905.

— Notice sur les monnaies et les médailles de l'Annam dans le Rapport de l'Administration des Monnaies et Médailles de 1900.

— Notes pour servir à la recherche et au classement des monnaies et médailles de la Cochinchine française. Saïgon, 1883.

— L'Empire d'Annam et le peuple annamite. Paris, Alcan, 1900.

Zay (E.). — Histoire monétaire des Colonies françaises. Montorier. Paris, 1892.

Vu: le Doyen,
MONNIER

Vu: le président de la thèse
F. SAUVAIRE-JOURDAN

Vu et permis d'imprimer :
Bordeaux, le 24 mai 1907.
le Recteur de l'Académie,

THAMIN

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Le Milieu. — Les Monnaies. — Les Problèmes

	Pages.
CHAPITRE I. — <i>L'influence du milieu.</i> — La géographie de l'Indo-Chine. — Les caractères naturels. — Le facteur humain. — Les possibilités de relation. — Leurs influences.....	7
CHAPITRE II. — <i>Les Monnaies Indo-Chinoises.</i> — Etude numismatique.....	30
CHAPITRE III. — <i>Les Monnaies Indo-Chinoises.</i> — Monnaies réelles. — Monnaies de compte. — Monnaies légales. — Monnaies étalons. — Problèmes monétaires	52

DEUXIÈME PARTIE

Le Problème de la Sapèque

CHAPITRE I. — <i>Le problème de la Sapèque.</i> — Ses aspects : la crise de la sapèque.....	87
---	----

TROISIÈME PARTIE

Le Problème de la Piastre

CHAPITRE I. — <i>Le problème de la Piastre. — Son aspect dans les transactions intérieures et dans les transactions extérieures de notre colonie. . . .</i>	113
CHAPITRE II. — <i>La question monétaire dans les pays à étalon d'argent et ses solutions récentes. . . .</i>	163
CHAPITRE III. — <i>La politique monétaire de la France en Indo-Chine depuis 1863.</i>	188
CHAPITRE IV. — <i>Le commerce extérieur de l'Indo-Chine.</i>	228
CHAPITRE V. — <i>Situation monétaire des pays en relations commerciales avec l'Indo-Chine et très principalement des pays d'Extrême-Orient. .</i>	256
CHAPITRE VI. — <i>Les solutions proposées.</i>	277
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE.	308

